



Politiques agricoles des pays de l'OCDE

PANORAMA



Les politiques agricoles des pays de l'OCDE

PANORAMA 2010



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

ISBN 978-92-64-08381-3 (imprimé)
ISBN 978-92-64-08382-0 (PDF)

Publié en anglais : *Agricultural Policies in OECD Countries: At a Glance 2010*

Crédits photo : Couverture © iStockphoto.com/pic4you.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2010

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Il s'agit de la quatrième édition du rapport Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, qui est publié un an sur deux en alternance avec la version plus longue Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation, qui a été publiée pour la première fois en 1988. Ces deux publications examinent les politiques agricoles des pays de l'OCDE en réponse à la demande des ministres de l'OCDE de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des principes de réforme des politiques agricoles.

Le Secrétariat utilise un système complet de mesure et de classification du soutien à l'agriculture afin d'éclairer la complexité croissante des politiques agricoles. L'évolution continue des politiques agricoles rend nécessaire de réviser périodiquement les méthodes utilisées pour calculer et présenter les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs (ESP et ESC) et les indicateurs connexes.

Le rapport de cette année met l'accent sur l'évolution récente des marchés agricoles et examine les défis futurs pour la réforme des politiques agricoles dans le contexte des changements rapides des prix mondiaux des produits agricoles.

Le chapitre 1 donne une vue d'ensemble de l'évolution du soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE, évalue l'estimation du soutien à l'agriculture, et tire des conclusions concernant les progrès réalisés dans les pays de l'OCDE en matière de réforme agricole. Le chapitre 2 résume les tendances de l'évolution du soutien et de sa composition pour chaque pays de l'OCDE et le chapitre 3 contient les tableaux de base détaillés.

Le résumé et le chapitre 1 sont publiés sous la responsabilité du Comité de l'agriculture de l'OCDE – Les autres parties sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire-Général de l'OCDE.

Remerciements

Cette édition a été préparée par la Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE avec la participation active des pays membres. Les membres suivants du Secrétariat de l'OCDE ont contribué à la rédaction de cet ouvrage: Václav Vojtech (coordinateur), Jesús Antón, Ken Ash, Carmel Cahill, Dalila Cervantes-Godoy, Dimitris Diakosavvas, Hsin Huang, Joanna Komorowska, Shingo Kimura, Andrzej Kwiecinski, Wilfrid Legg, Christine Le Thi, Roger Martini, Alexandra de Matos Nunes, Olga Melyukhina, Catherine Moreddu, Kevin Parris, Véronique de Saint-Martin, Hiroki Sasaki, Frank van Tongeren, et Dongjin Yoon. Alexandra de Matos Nunes a coordonné la préparation des principaux tableaux et graphiques. L'assistance statistique a été apportée par Véronique de Saint-Martin, Christine Le Thi, Florence Bossard et Noura Takroui-Jolly. Le Secrétariat a été assuré par Françoise Bénicourt et Michèle Patterson. L'assistance technique ainsi que la programmation nécessaire à la préparation de la base de données des ESP/ESC ont été fournies par Eric Espinasse et Frano Illicic. D'autres collègues du Secrétariat de l'OCDE ont fait des commentaires utiles pour la rédaction de ce rapport.

Ce livre contient des...



StatLinks

**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Table des matières

Abréviations	9
Résumé	11
Chapitre 1. Évaluation de l'évolution des politiques de soutien	15
Principales évolutions de l'économie et des marchés	16
Évolution du soutien à l'agriculture	21
Annexe 1.A. Définitions des indicateurs de soutien à l'agriculture de l'OCDE	43
Références	48
Chapitre 2. L'essentiel par pays	49
Australie	50
Canada	52
Union européenne	54
Islande	56
Japon	58
Corée	60
Mexique	62
Nouvelle-Zélande	64
Norvège	66
Suisse	68
Turquie	70
États-Unis	72
Annexe 2.A. L'essentiel pour certains pays candidats à l'adhésion	74
Chili	75
Israël	78
Chapitre 3. Tableaux récapitulatifs des estimations du soutien aux pays de l'OCDE	81

Liste des tableaux

1.1. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture	22
1.2. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture	23
1.3. Contribution aux variations de l'Estimation du soutien aux producteurs par pays entre 2008 et 2009	25
2.1. Australie : Estimation du soutien à l'agriculture	51
2.2. Canada : Estimation du soutien à l'agriculture	53
2.3. Union européenne : Estimation du soutien à l'agriculture (UE27).....	55
2.4. Islande : Estimation du soutien à l'agriculture	57
2.5. Japon : Estimation du soutien à l'agriculture	59
2.6. Corée : Estimation du soutien à l'agriculture	61
2.7. Mexique : Estimation du soutien à l'agriculture.....	63
2.8. Nouvelle-Zélande : Estimation du soutien à l'agriculture.....	65
2.9. Norvège : Estimation du soutien à l'agriculture.....	67
2.10. Suisse : Estimation du soutien à l'agriculture.....	69
2.11. Turquie : Estimation du soutien à l'agriculture	71
2.12. États-Unis : Estimation du soutien à l'agriculture	73
2.A.1. Chili : Principaux indicateurs économiques et agricoles, 2005-07.....	75
2.A.2. Chili : Estimations du soutien à l'agriculture	77
2.A.3. Israël : Principaux indicateurs économiques et agricoles, 2006-08	78
2.A.4. Israël : Estimations du soutien à l'agriculture	80
3.1. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par pays	82
3.2. OCDE : Estimation du soutien aux consommateurs par pays	84
3.3. OCDE : Estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays	86
3.4. OCDE : Estimation du soutien total par pays	87
3.5. OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays	88
3.6. OCDE : Caractéristiques des politiques de soutien par pays	91
3.7. OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général ...	93
3.8. OCDE : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit.....	95
3.9. OCDE : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit.....	96
3.10. Australie : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit.....	97
3.11. Canada : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit	98
3.12. Union européenne : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit	99
3.13. Islande : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit	100
3.14. Japon : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit.....	101
3.15. Corée : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit.....	102
3.16. Mexique : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit	103
3.17. Nouvelle-Zélande : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit	104
3.18. Norvège : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit	105
3.19. Suisse : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit	106
3.20. Turquie : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit.....	107
3.21. États-Unis : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit.....	108
3.22. OCDE : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit (USD).....	109
3.23. OCDE : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit (EUR).....	110
3.24. Australie : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit	111
3.25. Canada : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit	112
3.26. Union européenne : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit...	113
3.27. Islande : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit.....	114
3.28. Japon : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit	115
3.29. Corée : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit.....	116
3.30. Mexique : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit	117
3.31. Nouvelle-Zélande : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit ...	118
3.32. Norvège : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit.....	119
3.33. Suisse : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit	120
3.34. Turquie : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit	121
3.35. États-Unis : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit.....	122
3.36. Australie : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	123

3.37. Canada : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	123
3.38. Union européenne : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	124
3.39. Islande : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	124
3.40. Japon : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	125
3.41. Corée : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	125
3.42. Mexique : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	126
3.43. Nouvelle-Zélande : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	126
3.44. Norvège : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	127
3.45. Suisse : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	127
3.46. Turquie : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	128
3.47. États-Unis : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	128
3.48. Contribution aux variations du Soutien du Prix du Marché par pays, entre 2008 et 2009	129
3.49. Contribution aux variations de prix à la frontière par pays, entre 2008 et 2009. . .	129

Listes des graphiques

1.1. Évolution des prix mondiaux de certains produits agricoles, 2007-09	17
1.2. Évolution des indicateurs de soutien de l'OCDE.	21
1.3. Estimation du soutien aux producteurs par pays	26
1.4. OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs, 1986-2009.	27
1.5. OCDE : Évolution du soutien au titre de la production de produits de base, 1986-2009	28
1.6. OCDE : Soutien au titre de la production par produit, 1986-88 et 2007-09	29
1.7. Soutien au titre de la production par produit, par pays, 2007-09	30
1.8. OCDE : Évolution du soutien au titre de l'utilisation d'intrants, 1986-2009	31
1.9. Paiements au titre de l'utilisation d'intrants par pays, 1986-88 et 2007-09	32
1.10. OCDE : Évolution des paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu courants, production requise, 1986-2009 ..	33
1.11. OCDE : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu	34
1.12. Ventilation par catégorie de produits des paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu, production requise, par pays, 2007-09.	35
1.13. OCDE : Évolution des paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu non-courants, production facultative, 1986-2009	36
1.14. Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu non-courants, par pays, 2007-09	37
1.15. OCDE : Évolution des paiements selon des critères non liés à des produits de base, 1986-2009.	38
1.16. Paiements selon des critères non liés à la production des produits de base, par pays, 1986-88 et 2007-09	38
1.17. Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général, 2007-09 ..	40
1.18. OCDE : Évolution du niveau et de la composition du soutien aux producteurs ...	41
2.1. Australie : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009 ...	50
2.2. Australie : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	50
2.3. Canada : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	52
2.4. Canada : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	52

2.5. Union européenne : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	54
2.6. Union européenne : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	54
2.7. Islande : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	56
2.8. Islande : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	56
2.9. Japon : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	58
2.10. Japon : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	58
2.11. Corée : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	60
2.12. Corée : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	60
2.13. Mexique : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1991-2009	62
2.14. Mexique : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	62
2.15. Nouvelle-Zélande : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	64
2.16. Nouvelle-Zélande : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	64
2.17. Norvège : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	66
2.18. Norvège : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	66
2.19. Suisse : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	68
2.20. Suisse : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	68
2.21. Turquie : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	70
2.22. Turquie : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	70
2.23. États-Unis : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009	72
2.24. États-Unis : TSP aux producteurs par produit, 2007-09	72
2.A.1. Chili : Évolution et variations annuelles de la production agricole, 1995-2007	75
2.A.2. Chili : Échanges agroalimentaires, 1995-2007	75
2.A.3. Chili : Évolution du niveau et de la composition de l'ESP	76
2.A.4. Chili : TSP aux producteurs par produit, 2005-07	76
2.A.5. Israël : Évolution et variations annuelles de la production agricole, 1995-2008	78
2.A.6. Israël : Échanges agroalimentaires, 1995-2008	78
2.A.7. Israël : Évolution du niveau et de la composition de l'ESP	79
2.A.8. Israël : TSP aux producteurs par produit, 2006-08	79

Abréviations

ACRE	<i>Average Crop Revenue Election</i> (États-Unis)
ARIP	Programme de mise en œuvre de la réforme agricole (Turquie)
ATP	Autres transferts aux producteurs
CALA	Loi canadienne sur les prêts agricoles (<i>Canadian Agricultural Loans Act</i>)
GCNUCC	La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCP	Paiements contracycliques
CNP	Coefficient nominal de protection
CNS	Coefficient nominal de soutien
CRP	Programme des mises en réserve des terres fragiles – <i>Conservation Reserve Program</i> (États-Unis)
CSIRO	<i>Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation</i> (Australie)
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général
EST	Estimation du soutien total
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
LPAACFC	Loi sur les prêts aux améliorations agricoles et à la commercialisation des coopératives (Canada)
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAB	Produit agricole brut
PAC	Politique agricole commune (de l'Union européenne)
PA 2011	La réforme de la politique agricole 2008-2011 (Suisse)
PDR	Plan de développement rural
PIB	Produit intérieur brut
RPU	Régime de paiement unique
RPUS	Régime de paiement unique à la surface
SNAP	Programme d'assistance supplémentaire à la nutrition (<i>Supplemental Nutrition Assistance Program</i>)
SPM	Soutien des prix du marché
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
TGP	Transferts au titre d'un groupe de produits
TSP	Transfert au titre d'un seul produit
TTP	Transferts au titre de tous les produits
UE	Union européenne

Résumé

Soutien aux producteurs en légère hausse par rapport à 2008, principalement en raison de la chute des prix mondiaux...

En 2009, le soutien accordé aux producteurs des pays de l'OCDE, tel que mesuré par l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), s'établissait à 253 milliards USD ou 182 milliards EUR. Cela représente 22 % de l'ensemble des recettes agricoles brutes (ESP en %), soit une légère hausse par rapport au pourcentage de 21 % enregistré en 2008, et un retour au niveau de 2007. C'est la première augmentation du niveau de soutien après une baisse régulière depuis 2004. La hausse des prix des produits de base intervenue en 2007 et 2008 était à l'origine de la chute du soutien mesuré au cours de ces années, et le retour aux niveaux de prix de 2007 a renversé cette tendance pour 2009.

... et de la crise économique mondiale

La croissance économique a été faible ou négative dans les pays de l'OCDE en raison de la récession mondiale, qui a modéré les pressions exercées sur la demande, en particulier pour les produits à haute valeur ajoutée tels que les produits laitiers et la viande. La réponse positive de l'offre à la hausse des prix en 2008 est intervenue au moment où la croissance de la demande de produits alimentaires se relâchait. L'augmentation de la production de biocarburants, qui a accru la demande globale de produits de base, est entraînée davantage par des mesures d'incitation des pouvoirs publics que par des facteurs économiques de base, puisque les mesures contraignantes et les allègements fiscaux ont été étendus dans de nombreux pays de l'OCDE en 2009.

Peu de nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics en 2009...

Certains pays ont mis en œuvre des réformes déjà acceptées, et d'autres ont appliqué des mesures ponctuelles pour faire face à la chute des prix, mais peu de nouvelles réformes substantielles des politiques ont été mises en œuvre. L'Australie continue à mettre en œuvre *Caring for our Country*, un ensemble de programmes qui financent la gestion environnementale des ressources naturelles de l'Australie. Dans l'Union européenne, la principale évolution des politiques concerne la gestion de la crise, en particulier dans le secteur laitier, et la mise en œuvre des réformes récentes, notamment le *bilan de santé* de la PAC. En Corée et au Japon, les paiements directs ont été augmentés dans le but de détourner les agriculteurs de la production de riz (Japon) et de soutenir le revenu des

agriculteurs (Corée). Au Canada, des paiements plus importants ont été déclenchés dans le cadre des programmes d'assurance récolte et des programmes fondés sur la marge, tandis que les États-Unis ont augmenté les paiements octroyés au titre des programmes contracycliques fondés sur les prix. En Suisse, les paiements directs ont augmenté pour compenser la poursuite de la réduction du soutien du marché et le dispositif de quotas laitiers a été entièrement aboli.

... les formes de soutien qui entraînent le plus de distorsions continuent de dominer...

Malgré une réduction sur le long terme du niveau de soutien et de la part des formes de soutien qui peuvent entraîner le plus de distorsions de la production et des échanges, ce type de mesures domine encore dans la plupart des pays de l'OCDE. En 2007-09, le soutien au titre de la production (y compris la protection à la frontière) et le soutien au titre des intrants variables sans contrainte d'utilisation représentaient plus de la moitié de l'ESP totale de la zone de l'OCDE.

... et la réforme demeure inégale d'un pays à l'autre

Certains pays ont clairement pris des mesures pour réduire le niveau de soutien et/ou mettre en place des formes de soutien plus découplées, tandis que d'autres se sont laissés distancer. Le niveau de soutien aux producteurs (exprimé en % des revenus des producteurs) dans les pays de l'OCDE s'échelonnait largement en 2007-09 : il s'élevait à moins de 1 % en Nouvelle-Zélande, à 4 % en Australie, 9 % aux États-Unis, 12 % au Mexique, 17 % au Canada, 23 % dans l'Union européenne, 34 % en Turquie, 47 % au Japon, 52 % en Corée, 53 % en Islande, 58 % en Suisse et 61 % en Norvège. La structure du soutien varie aussi considérablement d'un pays à l'autre. Parmi les pays qui ont le niveau de soutien le plus élevé, la part des mesures qui peuvent entraîner le plus de distorsions représente environ 90 % en Corée et au Japon, elle est d'environ 70 % en Islande et d'environ 50 % en Norvège et en Suisse.

Davantage de soutien est octroyé sans lien avec la production courante...

Une tendance importante enregistrée par le soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE qui a commencé il y a un certain temps est la suppression du lien entre le soutien et la production de produits de base et le recours accru aux paiements financés par les contribuables qui, bien que souvent liés aux actifs agricoles, tels que la terre, ne dépendent pas de la production de produits de base. La part du soutien total qui ne requiert pas de production a augmenté, passant d'une part négligeable de l'ESP avant 1995 à presque un quart de l'ESP en 2007-09.

... tandis que certaines formes de soutien imposent des contraintes ou des conditions aux bénéficiaires

Le soutien dépend de plus en plus de l'application par les producteurs de pratiques de production spécifiques en vue d'atteindre des objectifs plus vastes, tels que la protection de l'environnement, la conservation des ressources naturelles ou le bien-être animal. Les paiements associés à de telles conditions, qui représentaient 4 % de l'ESP totale de la zone de l'OCDE en 1986-88, ont vu leur part augmenter pour atteindre un tiers en 2007-09. Parmi les pays de l'OCDE, les États-Unis, la Suisse et l'Union européenne sont les pays qui ont octroyé la plus grande part (environ 50 %) de leur soutien total assorti de certaines contraintes.

Le poids global du soutien à l'agriculture continue de s'alléger

Le soutien total au secteur agricole, qui combine le soutien accordé aux producteurs (ESP), le soutien dédié aux services d'intérêt général au secteur agricole comme la recherche, les infrastructures, l'inspection et le contrôle, la commercialisation et la promotion, ainsi que les paiements budgétaires aux consommateurs, s'élevait d'après les estimations à 375 milliards USD (267 milliards EUR) en 2007-09. Cela équivalait à 0.9 % du PIB de la zone de l'OCDE, soit une baisse par rapport aux 2.3 % enregistrés en 1986-88. Dans tous les pays de l'OCDE, sauf la Turquie, la charge que fait peser le soutien total à l'agriculture sur l'économie dans son ensemble a été réduite.

Les négociations commerciales multilatérales sont au point mort...

Les négociations commerciales multilatérales, notamment sur l'agriculture, dans le cadre du Programme de Doha pour le développement de l'OMC n'ont pas encore débouché sur un accord après neuf années, pourtant les discussions se poursuivent. Les accords commerciaux bilatéraux et régionaux, bien que traitant parfois de questions telles que les réglementations sanitaires et phytosanitaires et les obstacles non-tarifaires, créent des limites en ce qui concerne la libéralisation des produits agricoles sensibles.

... mais un réexamen des politiques agricoles est nécessaire

En 2008, dans le rapport sur les politiques agricoles dans les pays de l'OCDE, la crise économique mondiale et la hausse des prix des produits de base ont été considérées comme une occasion de recentrer la politique agricole. L'important pic atteint par les prix affaiblissait la raison d'être de toutes les formes de soutien à grande échelle du revenu des producteurs et suscitait des préoccupations au sujet de l'impact négatif sur les consommateurs, en particulier dans les pays moins développés. La chute des prix à la fin de 2008 entraîna ensuite des préoccupations relatives à l'impact de la volatilité future du marché sur l'aptitude des producteurs à développer la production, sur une base viable du point de vue de l'environnement, en réponse à l'augmentation de la demande mondiale.

Toutes ces évolutions demandent une approche nouvelle et orientée vers l'avenir des politiques alimentaire et agricole.

Réunion des ministres de l'Agriculture
au siège de l'OCDE pour discuter les défis
et perspectives à venir

Les ministres de l'Agriculture des pays de l'OCDE et d'un certain nombre de pays extérieurs à la zone de l'OCDE, qui sont des acteurs importants sur les marchés alimentaires et agricoles, se sont réunis à Paris en février 2010. Les ministres ont engagé une discussion franche et ouverte sur les principaux défis et perspectives auxquels ils sont confrontés, individuellement et collectivement. Dans leur communiqué, les ministres ont noté que

« des événements récents ont clairement mis en exergue un certain nombre de questions et d'enjeux auxquels le système agricole et alimentaire mondial est confronté, à savoir une forte croissance de la demande d'aliments destinés à la consommation humaine et animale et de produits non alimentaires, conjuguée à des problèmes persistants de sécurité alimentaire mondiale ; le changement climatique, exacerbé par l'intensification de la concurrence pour les terres, l'eau et d'autres ressources ; l'instabilité des prix ; les opportunités offertes par la « croissance verte », avec les avantages économiques et environnementaux susceptibles d'en découler ; l'intérêt croissant que suscitent les modes de production alimentaire ; les problèmes de santé liés à l'alimentation ; le regain d'intérêt pour l'innovation, une exploitation efficiente des ressources et l'augmentation de la productivité, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, y compris la production d'énergies renouvelables telles que la bioénergie selon le principe de la durabilité économique et environnementale ; et le rôle essentiel du commerce dans la permanence et la fiabilité des flux de denrées alimentaires et de matières premières. » (Communiqué intégral disponible à www.oecd.org/agriculture/ministerielle).

Chapitre 1

Évaluation de l'évolution des politiques de soutien

Ce chapitre fait le point de l'évolution du soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE. Il présente d'abord le contexte macroéconomique général et les conditions de marché dans lesquels s'inscrivent les politiques agricoles, en mettant l'accent sur les principaux changements récents et les nouvelles initiatives prises par les pays de l'OCDE dans le cadre des politiques agricoles. Il évalue ensuite l'évolution du niveau et de la composition du soutien estimé. Enfin, des conclusions sont tirées sur les progrès des réformes agricoles dans les pays de l'OCDE.

Principales évolutions de l'économie et des marchés

L'année 2009 a été marquée par la réduction des prix mondiaux des produits de base, par rapport aux niveaux record atteints en 2008. Parallèlement, les inquiétudes concernant les disponibilités alimentaires, suscitées par la flambée des prix de 2008 et la diminution des stocks, ont placé la sécurité alimentaire au centre du débat sur la politique agricole. Le rôle du secteur agricole dans le changement climatique et sa réaction à ce phénomène retiennent de plus en plus l'attention, notamment depuis la conférence organisée à Copenhague par les Nations Unies (encadré 1.1). De nombreux pays ont continué à mettre en œuvre les réformes entamées les années précédentes. Citons par exemple le programme *Average Crop Revenue Election* (ACRE) prévu par la loi agricole adoptée en 2008 aux **États-Unis**, les réformes définies dans le cadre du *Bilan de santé* de la politique agricole commune de l'**Union européenne**, et la dernière phase de l'élimination du dispositif des quotas laitiers en **Suisse**.

Encadré 1.1. Agriculture et négociations sur le changement climatique

L'agriculture contribue de manière notable aux émissions anthropiques mondiales de gaz à effet de serre. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en 2004, les émissions directes de l'agriculture ont représenté 13.5 % du total mondial et celles de la foresterie (catégorie de sources qui comprend le déboisement, principalement destiné à convertir des terres à l'agriculture) 17.4 %.

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), adoptée au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, en 1992, définit le cadre où doivent s'inscrire les activités internationales relatives à la lutte contre le changement climatique. Elle a été ratifiée par 192 pays. Les négociations organisées pour y donner suite donnent lieu à des Conférences des Parties (CdP). Le but de la 15^{ème} CdP, qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009, était d'adopter un nouvel accord international appelé à se substituer au Protocole de Kyoto, qui arrive à échéance en 2012.

Entré en vigueur le 16 février 2005, le Protocole de Kyoto fixait des objectifs juridiquement contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tous secteurs d'activité confondus y compris l'agriculture, et ce dans 37 pays industrialisés et dans l'Union européenne. La réduction visée était de 5 % en moyenne par rapport au niveau atteint en 1990 et elle devait être obtenue au cours des cinq années allant de 2008 à 2012. Les pays en développement ne se sont pas vu imposer d'objectifs de réduction, mais ils peuvent participer aux efforts en recourant au mécanisme pour un développement propre, système fondé sur les règles du marché dans le cadre duquel les engagements d'un pays développé sont mis en œuvre dans un pays en développement. Le déboisement évité est un exemple significatif de l'application de ce mécanisme.

Alors que le Protocole de Kyoto prend en considération les émissions de l'agriculture, il passe sous silence une caractéristique essentielle du secteur, à savoir sa capacité à séquestrer le carbone, principalement par le biais de l'accroissement de la matière organique du sol. En tenir compte permettrait aux agriculteurs d'atténuer dans une certaine mesure le coût des nouvelles dispositions à prendre éventuellement pour soustraire des gaz à effet de serre de l'atmosphère.

Encadré 1.1. Agriculture et négociations sur le changement climatique (suite)

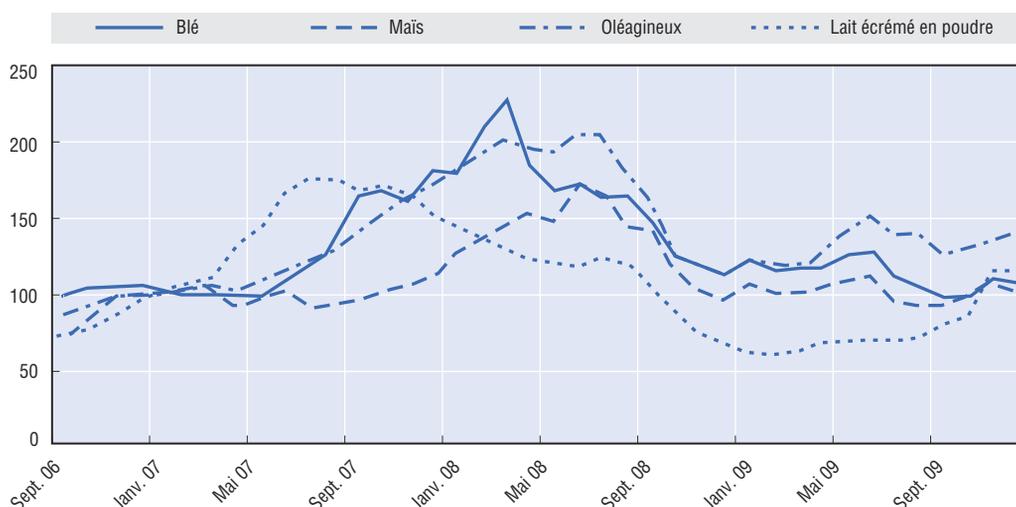
Les négociations conduites à Copenhague n'ont pas abouti à l'adoption d'un texte juridiquement contraignant qui aurait pris la relève du Protocole de Kyoto. Néanmoins, l'accord conclu prend acte de l'avis scientifique selon lequel l'augmentation de la température mondiale devrait être inférieure à 2 degrés Celsius pour assurer un développement durable. Étant donné que l'agriculture pourrait contribuer notablement à la réalisation des objectifs de la lutte contre le changement climatique, il importera de maintenir et gérer les réservoirs de carbone existants et de tenir compte pleinement des possibilités de séquestration du carbone dans le ou les futurs accords internationaux éventuels. Il existe des synergies avec d'autres objectifs environnementaux et des équilibres à respecter. Ainsi, les pratiques plus durables d'utilisation des terres non seulement réduisent les émissions, mais améliorent la productivité des sols et leur capacité de rétention de l'eau, et elles diminuent la pollution de l'eau, bien qu'il puisse être nécessaire d'augmenter l'utilisation de pesticides. Au total, il en découle une augmentation de la productivité, ce qui va dans le sens d'une production alimentaire durable, d'une croissance respectueuse de l'environnement et d'une amélioration des capacités d'adaptation au changement climatique.

Le manque de vigueur de la croissance économique tire les prix des produits de base vers le bas...

Les effets de la récession mondiale continuant de se faire sentir, la croissance économique est restée modérée, voire légèrement négative, dans les pays de l'OCDE. Conjugée à un fort accroissement de la production agricole, la baisse de la demande a maintenu les prix des produits de base très en-dessous des sommets atteints en 2008 (graphique 1.1). La flambée survenue entre la fin 2007 et le début 2008 était due à plusieurs facteurs notamment la hausse de la demande, le faible niveau des stocks, les récoltes médiocres dans certaines zones et l'influence des marchés de l'énergie liée à

Graphique 1.1. **Évolution des prix mondiaux de certains produits agricoles, 2007-09**

Données mensuelles, Janvier 2007=100



Source : OCDE, Base de données des Perspectives agricoles, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297742>

l'augmentation de la production de biocarburants [voir *Politiques de soutien des biocarburants – Une évaluation économique* (OCDE, 2008)]. La crise financière a atténué la tension due à la demande, notamment dans le cas des produits à forte valeur ajoutée comme les produits laitiers et la viande. Au moment où la demande fléchissait, l'offre a réagi positivement à la hausse des prix, ce qui s'est traduit par une remontée du niveau des stocks – qui était au plus bas en 2008 – et a accentué la pression exercée sur les prix. Un certain redressement de la demande de produits laitiers s'est manifesté fin 2009, encouragé par les achats d'intervention réalisés dans l'**Union européenne** et les interventions de la filière laitière en partie financées par le gouvernement en **Suisse**, d'où un début de rétablissement des prix de ces produits. Les évolutions du marché survenues en 2009 sont décrites avec plus de précision dans la publication *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2010-2019* (OCDE, 2010).

La forte contraction des échanges, en regard de la baisse du PIB au cours de la crise financière, a aussi rejailli sur les marchés agricoles, mais dans une moindre mesure que sur les marchés des biens durables, qui ont enregistré un repli à deux chiffres. Le commerce des céréales a diminué de 5 %, soit deux fois plus que le recul du PIB mondial. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène, y compris le financement des exportations et les crédits à l'exportation (voir OCDE, 2009a et OCDE, 2009b pour plus de détails sur les effets des mesures prises en réaction à la crise économique).

... même si la production de biocarburants continue d'alimenter la demande globale...

L'augmentation de la production d'éthanol et de biodiésel continue d'obéir davantage aux incitations mises en place par les pouvoirs publics qu'à des motivations économiques profondes. Les mesures contraignantes et les avantages fiscaux ont été étendus dans beaucoup de pays membres de l'OCDE en 2009. L'obligation de mélanger des biocarburants aux carburants classiques a été instaurée ou renforcée en **Australie** et dans certains États des **États-Unis**. La **Nouvelle-Zélande** a lancé un système de subventionnement dans le cadre duquel les producteurs perçoivent 0.425 NZD (0.30 USD) par litre de biodiésel pur ou mélangé (Biodiesel Grants Scheme). Des données de plus en plus nombreuses indiquent que les changements d'utilisation des terres indirectement liés à la production de biocarburants annulent en grande partie les effets positifs de cette technologie sur le climat, ce qui a conduit l'**Union européenne** à exiger, dans sa directive sur les énergies renouvelables, que les biocarburants et bioliquides entraînent une réduction d'au moins 35 % (50 % en 2017) des émissions de gaz à effet de serre par rapport à celles des carburants pétroliers.

... et si les risques de cours et la sécurité alimentaire suscitent de plus en plus d'inquiétude

L'instabilité des prix a provoqué des troubles dans certains pays non membres et a conduit à se demander si les disponibilités alimentaires étaient suffisamment abondantes et stables à long terme. Les fluctuations les plus marquées ont eu lieu en 2008 et les prix ont été relativement stables en 2009, mais l'instabilité potentielle et les répercussions qu'elle fait craindre restent à l'ordre du jour des débats sur l'action à mener. En novembre 2009, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé à Rome un Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, consacré à cette question. La déclaration qui en a résulté appelle entre autres à une augmentation du financement de l'agriculture et à de nouveaux investissements dans ce

Encadré 1.2. Réunion du Comité de l'agriculture de l'OCDE au niveau des ministres de 2010

Axées sur l'avenir, les réflexions des ministres ont porté sur un champ très large. La sécurité alimentaire était au cœur des débats. A mesure que la population s'accroît et que les habitudes alimentaires évoluent, le système agroalimentaire sera-t-il en mesure de répondre à la hausse de la demande de produits alimentaires qui en découlera dans un monde où les sols et l'eau, entre autres ressources naturelles, sont déjà extrêmement sollicités, et dans lequel le changement climatique va engendrer de nouveaux problèmes ? La tâche des pouvoirs publics est de veiller à ce que les bonnes politiques et les bonnes institutions soient en place.

« Les ministres (...) sont convenus de s'appuyer sur les principes d'action qui avaient été définis en 1998 et de les compléter, reconnaissant que le premier impératif est d'assurer sur une base durable une offre d'aliments sains et nutritifs en quantités suffisantes pour une population mondiale croissante. (...) **Les ministres sont plus précisément convenus :**

- a) qu'il est nécessaire d'adopter une **approche intégrée de la sécurité alimentaire** englobant la production intérieure, les échanges internationaux, les stocks, les filets de sécurité en faveur des pauvres, ainsi que d'autres mesures reflétant le niveau de développement et les richesses naturelles, tandis que la lutte contre la pauvreté et le développement économique sont essentiels pour apporter une solution durable à l'insécurité alimentaire et à la faim dans le monde à long terme ;
- b) que la « **croissance verte** » offre des possibilités de contribuer à un développement économique, social et environnemental durable, que l'agriculture a un rôle important à jouer à cet égard, de même que l'ouverture des marchés, qui facilite le partage des technologies et des innovations propices à cette forme de croissance, et qu'il importe, dans ce contexte, de se garder de toute forme de protectionnisme ;
- c) que le **changement climatique présente des défis et opportunités** pour le secteur agricole en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la séquestration du carbone et la nécessité de s'adapter.

Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que :

- d) les agriculteurs et les fournisseurs de produits alimentaires des pays développés comme des pays en développement soient à même de s'adapter efficacement à l'évolution de la demande des consommateurs et de la société en général, et à ce que la transmission des signaux-prix dans la filière alimentaire s'améliore, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle régionale ou internationale ;
- e) les institutions et les cadres d'action publique et réglementaires soient en place pour permettre aux marchés des produits agricoles et alimentaires de fonctionner de façon rationnelle, efficace, transparente et équitable ;
- f) des politiques appropriées soient mises en œuvre pour faciliter la gestion des risques au niveau des exploitations et des ménages agricoles et dans l'ensemble du secteur agroalimentaire, y compris, le cas échéant, en réaction aux incidences d'une instabilité extrême des prix sur les agriculteurs, tout en maintenant une répartition efficiente des responsabilités entre acteurs privés et acteurs publics ;
- g) les politiques applicables au secteur agricole et alimentaire soient cohérentes avec les mesures à caractère général prises sur les plans macroéconomique, commercial et industriel ainsi que dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la consommation et de la politique sociale (y compris la santé et la nutrition), et à ce que les politiques menées par les pays développés soient cohérentes avec les efforts déployés pour aider les pays en développement ;

**Encadré 1.2. Réunion du Comité de l'agriculture de l'OCDE
au niveau des ministres de 2010 (suite)**

- h) les échanges jouent un rôle dans l'équilibrage de l'offre et de la demande mondiales, et à ce qu'ils constituent une source fiable d'approvisionnement pour les pays dépendant des importations et un débouché fiable pour les fournisseurs compétitifs, moyennant l'instauration d'un système commercial multilatéral efficace, fonctionnant correctement et basé sur des règles, laquelle serait sensiblement facilitée si le Programme de Doha pour le développement aboutissait à une conclusion ambitieuse, équilibrée et globale ;
- i) les politiques soutiennent les efforts déployés par les agriculteurs et les autres agents de la filière alimentaire en vue de gérer efficacement les ressources naturelles et de fournir des produits de base obtenus par des pratiques durables ;
- j) les mesures d'incitation et de dissuasion puissent être conçues de façon efficace et transparente afin de refléter l'ensemble des coûts et avantages pour la société, afin d'améliorer les performances environnementales, en cohérence avec les règles et les engagements multilatéraux pour le commerce ; de faciliter l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ce phénomène ; de favoriser l'adaptation du système agricole et alimentaire aux pressions exercées sur les ressources, notamment les sols et l'eau ; de réduire les pertes et les déchets tout au long de la filière alimentaire ; d'assurer la fourniture de biens et services publics tels que les aménités rurales, la biodiversité, la préservation du paysage et des fonctions d'écosystème des terres ; et de contribuer au développement des zones rurales ;
- k) le climat de l'investissement soit favorable, notamment en ce qui concerne l'investissement direct étranger dans les pays émergents ou en développement, en accord avec les principes internationalement admis ;
- l) l'innovation, y compris le transfert des technologies, soit encouragée, afin d'accroître la productivité, d'améliorer l'efficacité, d'exploiter les ressources de façon plus durable, de lutter contre le changement climatique et de réduire les déchets, moyennant entre autres une protection équilibrée des droits de propriété intellectuelle et un cadre réglementaire propice à l'innovation et aux nouvelles technologies, ainsi qu'aux partenariats public-privé ;
- m) la protection des consommateurs soit renforcée par l'élaboration et l'application de normes de sécurité des produits destinés à l'alimentation humaine et animale, qui soient efficaces, étayées par des données scientifiques et conformes aux accords internationaux ;
- n) les politiques soient explicitement liées à des objectifs spécifiques ou à des bénéficiaires déterminés, tout en limitant la charge administrative pesant sur le secteur pour minimiser les coûts publics totaux et à ce que les mesures fassent régulièrement l'objet d'un suivi et d'une évaluation pour en garantir en toutes circonstances la pertinence, la rationalité économique et l'efficacité.

Note : le texte en italique ci-dessus est extrait du Communiqué des ministres, qui peut être consulté dans son intégralité à l'adresse www.oecd.org/agriculture/ministerielle.

secteur, ainsi qu'à une amélioration de la gouvernance dans le domaine alimentaire à l'échelle mondiale.

Les ministres de l'Agriculture des pays membres de l'OCDE et de certains pays non membres qui jouent un rôle majeur sur les marchés agroalimentaires se sont réunis à Paris en février 2010. Ils ne s'étaient pas retrouvés dans le cadre de l'OCDE depuis 1998. Ils ont publié un Communiqué où ils énoncent les principes auxquels devra obéir la politique agricole dans le futur et définissent les domaines dans lesquels l'OCDE pourrait contribuer à la conception et à la mise en œuvre de mesures adaptées (encadré 1.2).

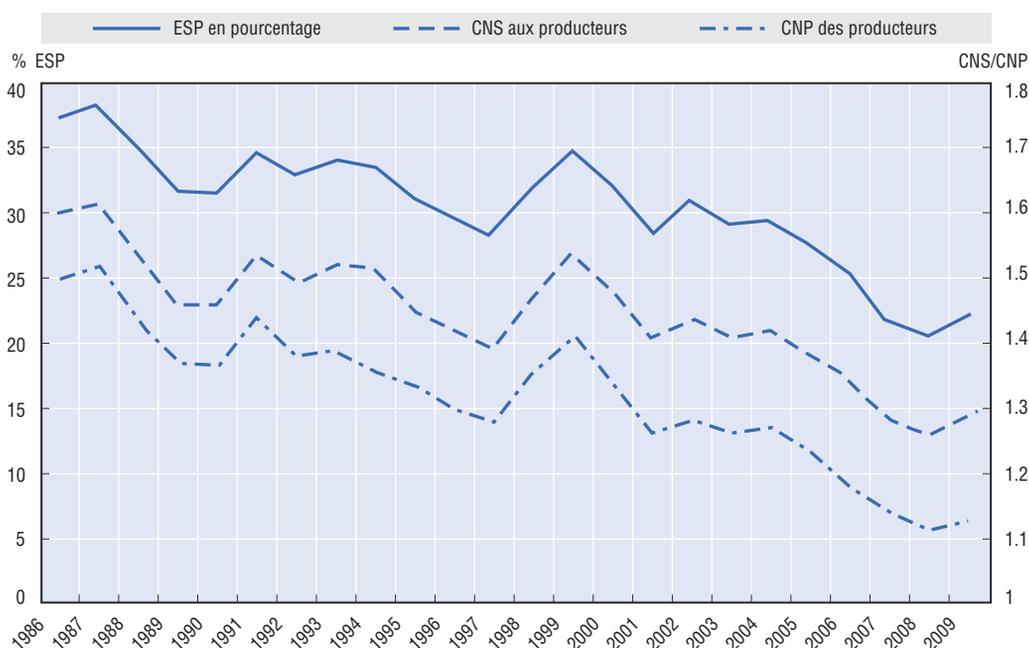
Évolution du soutien à l'agriculture

Globalement, le soutien à l'agriculture tel qu'il est mesuré par l'OCDE s'est accru en 2009, car la baisse des prix mondiaux a fait augmenter le soutien effectif des prix du marché dans les pays qui ont pris des dispositions pour assurer la stabilité des prix intérieurs. Le recul des prix intérieurs de certains produits de base a aussi entraîné le déclenchement des programmes de paiements contracycliques fondés sur les prix ou le revenu agricole. La section ci-dessous décrit le niveau du soutien dans l'ensemble de l'OCDE, et les suivantes insistent plus précisément sur son évolution dans chaque sous-catégorie de l'ESP et dans les différents pays.

Le soutien aux producteurs est remonté par rapport à son bas niveau de 2008...

La valeur monétaire des transferts publics exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes correspond à l'estimation du soutien aux producteurs en pourcentage (ESP en %) et c'est un indicateur essentiel du niveau du soutien accordé au secteur agricole. D'après cet indicateur, qui tient compte à la fois du soutien des prix découlant des mesures aux frontières et des paiements budgétaires, le soutien à l'agriculture dans la zone de l'OCDE diminue lentement mais régulièrement depuis qu'il a été mesuré pour la première fois, en 1986 (graphique 1.2). Les prix élevés des produits de base en 2007, et plus encore en 2008, expliquent la baisse récente de l'ESP en %, et le retour aux prix de 2007 a inversé la tendance en 2009. L'ESP en % s'est ainsi établie à 22 % en 2009, ce qui indique que les recettes brutes des producteurs ont été majorées d'environ un cinquième sous l'effet des politiques agricoles (tableaux 1.1 et 1.2).

Graphique 1.2. Évolution des indicateurs de soutien de l'OCDE



ESP en % : Estimation du soutien aux producteurs (échelle de gauche).

CNS : Coefficient Nominal de Soutien aux producteurs (échelle de droite).

CNP : Coefficient Nominal de Protection des producteurs (échelle de droite).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297761>

Tableau 1.1. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture

Millions USD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	591 827	1 048 371	1 034 136	1 118 753	992 225
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>72</i>	<i>67</i>	<i>68</i>	<i>67</i>	<i>66</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	558 195	995 736	986 303	1 053 076	947 828
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	238 665	256 764	255 720	262 049	252 522
Soutien au titre de la production des produits de base	195 839	125 215	132 535	121 427	121 683
Soutien des prix du marché	183 435	119 651	127 441	115 321	116 191
Paiements au titre de la production	12 404	5 564	5 094	6 106	5 491
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	20 189	33 260	32 474	35 114	32 192
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	<i>9 748</i>	<i>11 889</i>	<i>11 897</i>	<i>12 597</i>	<i>11 173</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>739</i>	<i>540</i>	<i>501</i>	<i>605</i>	<i>513</i>
<i>Formation de capital fixe</i>	<i>6 866</i>	<i>12 613</i>	<i>12 037</i>	<i>13 492</i>	<i>12 311</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>1 235</i>	<i>1 996</i>	<i>1 729</i>	<i>2 262</i>	<i>1 997</i>
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	<i>3 563</i>	<i>8 758</i>	<i>8 541</i>	<i>9 026</i>	<i>8 707</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>439</i>	<i>1 101</i>	<i>1 000</i>	<i>1 138</i>	<i>1 165</i>
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	18 735	32 314	28 010	35 195	33 737
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	<i>2 052</i>	<i>3 886</i>	<i>3 321</i>	<i>3 733</i>	<i>4 604</i>
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	<i>16 683</i>	<i>28 428</i>	<i>24 689</i>	<i>31 462</i>	<i>29 132</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>3 719</i>	<i>21 961</i>	<i>18 171</i>	<i>24 819</i>	<i>22 893</i>
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	533	1 355	1 703	1 328	1 033
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	2 080	58 819	56 174	61 659	58 623
<i>Taux variables</i>	<i>181</i>	<i>1 367</i>	<i>1 546</i>	<i>1 544</i>	<i>1 011</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>1 042</i>	<i>850</i>	<i>1 303</i>	<i>971</i>
<i>Taux fixes</i>	<i>1 899</i>	<i>57 452</i>	<i>54 628</i>	<i>60 115</i>	<i>57 611</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>1 561</i>	<i>28 476</i>	<i>33 407</i>	<i>26 404</i>	<i>25 617</i>
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	1 077	5 659	4 763	7 131	5 081
Retrait de ressources à long terme	1 076	4 603	3 904	5 954	3 952
Production de produits particuliers autres que des produits de base	1	826	710	900	867
Autres critères non liés à des produits de base	0	230	149	277	263
Paiements divers	211	143	61	195	174
ESP en pourcentage	37	22	22	21	22
CNP des producteurs	1.49	1.13	1.14	1.12	1.13
CNS aux producteurs	1.59	1.28	1.28	1.26	1.29
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	40 023	86 138	77 337	85 807	95 270
Recherche et développement	3 551	8 086	8 066	8 232	7 961
Établissements d'enseignement agricole	842	2 453	2 450	2 516	2 394
Services d'inspection	1 045	3 289	3 297	3 382	3 189
Infrastructures	13 963	23 505	22 210	26 006	22 298
Commercialisation et promotion	13 164	45 152	37 488	42 074	55 893
Stockage public	5 872	962	1 181	886	820
Divers	1 587	2 691	2 646	2 711	2 716
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	13.4	22.9	21.4	22.6	24.8
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-159 578	-104 654	-115 263	-101 344	-97 354
Transferts des consommateurs aux producteurs	-168 672	-116 286	-123 269	-114 210	-111 380
Autres transferts des consommateurs	-22 202	-21 735	-23 353	-19 148	-22 703
Transferts des contribuables aux consommateurs	19 674	32 199	29 139	31 507	35 950
Surcoût de l'alimentation animale	11 622	1 169	2 220	508	779
ESC en pourcentage	-30	-11	-12	-10	-11
CNP des consommateurs	1.52	1.16	1.17	1.15	1.16
CNS aux consommateurs	1.42	1.12	1.14	1.11	1.12
Estimation du soutien total (EST)	298 362	375 101	362 197	379 363	383 742
Transferts des consommateurs	190 874	138 021	146 622	133 358	134 083
Transferts des contribuables	129 690	258 814	238 928	265 153	272 362
Recettes budgétaires	-22 202	-21 735	-23 353	-19 148	-22 703
EST en pourcentage du PIB (%)²	2.25	0.89	0.87	0.86	0.93

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale. Pour les produits SPM, se reporter aux notes des tableaux des différents pays présentés au chapitre 2.

2. L'EST en pourcentage du PIB de l'OCDE pour 1986-88 n'inclut pas la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque dont le PIB n'est pas disponible pour ces dates.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298616>

Tableau 1.2. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture

Millions EUR

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	536 113	744 944	755 421	765 208	714 204
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	72	67	68	67	66
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	505 253	707 671	720 480	720 285	682 247
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	216 540	182 601	186 800	179 237	181 765
Soutien au titre de la production des produits de base	177 606	89 152	96 815	83 054	87 587
<i>Soutien des prix du marché</i>	166 300	85 202	93 094	78 878	83 634
<i>Paiements au titre de la production</i>	11 306	3 950	3 721	4 176	3 953
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	18 287	23 637	23 722	24 017	23 172
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	8 849	8 450	8 690	8 616	8 043
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	679	383	366	414	369
<i>Formation de capital fixe</i>	6 210	8 961	8 793	9 228	8 862
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	1 124	1 416	1 263	1 547	1 437
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	3 217	6 227	6 239	6 173	6 268
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	397	783	731	779	838
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	17 102	22 939	20 461	24 073	24 284
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	1 907	2 765	2 426	2 553	3 314
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	15 195	20 175	18 035	21 519	20 969
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	3 300	15 576	13 274	16 976	16 478
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	505	965	1 244	908	743
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	1 900	41 802	41 034	42 174	42 197
<i>Taux variables</i>	161	971	1 129	1 056	728
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	737	621	891	699
<i>Taux fixes</i>	1 739	40 831	39 905	41 118	41 469
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	1 417	20 301	24 403	18 060	18 439
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	942	4 005	3 479	4 878	3 657
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	941	3 256	2 852	4 072	2 844
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	1	586	519	616	624
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	163	109	189	189
Paiements divers	198	101	44	133	126
ESP en pourcentage	37	22	22	21	22
CNP des producteurs	1.49	1.13	1.14	1.12	1.13
CNS aux producteurs	1.59	1.28	1.28	1.26	1.29
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	36 285	61 253	56 494	58 691	68 576
Recherche et développement	3 216	5 751	5 892	5 631	5 730
Établissements d'enseignement agricole	762	1 745	1 790	1 721	1 723
Services d'inspection	946	2 339	2 408	2 313	2 295
Infrastructures	12 670	16 687	16 224	17 788	16 050
Commercialisation et promotion	11 959	32 131	27 384	28 778	40 232
Stockage public	5 294	686	863	606	590
Divers	1 438	1 914	1 933	1 854	1 955
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	13,4	22,9	21,4	22,6	24,8
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-144 420	-74 530	-84 198	-69 318	-70 075
Transferts des consommateurs aux producteurs	-152 848	-82 778	-90 046	-78 118	-80 172
Autres transferts des consommateurs	-20 053	-15 499	-17 059	-13 097	-16 342
Transferts des contribuables aux consommateurs	17 852	22 904	21 286	21 550	25 877
Surcoût de l'alimentation animale	10 628	843	1 621	347	561
ESC en pourcentage	-30	-11	-12	-10	-11
CNP des consommateurs	1.52	1.16	1.17	1.15	1.16
CNS aux consommateurs	1.42	1.12	1.14	1.11	1.12
Estimation du soutien total (EST)	270 676	266 758	264 580	259 478	276 218
Transferts des consommateurs	172 900	98 278	107 106	91 215	96 513
Transferts des contribuables	117 829	183 980	174 533	181 360	196 046
Recettes budgétaires	-20 053	-15 499	-17 059	-13 097	-16 342
EST en pourcentage du PIB (%)²	2.25	0.89	0.87	0.86	0.93

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale. Pour les produits SPM, se reporter aux notes des tableaux des différents pays présentés au chapitre 2.

2. L'EST en pourcentage du PIB de l'OCDE pour 1986-88 n'inclut pas la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque dont le PIB n'est pas disponible pour ces dates.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298635>

Le coefficient nominal de soutien (CNS) et le coefficient nominal de protection (CNP) sont deux indicateurs qui complètent l'ESP en %. Sous la forme de ratios, ils mesurent, pour le premier, le rapport entre les recettes agricoles avec soutien et les recettes agricoles sans soutien, et pour le deuxième, le rapport entre les prix à la production et les prix mondiaux mesurés à la frontière de chaque pays. Concordant avec l'ESP en %, ils confirment que le soutien s'est accru en 2009, mais ils restent nettement en deçà des valeurs qui étaient encore atteintes en 2005, année où le CNS se situait à 1.4 et indiquait donc que les recettes agricoles étaient de 40 % supérieures au niveau qu'elles auraient affiché si elles étaient provenues uniquement des prix à la frontière. En 2009, le CNS s'est ainsi établi à 1.29. A 1.13 cette même année, le CNP indique que les exploitants ont bénéficié de prix qui étaient en moyenne de 13 % supérieurs aux niveaux internationaux, soit légèrement au-dessus du niveau le plus bas atteint par cet indicateur, à savoir 1.12 en 2008. En comparaison, en 1986-88, le CNP affichait une valeur moyenne de 1.49 et le CNS de 1.59. Toutefois, les écarts avec cette moyenne peuvent être très grands dans certains pays et pour certains produits.

... principalement sous l'effet du repli des prix internationaux

Le soutien des prix du marché (SPM) a enregistré une hausse spectaculaire au **Canada** et une hausse notable en **Corée**, aux **États-Unis** et au **Mexique**, à chaque fois en raison de la baisse des prix à la frontière des produits laitiers. Le SPM n'a diminué que dans trois cas : dans l'**Union européenne**, où les prix intérieurs ont diminué plus sensiblement que les prix mondiaux ; en **Islande**, où la crise financière a déprécié la monnaie, ce qui a majoré les prix effectifs à la frontière ; et en **Nouvelle-Zélande**, où, de toute façon, le soutien aux producteurs est déjà pratiquement nul.

En moyenne, les paiements budgétaires aux producteurs ont été plus bas en 2009 qu'en 2008. Ils n'ont augmenté nettement qu'au **Canada**, où la chute des revenus agricoles a déclenché le versement des paiements contracycliques prévus par le programme *Agri-stabilité*. Ils se sont accrus en **Suisse**, car les paiements directs ont été majorés sous l'effet d'une réorientation de l'action publique au profit de ces derniers et au détriment du SPM. Le soutien budgétaire s'est aussi élevé en **Norvège**, principalement à cause des subventions à la production accordées aux éleveurs, et il a légèrement augmenté au **Japon** et en **Nouvelle-Zélande** (tableau 1.3).

Exprimé en pourcentage, c'est en **Australie** que le soutien budgétaire a le plus reculé, les paiements exceptionnels liés à la restructuration du secteur laitier cessant d'être versés. Ailleurs, le soutien budgétaire n'a que modestement fléchi. Dans l'**Union européenne**, ce sont les paiements selon des critères non liés à des produits de base qui ont le plus diminué, l'opération de rachat des quotas de sucre conduite de 2006 à 2008 étant arrivée à son terme. Au **Mexique**, le montant des subventions versées au titre de la consommation d'électricité et de combustibles a baissé, et les dépenses consenties en 2008 pour soutenir les prix du sucre n'ont pas été renouvelées en 2009. Les dépenses budgétaires ont baissé en **Turquie**, les paiements de soutien direct des revenus accordés dans le cadre du programme de mise en œuvre de la réforme agricole (ARIP) n'étant plus versés.

Des approches du soutien très variées dans la zone de l'OCDE

Les objectifs de la politique agricole et leur importance relative varient d'un pays de l'OCDE à l'autre. Par exemple, au **Japon** et en **Corée**, la conservation de l'autosuffisance

Tableau 1.3. Contribution aux variations de l'Estimation du soutien aux producteurs par pays entre 2008 et 2009

Valeur du soutien aux producteurs (ESP)			Contribution des		Contribution des paiements budgétaires (PB) au titre de :						
			SPM	PB	La production	L'utilisation d'intrants	S/Na/Rec/ Rev courants- prod. requise	S/Na/Rec/ Rev non courants- prod. requise	S/Na/Rec/ Rev non courants- prod. facult.	Critères non liés à des prod. de base	Divers
millions USD 2009	Variation en % ¹	Variation en % de l'ESP, toutes les autres variables étant par ailleurs maintenues constantes									
Australie	927	-36.0	0.1	-36.1	0.0	-13.9	-0.2	0.0	-22.3	0.3	0.0
Canada	7 794	52.4	36.7	15.7	0.0	-0.2	20.5	-2.0	-8.4	4.9	1.0
Union européenne ²	120 840	-6.3	-5.1	-1.2	0.1	-0.2	0.0	0.0	0.9	-1.8	-0.1
Islande	115	-11.8	-9.2	-2.6	1.2	-0.3	0.0	-3.1	0.0	-0.5	0.0
Japon	46 492	0.7	0.0	0.7	-0.4	-0.2	0.5	0.0	0.8	0.0	0.0
Corée	17 518	18.6	21.2	-2.6	0.0	-0.7	-1.5	0.0	-0.4	0.0	0.0
Mexique	5 821	11.5	18.6	-7.1	-2.3	-4.7	-0.4	0.3	0.0	0.0	0.0
Nouvelle-Zélande	34	-44.1	-44.4	0.2	0.0	-0.6	-0.2	1.0	0.0	0.0	0.0
Norvège	3 711	13.2	11.6	1.7	0.1	0.2	1.9	-0.6	0.0	0.0	0.0
Suisse	6 209	7.3	4.6	2.7	-0.2	-0.1	2.6	0.1	0.4	-0.2	0.0
Turquie	22 603	4.0	8.3	-4.2	0.1	-1.1	0.2	0.0	-3.4	0.0	0.0
États-Unis	30 598	13.1	14.3	-1.2	-0.5	0.6	-2.3	0.0	0.3	0.8	0.0
OCDE ³	252 522	1.5	2.7	-1.1	-0.1	-0.4	0.2	-0.1	-0.1	-0.7	0.0

1. Variation en monnaie nationale exprimée en pourcentage.

2. Union européenne 27.

3. Variations en monnaie nationale des ESP par pays exprimées en pourcentage pondérées par la part des ESP des pays dans la valeur de l'ESP de l'OCDE de l'année antérieure, car ces variations ne sont pas équivalentes à la variation de l'ESP de l'OCDE exprimée en monnaie commune.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298654>

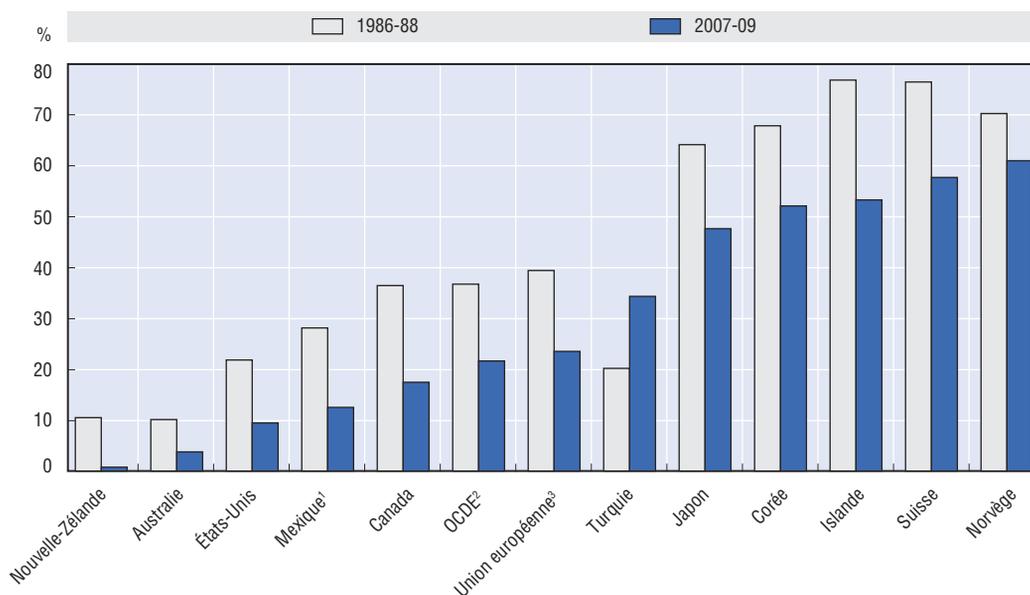
nationale en riz est un objectif majeur, tandis qu'en **Suisse** et en **Norvège**, la mise en valeur du paysage façonné par l'agriculture, le développement rural et le bien-être des animaux sont des objectifs relativement importants. La politique agricole de l'**Union européenne** répond aux préoccupations des 27 États membres et reflète à ce titre un large éventail d'objectifs tels que le soutien du revenu agricole, la sauvegarde de l'environnement, la protection du bien-être des animaux, la préservation des zones traditionnelles ou encore l'accroissement de la compétitivité. Les **États-Unis** accordent des aides à leurs producteurs sous de nombreuses formes différentes, surtout en guise de filet de sécurité. À l'autre extrémité du spectre, la **Nouvelle-Zélande** et l'**Australie** sont principalement tournées vers l'exportation et le soutien y représente respectivement moins de 1 % et 3 % du revenu agricole ; pour l'essentiel, ce sont les signaux du marché mondial qui déterminent les types et les lieux de production. (graphique 1.3).

La composition du soutien est importante

Exprimé par l'ESP en pourcentage des recettes agricoles brutes, le niveau du soutien à l'agriculture a décliné dans une certaine mesure dans tous les pays de l'OCDE à l'exception de la **Turquie**, où il est désormais supérieur à la moyenne de l'OCDE. Il importe surtout de noter que la composition du soutien a elle aussi changé dans la plupart des pays membres, la production de produits de base cédant le pas à d'autres critères d'octroi qui peuvent être liés ou non à la production. Si le soutien au titre de la

Graphique 1.3. **Estimation du soutien aux producteurs par pays**

En pourcentage des recettes agricoles brutes



Note : Les pays sont classés en fonction des niveaux de soutien pour 2007-09.

1. Pour le Mexique, 1986-88 est remplacé par 1991-93.

2. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux pour l'OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à partir de 1995.

La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque sont prises en compte dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans les totaux de l'UE à compter de 2004. Le total pour l'OCDE ne comprend pas les pays de l'UE n'appartenant pas à l'OCDE.

3. UE12 pour 1986-88 et UE27 for 2007-09.

Source : OECD, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

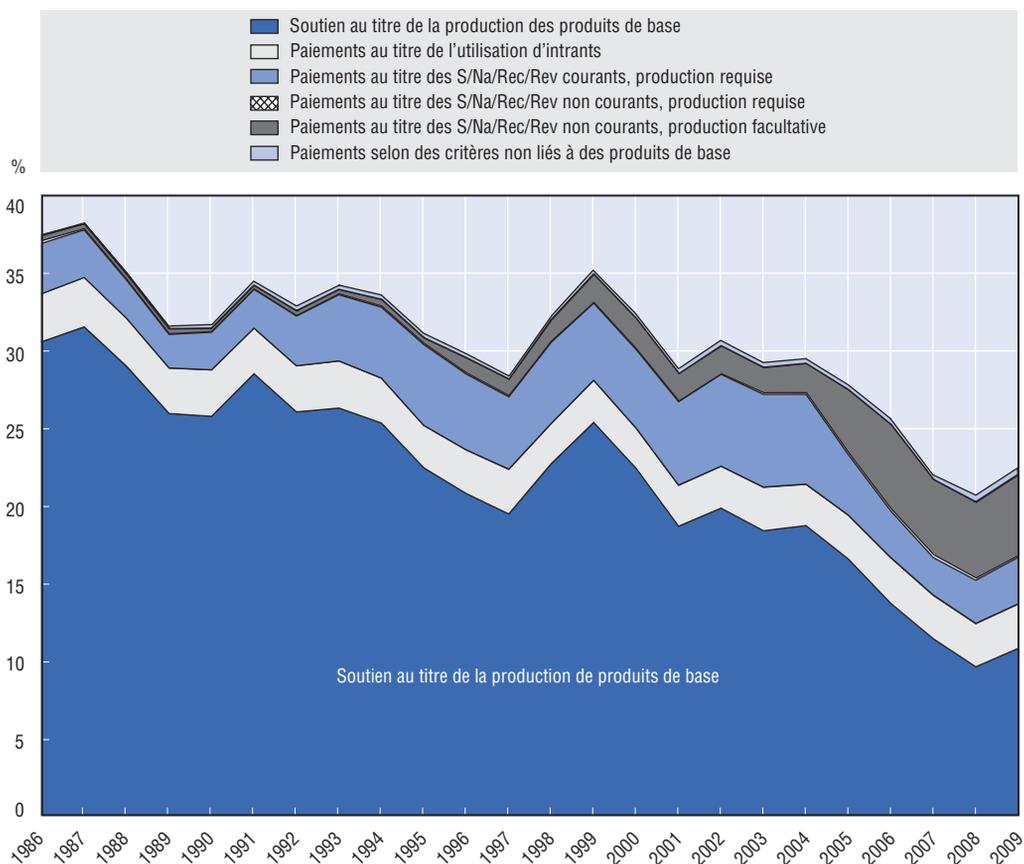
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297780>

production, qui prend en majeure partie la forme d'un SPM, demeure la composante la plus importante de l'ESP, sa part est passée de 30 % des recettes agricoles brutes en 1986-88 à peine plus de 10 % en 2007-09, et de plus de 85 % de l'ESP totale à environ la moitié (graphique 1.4).

La composition du soutien est importante, car elle détermine ses incidences sur le secteur agricole et la distribution des avantages qu'en retire la société tout entière. Par exemple, le soutien des prix du marché peut avoir un effet sensible sur la production et les échanges, et il constitue une source de frictions entre partenaires commerciaux ; qui plus est, il impose aux consommateurs du pays qui le pratique des coûts supplémentaires et à caractère régressif, et n'est guère efficace pour soutenir les revenus des exploitants, protéger l'environnement et préserver les zones rurales. Par ailleurs, lorsqu'il n'est pas subordonné à la production courante d'un produit de base, le soutien des revenus est beaucoup plus à même d'atteindre son objectif, et ce avec moins d'effets secondaires. Les mesures qui ciblent directement des critères non liés à des produits de base tels que des caractéristiques du paysage, la performance environnementale ou les races traditionnelles de bétail permettent elles aussi d'atteindre plus efficacement, en général, ces objectifs collectifs, même si leur coût budgétaire et leurs coûts de transaction suscitent parfois des interrogations.

Graphique 1.4. OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs, 1986-2009

En pourcentage des recettes agricoles brutes



Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297799>

Le soutien accordé sous forme de paiements budgétaires et sous conditions gagnées du terrain...

Deux grandes tendances se dégagent depuis un certain temps dans les pays de l'OCDE : d'une part, la dissociation du soutien et de la production de produits de base et, d'autre part, le recours accru à des paiements financés par le contribuable qui soit ne sont pas subordonnés à la production des produits de base, soit sont assortis de contraintes ou de conditions imposées au bénéficiaire et concernent par exemple la protection de l'environnement ou la réalisation d'investissements particuliers sur l'exploitation, ou qui sont spécifiquement ciblés sur la fourniture volontaire de produits autres que les produits de base. La proportion du soutien total indépendante de la production a fortement augmenté, passant de moins de 1 % de l'ESP en 1986-88 à 23 % en 2007-09. Si l'on tient compte de tous les paiements fondés sur des facteurs autres que la production (superficies, nombre d'animaux, recettes et revenus), cette proportion se hisse à 36 % – soit plus du tiers de la totalité du soutien dont bénéficient les agriculteurs. Pratiquement inexistantes en 1986, les paiements fondés directement sur des produits particuliers autres que des produits de base (biodiversité, zones humides, paysages, etc.) représentent désormais 2 % de l'ESP, et ce pourcentage continue d'augmenter.

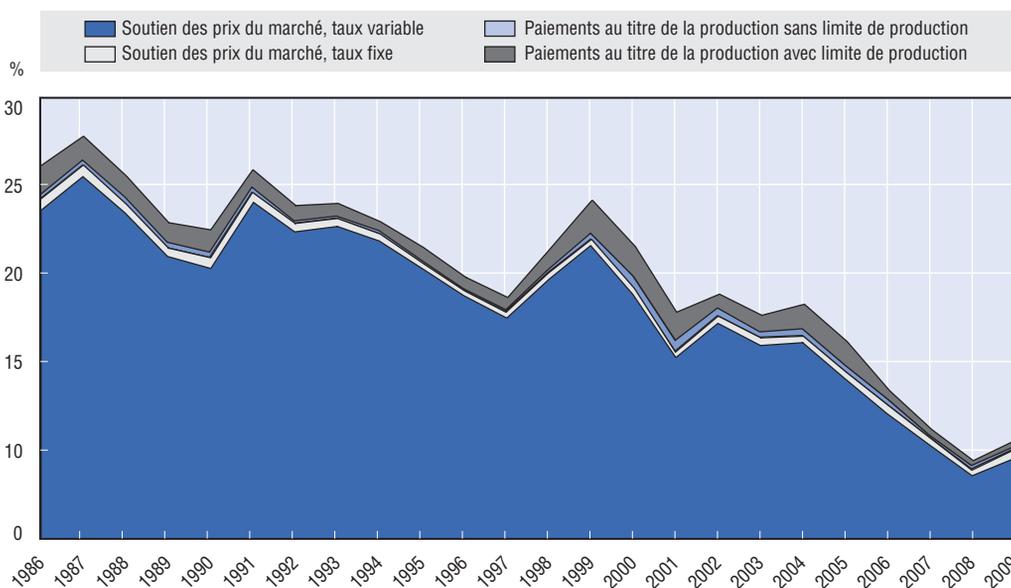
... mais le soutien des prix du marché continue d'occuper une place prépondérante dans le soutien au titre de la production

Les tableaux 1.1 et 1.2 répertorient la totalité des catégories de mesures prises en compte dans l'ESP, classées en fonction de leurs modalités de mise en œuvre. Elles sont étudiées tour à tour dans les sections qui suivent¹. La catégorie A comprend les mesures de soutien au titre de la production des produits de base. C'est la première catégorie des mesures prises en compte dans l'ESP, et la plus importante. Le soutien accordé en fonction de la production de produits de base prend pour l'essentiel la forme d'un soutien des prix du marché (SPM) à taux variable (plus de 90 % du soutien relevant de cette catégorie de mesures) (graphique 1.5). Le SPM est considéré comme un soutien « à taux variable » lorsque son versement est déclenché par un changement des prix. Pour citer l'exemple le plus courant, c'est le cas lorsqu'une mesure maintient le prix intérieur d'un produit agricole de base à un niveau relativement stable tandis que les prix mondiaux fluctuent, et donc que le montant du soutien varie en sens inverse des prix mondiaux. Ce phénomène est essentiel pour expliquer l'évolution de l'ESP en 2009. Le SPM avec l'étiquette « taux fixes » est identique à un droit *ad valorem*, qui permet la transmission des prix mondiaux sur le marché intérieur, tout en maintenant les prix intérieurs au dessus du niveau des prix mondiaux.

Les autres formes de soutien au titre de la production des produits de base comprennent les paiements (compensatoires) au titre de la production, généralement déterminés par une formule. Le paiement total versé à un agriculteur donné peut en l'occurrence être plafonné, ou bien le producteur peut être tenu de maintenir sa production en deçà d'un tonnage éligible maximum. Les limites fixées peuvent aider à maîtriser les dépenses budgétaires consenties dans le cadre d'un programme donné ou ont vocation à réduire les effets de distorsion de la production des paiements considérés.

Graphique 1.5. OCDE : Évolution du soutien au titre de la production de produits de base, 1986-2009

En pourcentage des recettes agricoles brutes



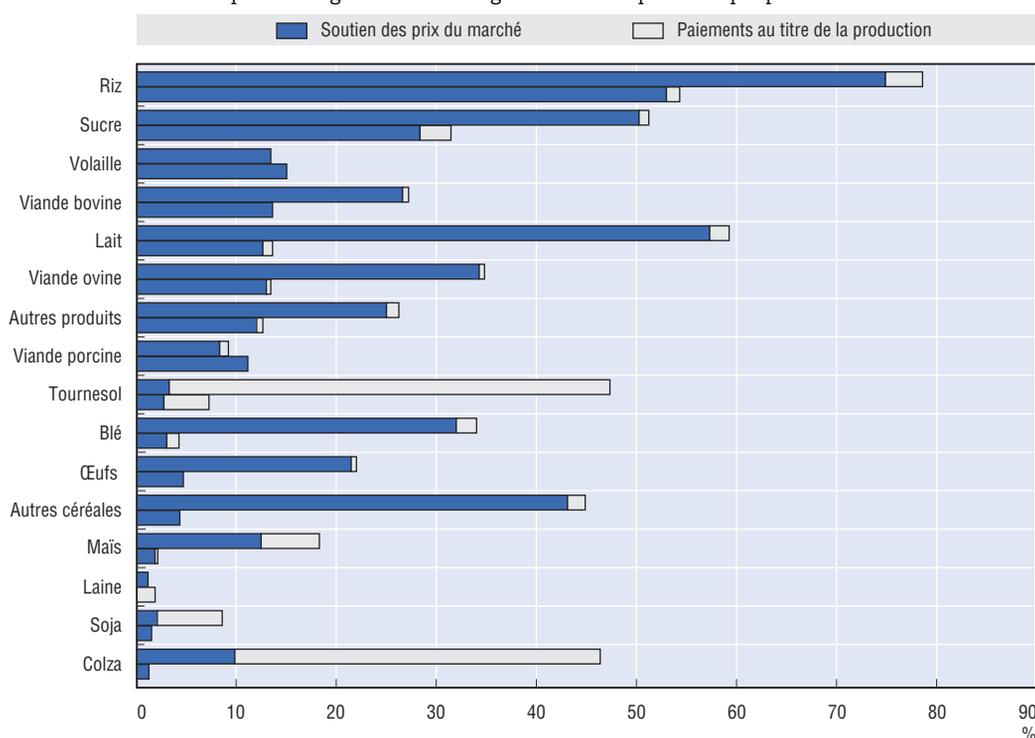
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297818>

Les secteurs du riz, du sucre, de l'élevage et du lait sont depuis longtemps les principaux bénéficiaires du soutien au titre de la production de produits de base. Cependant, le montant du soutien accordé en faveur des produits laitiers a énormément baissé (graphique 1.6), en partie sous l'effet du niveau élevé des prix moyens du lait sur la période 2007-09, mais aussi de réformes telles que l'élimination des quotas laitiers qui a été engagée dans l'**Union européenne** et est maintenant terminée en **Suisse**, ou la réduction des prix d'intervention des produits laitiers dans l'**Union européenne** également.

Graphique 1.6. OCDE : Soutien au titre de la production par produit, 1986-88 et 2007-09

En pourcentage des recettes agricoles brutes pour chaque produit



Note : Les produits sont classés en fonction des niveaux au cours de la période 2007-09. La barre supérieure représente la période 1986-88 et la barre inférieure la période 2007-09.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

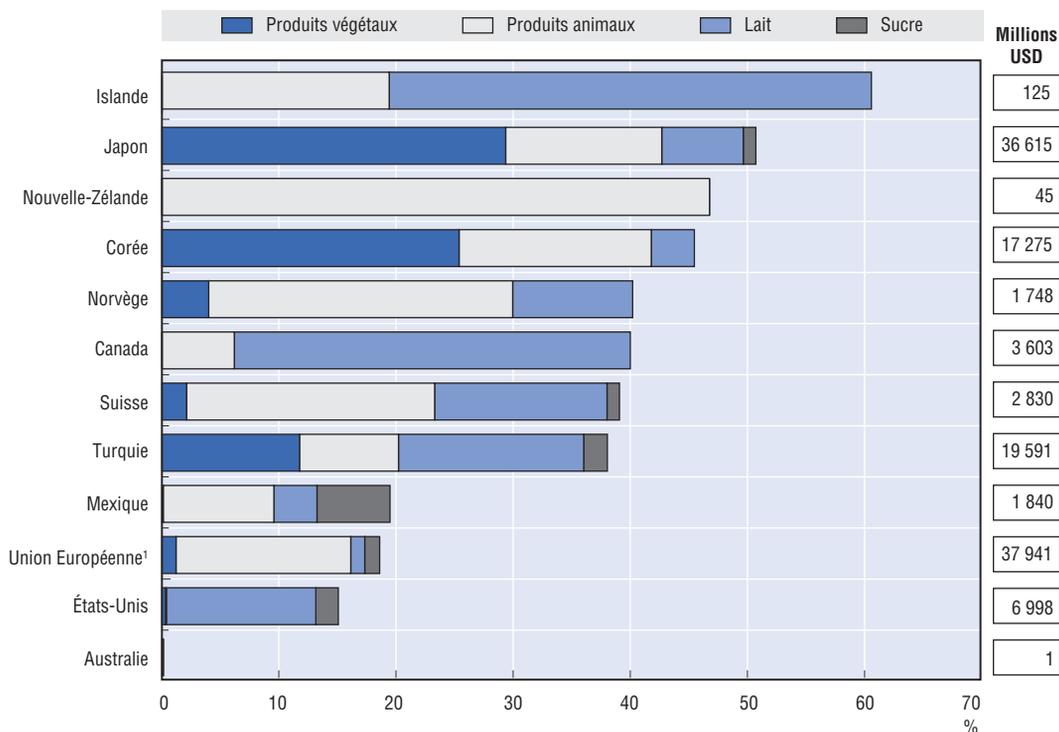
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297837>

Dans la plupart des pays, la majeure partie du soutien à des produits de base précis est consacrée à l'élevage et à la production laitière (graphique 1.7). Le **Japon** et la **Corée** sont les seuls pays dans lesquels les produits végétaux reçoivent la plus grande partie de cette forme de soutien, tandis que ce soutien est réparti de façon relativement égale entre les produits de base en **Turquie**. Les réformes entreprises dans l'**Union européenne** ont considérablement réduit le SPM des produits laitiers, mais le soutien au titre de la production de produits de base y reste au total le plus élevé de la zone de l'OCDE en termes monétaires.

Les quotas laitiers appliqués dans le cadre des mesures de SPM ont été supprimés en **Suisse** à l'issue d'une période de transition de trois ans. Ils ont été accrus dans l'**Union européenne**, où il est néanmoins prévu de les éliminer d'ici 2015. Ils ont été augmentés temporairement en **Norvège** en 2009, et les possibilités de location des quotas ont été étendues.

Graphique 1.7. **Soutien au titre de la production par produit, par pays, 2007-09**

En pourcentage de l'ESP



1. Union européenne 27.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297856>

Des paiements au titre de l'utilisation d'intrants sont prévus par un large éventail de mesures

Les paiements au titre de l'utilisation d'intrants sont classés dans la catégorie B de l'ESP. Les paiements qui rentrent dans cette catégorie sont peut-être ceux qui faussent le plus la production et qui donnent le moins de résultat en matière de soutien des revenus des producteurs. Parallèlement, les mesures axées sur les intrants sont de plus en plus utilisées pour protéger l'environnement et assurer le bien-être des animaux, améliorer l'efficacité des producteurs et restructurer le secteur. Les incidences sur la production et les échanges tiennent aux modalités de mise en œuvre de ce type de soutien. Cette catégorie englobe des dispositions très diverses.

Les mesures relatives à l'utilisation d'intrants ont trois grands objectifs. Elles peuvent encourager le recours (sans contraintes) à des intrants variables tels que le crédit, les engrais, l'énergie ou l'eau : ce sont les dispositions de cette nature qui entraînent le plus de distorsions dans la production. Elles peuvent être axées sur la formation de capital fixe, par exemple encourager les investissements dans le stockage des effluents d'élevage sur l'exploitation. Les mesures visant à faciliter le recours aux intrants variables et la formation de capital fixe sont souvent assorties de contraintes relatives à l'utilisation des intrants en question. Ces contraintes montrent en général que la mesure a pour objet de modifier les processus de production sur les exploitations en subordonnant les paiements à l'application de certains processus ou au renoncement à d'autres. Habituellement, le but est d'améliorer les performances environnementales des exploitations (réduction des risques de pollution,

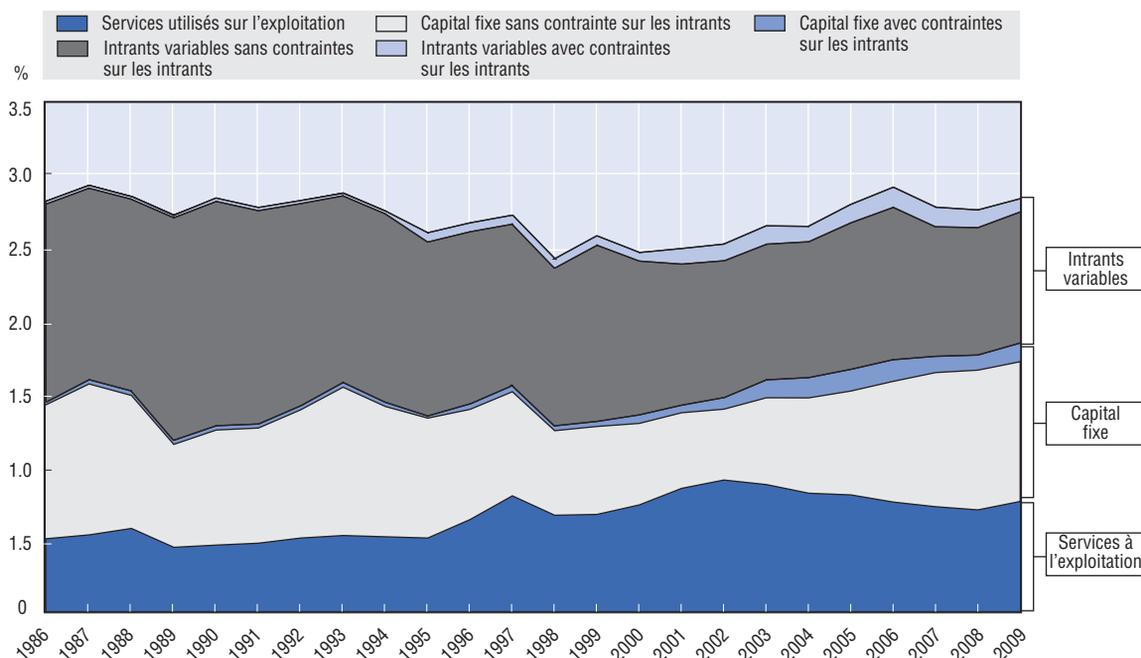
amélioration de la qualité des sols et des bâtiments d'élevage, enrichissement de la biodiversité, etc.). Le troisième objectif possible des paiements au titre de l'utilisation d'intrants est la prestation de certains services sur l'exploitation. Il peut s'agir de lutte contre les ennemis des cultures, de vulgarisation (conseils donnés aux exploitants sur la production ou la commercialisation), d'essais de semences, d'analyse des sols ou d'autres services susceptibles d'améliorer l'efficacité et la rentabilité des activités agricoles.

Dans les pays de l'OCDE, le soutien au titre de l'utilisation d'intrants se répartit équitablement entre les trois objectifs évoqués ci-dessus. Cela dit, manifestement, les mesures assorties de contraintes ne constituent qu'une petite partie de l'ensemble (graphique 1.8). Les paiements au titre du capital fixe représentent une proportion croissante de cette catégorie de soutien au fil du temps, de même que le soutien assorti de contraintes, en particulier après 2002. Les paiements au titre des intrants variables assortis de contraintes consistent principalement en allègements de taxes sur les carburants et ils diminuent en proportion du total depuis le milieu des années 90.

Si l'on exprime les paiements au titre de l'utilisation d'intrants en pourcentage de l'ESP, l'**Australie** est le pays qui y recourt le plus : ils y représentent près de 50 % de l'ensemble du soutien (graphique 1.9). Ce sont en l'occurrence les bonifications d'intérêt liées aux sécheresses, les services de vulgarisation et la lutte contre les maladies qui prédominent. Au **Mexique**, le soutien apporté au titre des coûts de la couverture du risque de prix et des investissements productifs sur l'exploitation prend de l'importance depuis quelques années. Aux **États-Unis**, les allègements de taxes sur les carburants, les aides en faveur des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et la vulgarisation sont les éléments majeurs de cette catégorie de soutien. En **Corée**, les prêts accordés à des

Graphique 1.8. OCDE : Évolution du soutien au titre de l'utilisation d'intrants, 1986-2009

En pourcentage des recettes agricoles brutes

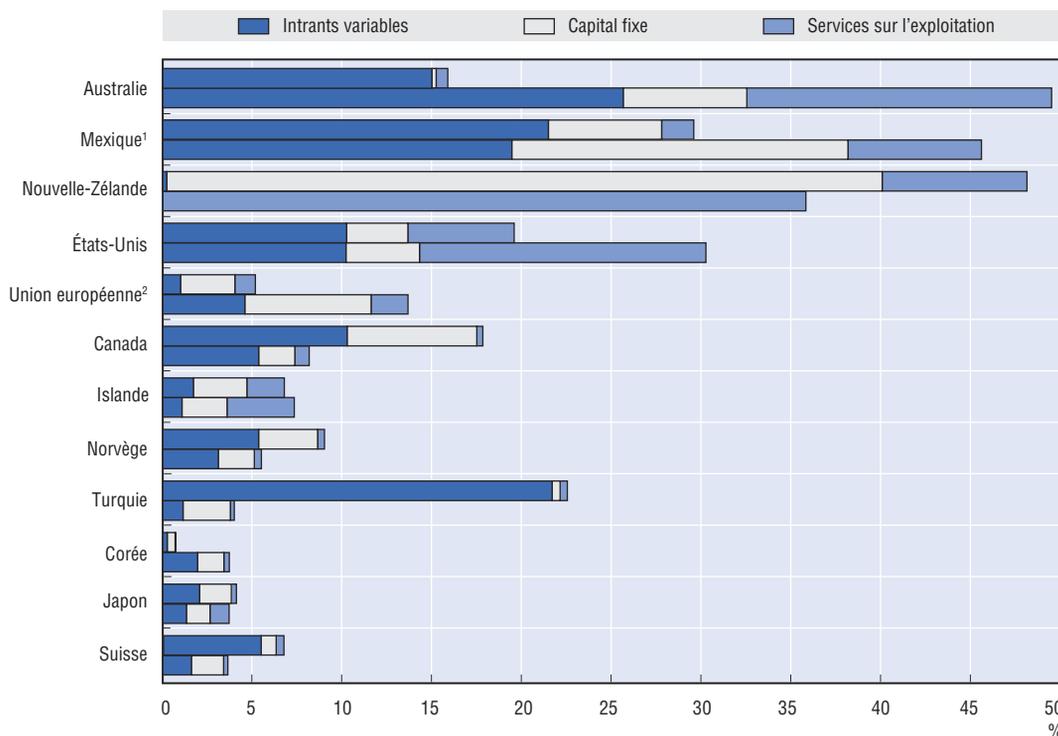


Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297875>

Graphique 1.9. Paiements au titre de l'utilisation d'intrants par pays, 1986-88 et 2007-09

En pourcentage de l'ESP



Les pays sont classés en fonction des niveaux au cours de la période 2007-09. La barre supérieure représente la période 1986-88.

1. Pour le Mexique, 1986-88 est remplacé par 1991-93.

2. UE12 pour 1986-88 et UE27 pour 2007-09.

Source : Source: OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297894>

conditions de faveur pour l'achat d'aliments du bétail ont été accrus en 2009, en réaction à la hausse des coûts d'importation de ces produits. Le **Canada** a remplacé un programme existant, la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative*, par un nouveau programme qui améliore l'accès des producteurs et des coopératives agricoles aux garanties de prêts.

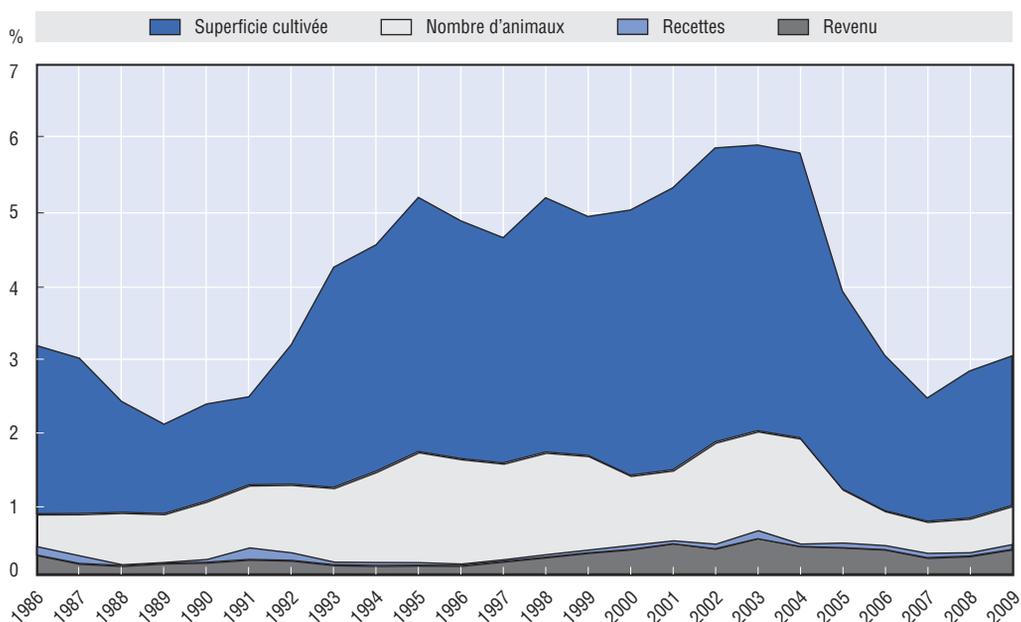
Les paiements budgétaires s'appuient sur diverses caractéristiques des exploitations

La catégorie C de l'ESP contient les paiements fondés sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes ou les revenus et dont le versement est subordonné à la production d'un produit agricole de base. Dans cette catégorie, ce sont les paiements au titre des superficies ou du nombre d'animaux qui prédominent, encore qu'ils aient perdu du terrain consécutivement à la mise en place du régime de paiement unique dans l'**Union européenne** (graphique 1.10).

Les paiements au titre des revenus gagnent en importance, mais ils ne constituent toujours qu'une petite partie du total. Le **Canada**, en particulier, verse des paiements contracycliques calculés en fonction des revenus nets de l'exploitation dans son ensemble, dans l'optique de stabiliser le revenu agricole dans le temps. Dans l'**Union européenne**, les paiements au titre des superficies cultivées comprennent des paiements au titre de la

Graphique 1.10. OCDE : Évolution des paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu courants, production requise, 1986-2009

En pourcentage des recettes agricoles brutes



Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297913>

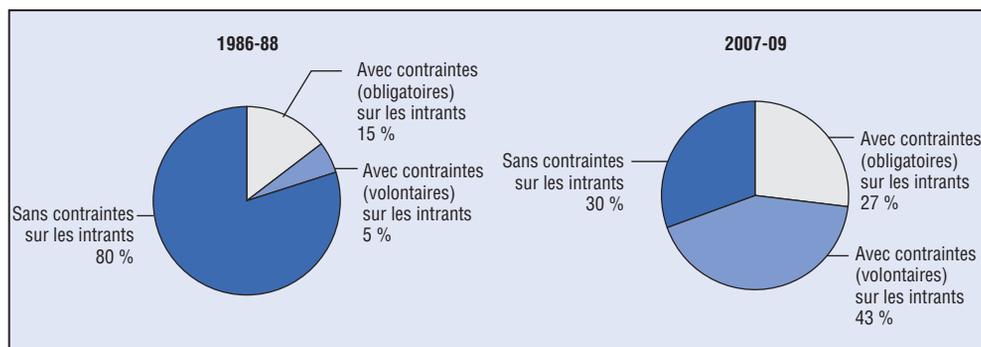
production dans les zones défavorisées, des paiements agroenvironnementaux, et des paiements en faveur de certaines cultures qui ont été maintenus en **France** et en **Espagne** en vertu du principe de flexibilité prévu par le régime de paiement unique. Aux **États-Unis**, ils résultent des dispositifs d'assurance récolte, des indemnisations en cas de calamité et du programme *Average Crop Revenue Election (ACRE)*, créé par la loi agricole de 2008. Ce dernier est proposé à la place d'autres programmes relatifs aux produits de base. Actuellement, 8 % des exploitations éligibles représentant 13 % des superficies de référence (superficies exploitées pendant une période de référence passée) ont opté pour cette formule.

Souvent, les paiements au titre des superficies, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus sont eux aussi assortis de contraintes en vertu desquelles les agriculteurs doivent adopter certaines mesures ou renoncer à certaines pratiques pour être éligibles. Comme dans le cas des paiements au titre de l'utilisation d'intrants, ces contraintes ont la plupart du temps pour raison d'être un objectif précis tel que l'amélioration de l'environnement, la réduction de la pollution ou la préservation des zones rurales, entre autres. Elles sont parfois imposées par la réglementation, le paiement faisant alors office de compensation ou bien d'incitation à respecter la règle. Dans l'ESP, les contraintes sont alors dites « obligatoires ». Plus fréquemment, les contraintes ne sont pas légalement obligatoires : elles sont inscrites dans le programme et seuls y sont astreints les agriculteurs qui souscrivent à ce dernier. Elles vont au-delà des exigences légales minimales et, dans ce cas, sont qualifiées de « volontaires ».

Au cours de la période 1986-88, les paiements assortis de contraintes volontaires représentaient la plus petite partie du total, à savoir 5 % de tous les paiements de la

catégorie. Les paiements sans contraintes occupaient au contraire une place prépondérante. Cette situation s'est inversée au fil du temps et, au cours de la période 2007-09, les paiements assortis de contraintes volontaires étaient devenus les plus importants de la catégorie (43 % du total) (graphique 1.11).

Graphique 1.11. **OCDE : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**



Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297932>

Le soutien de ce type peut viser un produit de base unique (TSP), un groupe de produits (TGP) (toutes les cultures oléagineuses ou tous les animaux ruminants, par exemple) ou encore la totalité des produits sans distinction (TTP). En général, plus les producteurs éligibles et les produits visés sont variés, moins le programme fausse la production dans son ensemble. Dans la plupart des cas, les paiements qui font intervenir les superficies, le nombre d'animaux, les recettes ou les revenus ne ciblent pas en même temps des produits de base particuliers (graphique 1.12). Au **Canada** et aux **États-Unis**, l'assurance récolte représente une grande partie du soutien au titre d'un seul produit (TSP) fondé sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes ou les revenus. C'est la **Norvège** qui recourt le plus à ces formes de soutien en proportion de l'ESP totale, principalement dans le cadre d'une subvention à la production destinée aux éleveurs et d'une allocation de congé annuel versée aux agriculteurs (TGP). Plusieurs programmes mis en œuvre en **Suisse** dans le but de maintenir l'élevage dans les pâturages et dans les zones défavorisées assurent la majeure partie des TGP consentis dans le pays ; les paiements correspondants ont été majorés en 2009.

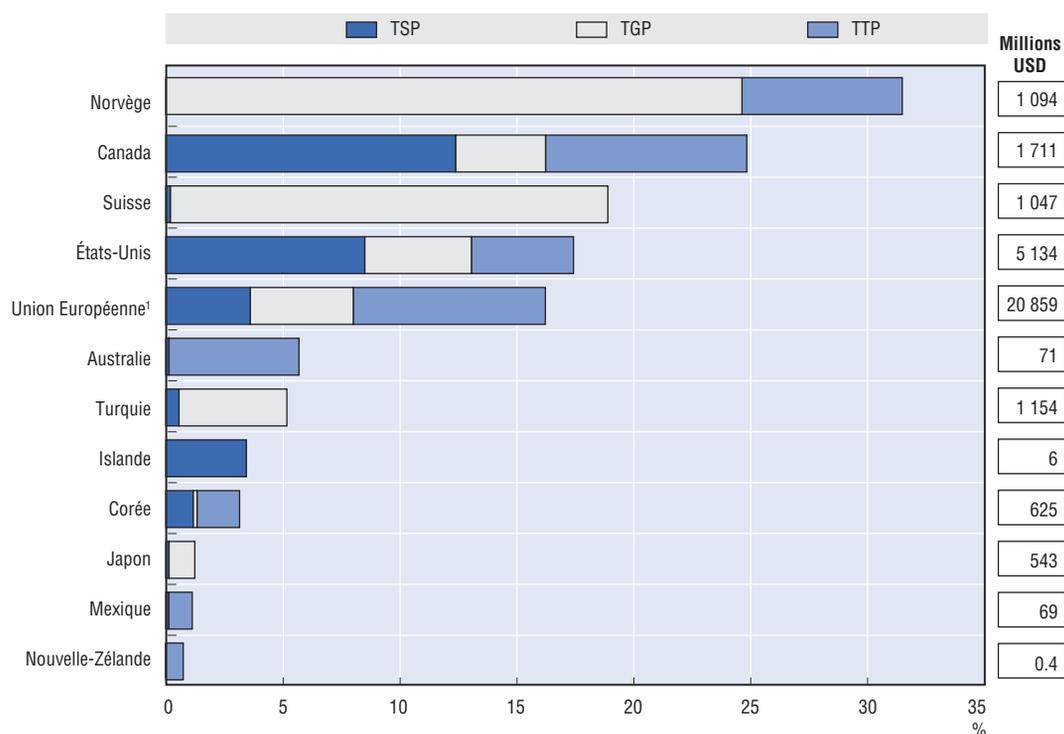
Les paiements au titre des facteurs non courants ont beaucoup augmenté...

Aucune catégorie de soutien ne témoigne aussi bien de l'évolution des conditions d'application des politiques agricoles au cours des dix dernières années que la catégorie E, celle des paiements au titre des superficies, du nombre d'animaux, des recettes ou des revenus non courants qui ne requièrent pas de production effective. En effet, ces paiements atténuent les effets de distorsion de la production à mesure qu'ils remplissent leurs objectifs. Beaucoup sont explicitement destinés à soutenir les revenus, et les travaux de l'OCDE semblent indiquer que cette forme de soutien peut être particulièrement efficace à cet égard, bien qu'elle entraîne une capitalisation dans la valeur des terres.

Dans l'**Union européenne**, le régime de paiement unique (RPU) et le régime de paiement unique à la surface (RPUS) font partie de cette catégorie. Les paiements au titre du RPUS ont augmenté comme prévu en 2009. Le régime de paiement unique a remplacé

Graphique 1.12. **Ventilation par catégorie de produits des paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu, production requise, par pays, 2007-09**

En pourcentage de l'ESP



TSP : Transferts au titre d'un seul produit ; TGP : transferts au titre d'un groupe de produits ; TTP : Transferts au titre de tous les produits.

1. Union européenne 27.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

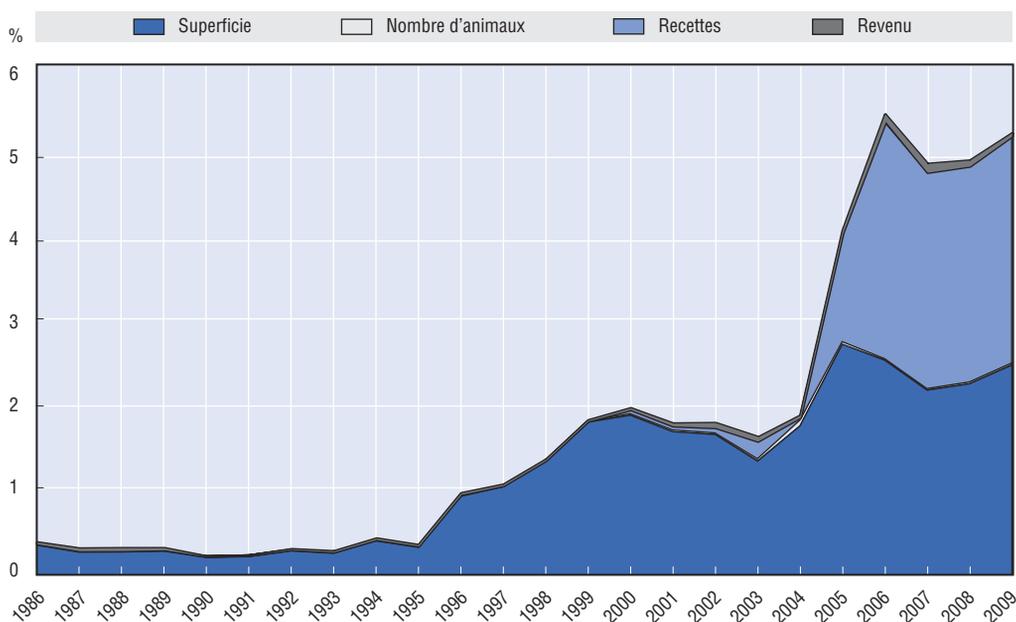
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297951>

les systèmes antérieurs de soutien des prix et de paiement à l'hectare et représente le poste de dépenses budgétaires le plus important de la politique agricole commune (PAC). La mise en œuvre du programme « au titre des droits antérieurs » s'effectue en fonction des recettes reçues par le passé (et figure dans l'ESP parmi les paiements au titre des recettes agricoles) tandis que son application « régionale » figure parmi les paiements au titre de la superficie. Les paiements au titre du RPU ont augmenté en 2009 à la suite de la réforme des dispositifs sur les fruits et les légumes. Aux **États-Unis**, les paiements effectués en fonction de la superficie de référence (utilisation antérieure des terres au cours d'une période de référence) entrent également dans cette catégorie. Ils comprennent des paiements directs fixes ainsi que des paiements contracycliques qui dépendent des prix effectifs. Pour l'ensemble de l'OCDE, cette catégorie de soutien qui ne représentait qu'un faible pourcentage avant 1995 a été portée à près d'un quart de l'ESP en 2009 (graphique 1.13).

En **Suisse**, en **Corée**, en **Turquie** et au **Mexique**, les paiements directs entrant dans cette catégorie font partie des mesures de soutien des revenus agricoles et remplacent en partie le soutien précédemment accordé aux prix du marché. Au **Mexique**, le programme PROCAMPO a été prolongé pour 2009-2012. Au **Japon**, la politique de reconversion de la production de riz vers d'autres cultures (comme le blé ou le soja) a été renforcée par

Graphique 1.13. OCDE : Évolution des paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu non-courants, production facultative, 1986-2009

En pourcentage des recettes agricoles brutes



Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297970>

l'accroissement des primes de reconversion. Au **Canada**, les programmes de cette catégorie visent essentiellement à faire face aux catastrophes causées par la sécheresse ou la maladie, ou à l'instabilité des prix. En **Australie**, ils correspondent pour l'essentiel aux indemnités sécheresse et à la restructuration du secteur laitier (ces deux types de soutien sont venus à terme en 2008). Il peut s'agir de paiements à taux fixe, essentiellement sous forme de versements fixes aux bénéficiaires, ou à taux variables, auquel cas le producteur n'est pas en mesure de contrôler directement le niveau du paiement, qui peut cependant varier en fonction de facteurs comme le prix (graphique 1.14).

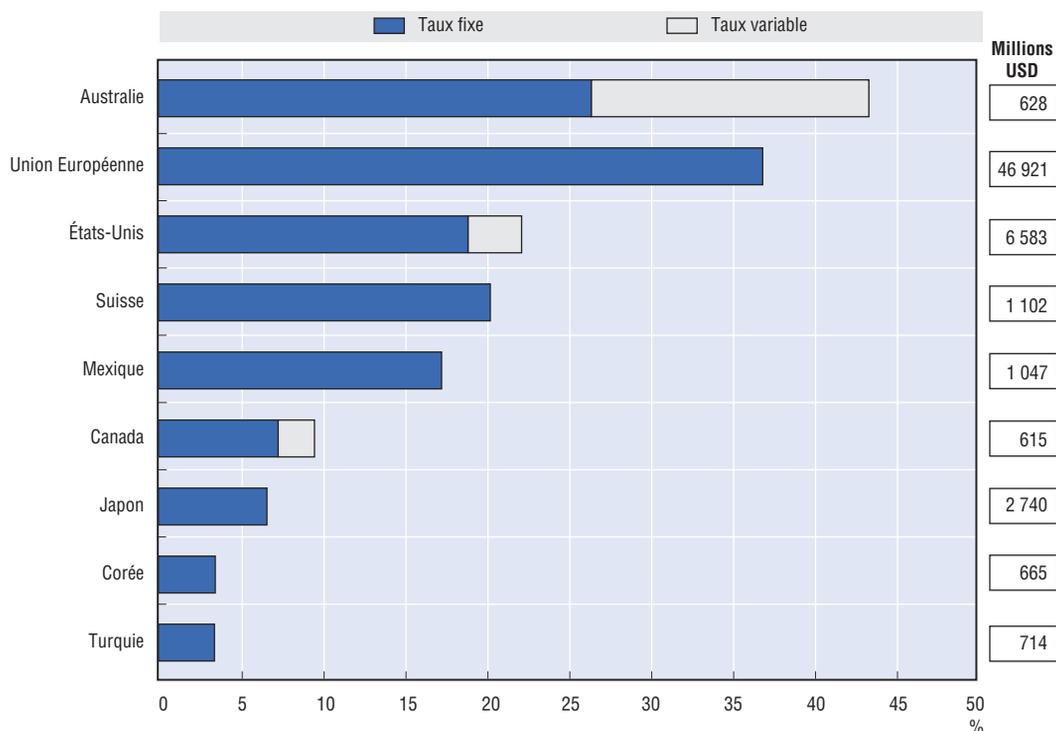
... et l'accroissement des paiements destinés à des produits autres que des produits de base témoigne aussi de l'élargissement des objectifs des politiques

Les paiements selon des critères non liés à des produits de base (catégorie F) visent des objectifs spécifiques sans rapport direct avec la production agricole. Cette catégorie couvre une grande variété d'objectifs environnementaux et sociaux, mais vise pour la plus grande part le retrait de ressources, comme l'achat massif de contingents de production ou le paiement de primes d'arrachage des vignes. Ces paiements aident les agriculteurs à s'adapter après un changement de politique ou lorsque des ajustements structurels sont nécessaires (graphique 1.15).

Aux **États-Unis**, la plus grande partie du soutien apporté dans cette catégorie relève du programme de mise en réserve des terres fragiles (*Conservation Reserve Program – CRP*) qui prévoit que les producteurs s'engagent dans le cadre de contrats à long terme à retirer certaines terres de la production (graphique 1.16). Dans l'**Union européenne**, les programmes de retrait de ressources portent sur l'arrachage de vignes, le rachat de quotas de sucre et la

Graphique 1.14. **Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu non-courants, par pays, 2007-09**

En pourcentage de l'ESP



Les pays qui n'octroient pas ce type de paiements ne sont pas représentés sur le graphique..

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932297989>

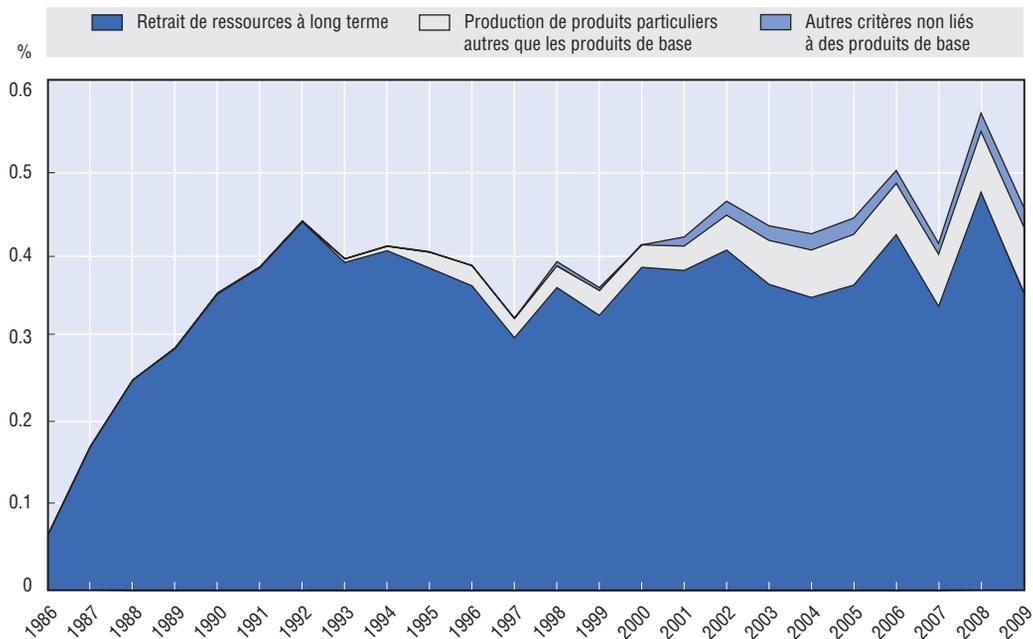
promotion du boisement. Le dispositif le plus important au **Canada** est un programme de réduction des quotas de tabac ; en **Australie**, c'est également un dispositif en faveur des producteurs de tabac et des producteurs qui quittent le secteur en raison de la sécheresse. Les produits spécifiques autres que des produits de base visés par l'**Union européenne** sont la préservation de la biodiversité, de certains paysages et d'aménités tels que terrasses, murs de pierres ou haies. En **Suisse**, ces paiements sont accordés par exemple au titre des pâturages extensifs, des grands arbres fruitiers et des méthodes de production respectueuses de l'environnement.

Les paiements aux services d'intérêt général augmentent, en particulier ceux qui visent la commercialisation et les infrastructures

La part du soutien aux services d'intérêt général dont bénéficie l'ensemble du secteur agricole s'est accrue de 50 %, passant ainsi de 13 % du soutien total à l'agriculture en 1986-88 à 23 % en 2007-2009. En 2009, elle a augmenté de plus de deux points de pourcentage par rapport à 2008, et représentait près d'un quart de l'ensemble des dépenses de soutien agricole ; la somme de l'ESP, de la composante transfert budgétaire de l'ESC et de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) correspond à l'estimation du soutien total (EST), c'est-à-dire le soutien fourni aux producteurs individuellement et collectivement, ainsi que les subventions aux consommateurs (tableaux 1.1 et 1.2). La part croissante du soutien apporté à l'ensemble du secteur agricole plutôt qu'aux producteurs à

Graphique 1.15. OCDE : Évolution des paiements selon des critères non liés à des produits de base, 1986-2009

En pourcentage des recettes agricoles brutes

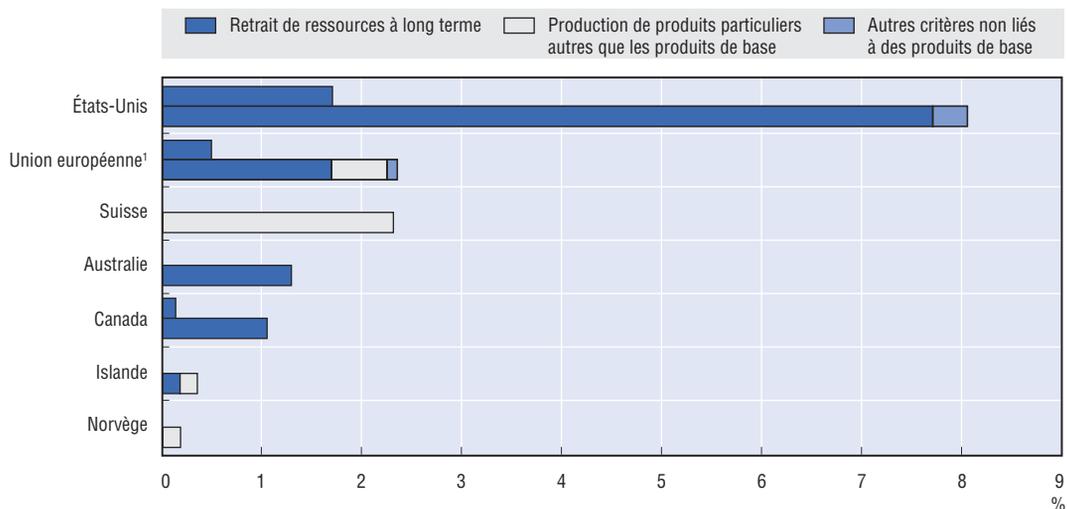


Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932298008>

Graphique 1.16. Paiements selon des critères non liés à la production des produits de base, par pays, 1986-88 et 2007-09

En pourcentage de l'ESP



Les pays qui n'octroient pas ce type de paiements ne sont pas représentés sur le graphique. La barre supérieure représente la période 1986-88.

1. Union européenne 27.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932298027>

titre individuel, constitue une importante réorientation des dépenses de soutien vers des formes qui peuvent être très avantageuses pour les producteurs et les consommateurs, avec potentiellement moins de distorsions liées à la production et aux échanges.

À l'exception du stockage public, lié à l'exécution des politiques de soutien des prix du marché, toutes les composantes de l'ESSG ont progressé au fil du temps. La plus forte croissance observée concerne la commercialisation et la promotion qui représentent maintenant plus de la moitié de l'ESSG. Aux **États-Unis**, le programme d'assistance supplémentaire à la nutrition (*Supplemental Nutrition Assistance Program* – SNAP) – qui fournit une assistance permettant aux consommateurs pauvres de se procurer des produits alimentaires – a presque triplé de volume, atteignant en moyenne 34 milliards USD en 2007-09, contre 9 milliards USD en 1986-88. À lui seul, ce programme représente maintenant 32 % de l'EST des États-Unis. Dans les autres pays, les dépenses de commercialisation et de promotion servent en général à développer les marchés existants, à ouvrir de nouveaux débouchés et à aider les producteurs nationaux à renforcer leur part de marché à l'étranger.

Les dépenses d'infrastructure contribuent à apporter au secteur agricole des services publics tels que routes et autres moyens des transports des produits agricoles, infrastructures d'irrigation et autres installations servant à la production et à la commercialisation des produits agricoles. Dans certains cas, ces dépenses profitent aux zones rurales dans leur ensemble, et, dans d'autres, s'adressent plus directement aux producteurs. L'ESSG mesure d'autres formes de soutien comme la recherche et le développement, les établissements d'enseignement agricole et les services d'inspection.

La moyenne de l'OCDE masque de grandes variations d'un pays à l'autre dans le soutien apporté aux services d'intérêt général. En **Australie**, la plus grande partie de ce soutien concerne la recherche et le développement et vise principalement le *Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation* (CSIRO) (graphique 1.17). Au **Japon**, ce sont les dépenses d'infrastructures qui dominent, avec l'aide apportée par le gouvernement à l'entretien des rizières, à la lutte contre les inondations et à la construction de routes.

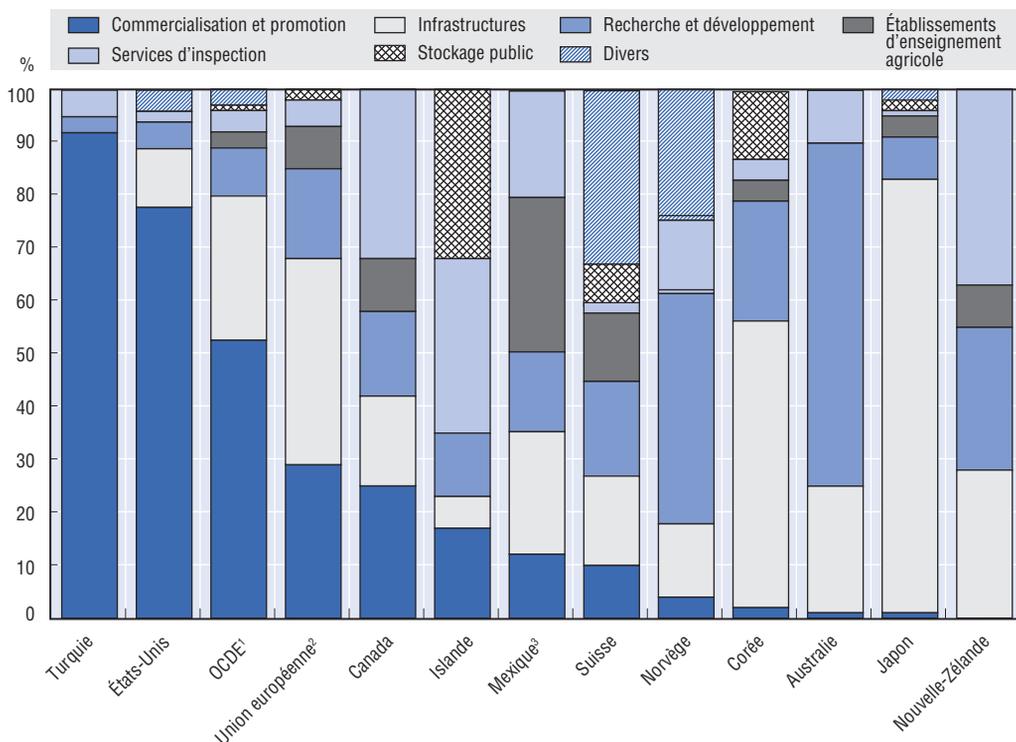
Des progrès ont été accomplis, mais d'autres sont nécessaires

Il a été souligné dans l'édition 2008 des *Politiques agricoles des pays de l'OCDE* que la hausse des prix des produits de base apparaissait comme un facteur de réorientation des politiques agricoles, dans la mesure où elle atténuait la nécessité de soutenir les prix du marché et d'apporter d'autres formes de soutien des revenus aux producteurs. Les prix ont reculé par rapport aux niveaux record alors enregistrés mais le besoin de stratégies nouvelles subsiste. Dans le contexte de la crise financière et des mesures de rigueur budgétaire mises en place, le coût des politiques agricoles pour les consommateurs et les contribuables doit être envisagé d'un œil neuf. Les négociations multilatérales dans le cadre du cycle de Doha n'ont pas encore abouti à un accord et doivent trouver un nouveau souffle. Les accords commerciaux bilatéraux et régionaux, même s'ils portent parfois sur des questions compliquées comme les réglementations sanitaires et phytosanitaires ou les obstacles non tarifaires, limitent souvent la libéralisation du commerce des produits agricoles sensibles.

La rapidité de la hausse des prix des produits agricoles en 2007 a conduit à s'inquiéter des conséquences pour les consommateurs et de la capacité des ressources alimentaires à répondre aux besoins, compte tenu de l'accroissement de la demande globale. La baisse

Graphique 1.17. **Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général, 2007-09**

En pourcentage de l'ESSG



Note : Les pays sont classés en fonction des niveaux de Recherche et développement au cours de la période 2007-09.

1. Le total pour l'OCDE ne comprend pas les pays de l'UE n'appartenant pas à l'OCDE.

2. Union européenne 27

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298046>

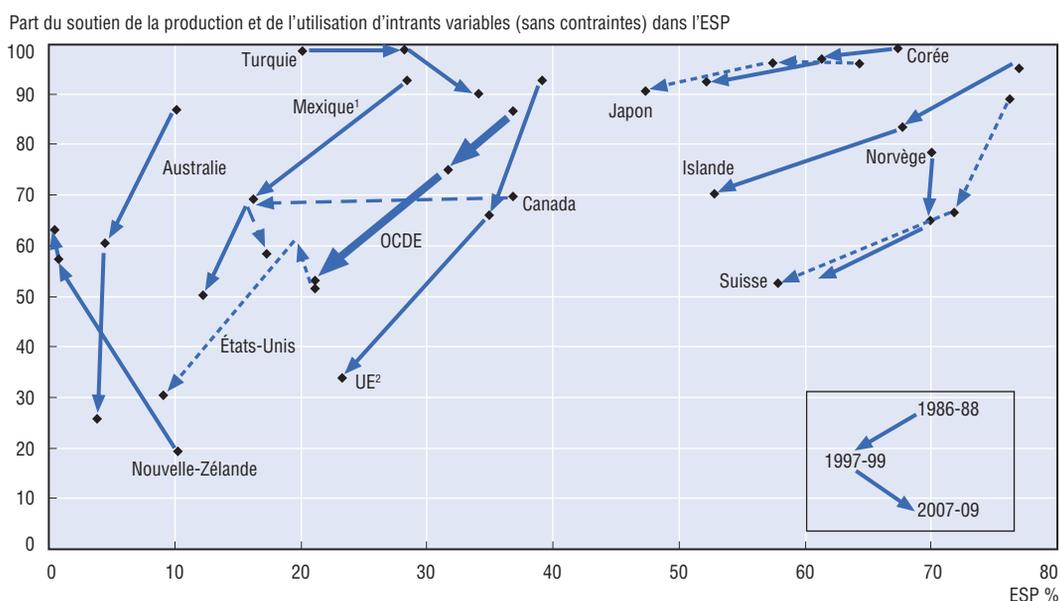
enregistrée à la fin de 2008 a suscité de nouvelles préoccupations concernant la satisfaction des besoins alimentaires, en raison de la pression exercée sur les revenus et la rentabilité agricole. Il semble que le problème ne réside pas uniquement dans le niveau trop élevé ou trop bas des prix, mais plutôt dans les variations rapides des prix qui sont source de protestations et imposent aux responsables des politiques de prendre des mesures tout en éprouvant la capacité du système de production alimentaire à réagir.

Certains pays déploient des efforts considérables pour réduire le risque de prix auquel les producteurs doivent faire face, généralement par des indemnités compensant le faible niveau des prix et des revenus. De même, certains isolent leurs consommateurs de la variabilité des prix au moyen de dispositifs de contrôle des exportations ou des prix. Ces efforts contribuent à renforcer la variabilité des prix au niveau mondial, dans la mesure où la variabilité est ainsi « exportée » vers d'autres pays. En outre, la stabilisation des prix ne permet pas toujours de réduire la variabilité des recettes et des revenus des agriculteurs, et ses effets sur la répartition et sur le bien-être en général dépendent de la cause de la variabilité des prix. Il faut disposer de politiques efficaces de gestion du risque pour évaluer les différentes sources de risque touchant les agriculteurs ou les consommateurs et appliquer des stratégies diversifiées de gestion du risque pour les aider à faire face aux effets de l'ensemble des risques rencontrés. L'une des solutions à long terme consistera à

rechercher une plus grande transparence et un fonctionnement plus efficace des marchés mondiaux, qui pourront atténuer la variabilité des prix.

Les pays de l'OCDE ont accompli des progrès satisfaisants dans la transformation de leurs politiques agricoles, et le succès de ces efforts montre que des politiques mieux ciblées et découplées peuvent être sources d'avantages pour les producteurs et d'économies pour les consommateurs et les contribuables. Tous les pays de l'OCDE ont réduit la part des formes de soutien les plus créatrices de distorsions (graphique 1.18). La seule exception est la Nouvelle-Zélande, dont les résultats sont biaisés par les restrictions sanitaires qui subsistent sur les importations de volailles (en particulier sous forme de soutien des prix du marché), dans le contexte d'une élimination quasi-totale du soutien.

Graphique 1.18. OCDE : Évolution du niveau et de la composition du soutien aux producteurs



Note : Le niveau du soutien est représenté par l'ESP en pourcentage. La composition du soutien est représentée par la part du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et des paiements au titre de l'utilisation d'intrants variables non assortis de contraintes dans les recettes agricoles brutes.

1. Pour le Mexique, les périodes considérées sont 1991-93, 1997-99 et 2007-09.

2. UE12 pour 1986-94 y compris l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 pour 1995-2003 ; UE25 pour 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298065>

Le niveau de soutien a baissé et sa composition s'est améliorée, grâce à l'élimination progressive des paiements fondés sur la production, mais les progrès accomplis se sont ralentis ces derniers temps, et il reste encore beaucoup à faire pour améliorer l'octroi du soutien. Les pouvoirs publics peuvent ainsi :

- clarifier les objectifs des politiques agricoles, en rendre l'application plus transparente et s'appuyer sur les données pour évaluer les progrès accomplis ;
- mieux cibler le soutien des revenus en direction des agriculteurs aux revenus faibles et mettre l'accent sur les stratégies de gestion des risques pour faire face à la variabilité des revenus due aux prix ou aux catastrophes naturelles, tout en évitant de faire subir des distorsions aux marchés ;

- renforcer les performances environnementales par l'application du principe pollueur-payeur et encourager les approches novatrices pour inciter les producteurs à fournir des services écosystémiques non rémunérés par le marché ;
- aider les producteurs à faire face au changement climatique et à prendre part à la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité ;
- investir dans les infrastructures pour contribuer au fonctionnement efficace des marchés des produits alimentaires et agricoles ;
- promouvoir des innovations qui permettent de renforcer l'efficacité et la viabilité du secteur, pour assurer la sécurité, l'abondance et l'opportunité de la production de denrées alimentaires à l'avenir.

L'engagement de l'OCDE à l'égard de la Stratégie pour une croissance verte² ainsi que la vision de l'avenir exprimée par les ministres de l'Agriculture à l'OCDE en 2010 montrent qu'ils ont confiance dans les capacités du secteur agricole à fournir des aliments sains et nourrissants pour une population mondiale en augmentation, tout en contribuant à un développement économiquement, socialement et écologiquement durable.

Notes

1. La catégorie D, « paiements au titre des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus non courants, production requise » occupe relativement peu de place dans l'ESP et ne fait pas l'objet d'un examen spécifique dans le présent chapitre.
2. L'OCDE va continuer à travailler sur la Stratégie pour une croissance verte dans le but d'identifier les politiques qui contribueront à une croissance économique durable, en prenant en compte des objectifs progressifs et réalisables, aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement.

ANNEXE 1.A

Définitions des indicateurs de soutien à l'agriculture de l'OCDE

Indicateurs nominaux présentés dans ce rapport

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables au titre du soutien aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. Elle comprend le soutien des prix du marché, les paiements budgétaires et les recettes budgétaires perdues, c'est-à-dire les transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles résultant des mesures fondées sur : le niveau effectif de la production, l'utilisation d'intrants, la superficie cultivée/le nombre d'animaux/les recettes/le revenu (en fonction ou indépendamment de leur niveau effectif), et des critères relatifs aux produits autres que les produits de base.

Soutien des prix du marché (SPM) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, qui découlent des mesures créant un écart entre les prix intérieurs et les prix à la frontière d'un produit agricole donné, mesurés au départ de l'exploitation. Le SPM est également calculé par produit.

Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit (TSP aux producteurs) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, mesurés au départ de l'exploitation, découlant des mesures liées à la production d'un produit particulier et subordonnant le versement du paiement au producteur à la production du produit désigné. Cette catégorie comprend des mesures à caractère plus général où les paiements sont définis par rapport à tel ou tel produit. Les TSP aux producteurs sont également calculés par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts découlant des mesures octroyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste donnée. Autrement dit, un producteur peut choisir parmi un éventail de produits et percevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts découlant des mesures n'imposant aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de base de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit (TSP aux consommateurs) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts des (aux) consommateurs de produits agricoles, mesurés au départ de l'exploitation, découlant des mesures liées à la production d'un produit particulier. Les TSP aux consommateurs sont également calculés par produit.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts, au départ de l'exploitation, des (aux) consommateurs de produits agricoles découlant des mesures de soutien à l'agriculture, indépendamment de leur nature, de leurs objectifs ou de leurs incidences sur la consommation de produits agricoles. Lorsque l'ESC est négative, elle mesure la charge pour les consommateurs (taxe implicite) imputable au soutien des prix du marché (majoration des prix), dont les effets compensent et au-delà ceux des subventions à la consommation, lesquelles font baisser les prix acquittés par les consommateurs.

Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : valeur monétaire annuelle des transferts bruts aux services d'intérêt général aux producteurs agricoles pris collectivement (comme la recherche, le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, indépendamment de leur nature, de leurs objectifs et de leurs incidences sur la production, le revenu ou la consommation agricoles. L'ESSG ne prend en compte aucun des paiements versés aux producteurs à titre individuel.

Estimation du soutien total (EST) : valeur monétaire annuelle de tous les transferts bruts des contribuables et des consommateurs découlant des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, quels que soient leurs objectifs et leurs incidences sur la production et le revenu agricoles, ou sur la consommation de produits agricoles.

Indicateurs présentés sous la forme d'un ratio et d'un pourcentage

ESP en pourcentage (ESP en %) : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (le soutien étant inclus dans le dénominateur).

TSP en pourcentage (TSP en %) : TSP par produit exprimés en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes pour le produit considéré (le soutien étant inclus dans le dénominateur).

Part des TSP dans l'ESP totale (%) : part des transferts au titre d'un seul produit dans l'ESP totale. Cet indicateur est également calculé par produit.

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen perçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des producteurs est également calculé par produit.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien et les recettes agricoles brutes (au départ de l'exploitation) évalués aux prix à la frontière (mesurés au départ de l'exploitation).

ESC en pourcentage (ESC en %) : transferts pris en compte dans l'ESC en proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (aux prix au départ de l'exploitation), nets des transferts des contribuables aux consommateurs. L'ESC en % mesure la taxe implicite (ou subvention si l'ESC est positive) à laquelle les consommateurs sont soumis par les politiques des prix agricoles.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen acquitté par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitation) et leur valeur aux prix à la frontière.

EST en pourcentage (EST en %) : transferts pris en compte dans l'EST, exprimés en pourcentage du PIB.

ESSG en pourcentage (ESSG en %) : part des dépenses affectées aux services d'intérêt général dans l'estimation du soutien total (EST).

Encadré 1.A.1. Définitions des catégories dans la nouvelle classification des ESP

Définition des catégories :

Catégorie A1, Soutien des prix du marché : transferts des consommateurs et des contribuables aux agriculteurs, qui découlent des mesures créant un écart entre les prix intérieurs et les prix à la frontière d'un produit agricole donné, mesuré au départ de l'exploitation.

Catégorie A2, Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux agriculteurs, qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Catégorie B, Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles, qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants :

- **Utilisation d'intrants variables :** paiements réduisant le coût sur l'exploitation agricole d'un intrant variable donné ou d'un ensemble d'intrants variables.
- **Formation de capital fixe :** paiements réduisant pour l'exploitation, le coût d'investissement dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration des sols.
- **Services utilisés sur l'exploitation :** paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Catégorie C, Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts des contribuables aux producteurs agricoles, qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, nombres des animaux, recettes et revenus.

Catégorie D, Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise : transferts des contribuables aux producteurs agricoles, qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, nombre d'animaux, recettes et revenus *ne correspondant pas à la période en cours* (c'est-à-dire fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Encadré 1.A.1. Définitions des catégories dans la nouvelle classification des ESP (suite)

Catégorie E, Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles, qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, nombre d'animaux, recettes et revenus *ne correspondant pas à la période en cours* (c'est-à-dire fondées sur un niveau antérieur ou fixe), la production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

Catégorie F, Paiements selon des critères non liés à des produits de base : transferts des contribuables aux producteurs agricoles, qui découlent des mesures ne reposant pas sur les paramètres relatifs aux produits de base (superficies cultivées, nombre d'animaux, recettes et revenus), l'utilisation des intrants, mais sur :

- **Le retrait de ressources à long terme :** transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements répertoriés dans cette sous-catégorie se distinguent de ceux imposant un *retrait de ressources à court terme*, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.
- **La production des produits particuliers autres que les produits de base :** transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles pour produire des biens et services spécifiques autres que des produits de base, qui sont produits au-delà des quantités requises par les réglementations en vigueur.
- **Autres critères non liés à des produits de base :** transferts accordés à tous les exploitants de manière égale, par exemple un taux forfaitaire ou un paiement fixe, et qui ne dépendent pas des superficies cultivées, nombre d'animaux, recettes et revenus paramètres relatifs à la production de produits de base, ou l'utilisation d'intrants.

Catégorie G, Paiements divers : transferts des contribuables aux exploitants pour lesquels l'insuffisance des informations disponibles ne permet pas de les ventiler vers les catégories appropriées.

Définitions des étiquettes :

Avec ou sans limitation de la production effective des produits de base et/ou des paiements : définit s'il existe ou non des limitations spécifiques de la production effective des produits de base associées à une mesure prévoyant des transferts à l'agriculture et s'il existe ou non des limitations des paiements sous la forme de limitations de la superficie ou du nombre d'animaux ayant droit à ces paiements. S'applique aux catégories A – F.

Avec taux de paiement variables ou fixes : Tout paiement est défini comme étant soumis à un taux variable lorsque la formule déterminant le niveau du paiement réagit à une variation du prix, du rendement, des recettes ou du revenu nets, ou du coût de production. S'applique aux catégories A – E.

Avec ou sans contraintes sur les intrants : définit s'il y a ou non des obligations spécifiques concernant les pratiques agricoles liées au programme en matière de réduction, de remplacement ou d'abandon de l'utilisation des intrants ou des restrictions portant sur les pratiques agricoles autorisées. S'applique aux catégories A – F. Les paiements avec contraintes sur les intrants sont eux-mêmes subdivisés en :

- Paiements dépendant du respect de conditions de base qui sont obligatoires (*avec, obligatoires*) ;
- Paiements exigeant des pratiques spécifiques allant au-delà des conditions de base et facultatives (*avec, facultatives*).

Encadré 1.A.1. Définitions des catégories dans la nouvelle classification des ESP (suite)

Avec ou sans exceptions concernant les produits de base : définit s'il y a ou non des interdictions de production de certains produits de base comme critères d'éligibilité aux paiements versés au titre des S/Na/Rec/Rev non courants. S'applique à la catégorie E.

Reposant sur la superficie cultivée, le nombre d'animaux, les recettes ou le revenu : définit l'attribut particulier (par exemple : superficie cultivée, nombre d'animaux, recettes ou revenu) sur lequel le paiement repose. S'applique aux catégories C – E.

Reposant sur un produit individuel, un groupe de produits ou tous les produits : définit si le paiement est accordé pour un produit individuel, un groupe de produits ou tous les produits. S'applique aux catégories A – D.

Références

OCDE (2008), *Politiques de soutien des biocarburants : une évaluation économique*, OCDE, Paris.

OCDE (2009a), *Trade and economic effects of the responses to the economic crisis-preliminary results*, OCDE, Paris. [[OECD Trade Policy Paper, disponible à www.oecd.org/trade].

OCDE (2009b), *The Availability and costs of short-term trade finance and its impacts on trade*, OCDE, Paris. [Document interne de l'OCDE].

OCDE (2010) *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018*, OCDE, Paris.

Chapitre 2

L'essentiel par pays

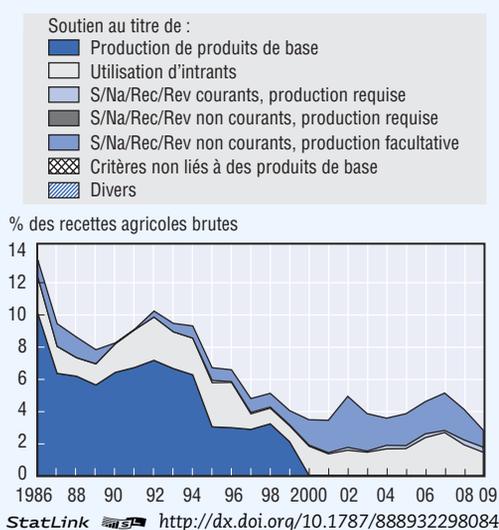
Le chapitre 2 contient les descriptions des principales évolutions des politiques et l'évaluation du soutien pour chaque pays membre de l'OCDE (l'Union européenne étant traitée comme un pays à part entière).

Australie

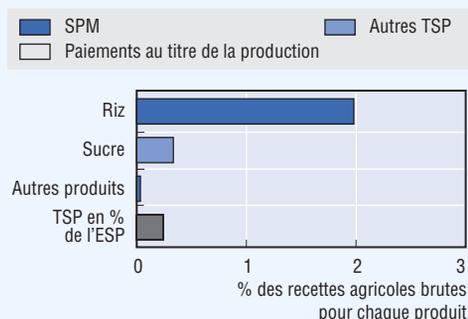
La principale évolution observée en 2009 a été la mise en œuvre de *Caring for our Country*, un ensemble de programmes qui financent la gestion environnementale des ressources naturelles de l'Australie. Il soutient les communautés, les agriculteurs et les autres gestionnaires des terres afin de protéger le milieu naturel de l'Australie et de garantir une production d'aliments et de fibres durable. *Caring for our Country* remplace ou inclut les programmes du Fonds pour le patrimoine naturel (*National Heritage Trust*), y compris les programmes *Landcare*, *Bushcare* et *Rivercare*.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a reculé, passant de 4 % en 2008 à 3 % en 2009, principalement en raison de la réduction des paiements budgétaires. Dans une perspective à plus long terme, l'ESP en % a baissé, passant de 10 % en 1986-88 à 4 % en 2007-09. Il est donc nettement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (22 %) en 2007-09.
- La part des transferts les plus créateurs de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) a chuté, passant de 87 % en 1986-88 à 26 % en 2007-09. Ces dernières années, ces transferts sont dominés par la bonification d'intérêts en cas de circonstances exceptionnelles. La part du soutien le moins créateur de distorsions (paiements non assortis d'exigences de production) est passée de 11 % en 1986-88 à 44 % en 2007-09, dans un contexte de soutien aux producteurs très bas.
- Les prix intérieurs à la production et à la consommation sont alignés sur les prix mondiaux, le CNP étant égal à 1.00 depuis 2001. Les recettes totales du secteur agricole (paiements budgétaires compris) étaient supérieures de 11 % à ce qu'elles auraient été aux prix mondiaux en 1986-88 et de 3 % en 2007-09 (CNS).
- Les transferts au titre d'un seul produit (TSP), qui représentaient 71 % de l'ESP totale en 1986-88, ont pratiquement disparu en 2007-09. Les transferts restants, d'un montant peu élevé, concernent le riz et le sucre, et ont été inférieurs à 1 % de l'ESP totale en 2007-09.
- Le soutien aux services d'intérêt général est passé de 7 % du soutien total en 1986-88 à 40 % en 2007-09. Le soutien total à l'agriculture représentait 0.2 % du PIB en 2007-09, contre 0.7 % en 1986-88.

Graphique 2.1. Australie : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009



Graphique 2.2. Australie : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



Le secteur agricole australien est l'un des secteurs qui obéit le plus aux règles du marché parmi les pays de l'OCDE. Les performances environnementales du secteur constituent un élément moteur pour les politiques en vigueur et une série d'instruments est mise en œuvre pour résoudre les problèmes liés à l'eau, à la gestion des terres, à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.

Tableau 2.1. **Australie : Estimation du soutien à l'agriculture**

Millions AUD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	19 888	42 774	41 206	44 812	42 304
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>86</i>	<i>71</i>	<i>73</i>	<i>71</i>	<i>68</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	7 368	22 737	23 036	22 637	22 537
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	2 026	1 733	2 153	1 856	1 188
Soutien au titre de la production des produits de base	1 452	1	0	1	2
<i>Soutien des prix du marché</i>	<i>1 452</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>2</i>
<i>Paiements au titre de la production</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	324	863	1 119	863	606
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	<i>306</i>	<i>469</i>	<i>682</i>	<i>506</i>	<i>220</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Formation de capital fixe</i>	<i>5</i>	<i>112</i>	<i>110</i>	<i>110</i>	<i>116</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	<i>13</i>	<i>282</i>	<i>327</i>	<i>248</i>	<i>270</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	0	87	36	115	110
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	<i>0</i>	<i>87</i>	<i>36</i>	<i>115</i>	<i>110</i>
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	250	761	979	860	445
<i>Taux variables</i>	<i>250</i>	<i>302</i>	<i>384</i>	<i>370</i>	<i>151</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>98</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
<i>Taux fixes</i>	<i>0</i>	<i>460</i>	<i>595</i>	<i>490</i>	<i>294</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	20	19	18	24
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	<i>0</i>	<i>20</i>	<i>19</i>	<i>18</i>	<i>24</i>
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paiements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	10	4	5	4	3
CNP des producteurs	1.08	1.00	1.00	1.00	1.00
CNS aux producteurs	1.11	1.04	1.05	1.04	1.03
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	132	968	1 210	872	823
Recherche et développement	132	611	632	584	619
Établissements d'enseignement agricole	0	3	0	5	5
Services d'inspection	0	92	87	95	95
Infrastructures	0	250	479	177	94
Commercialisation et promotion	0	12	13	12	10
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	6.5	39.5	38.8	35.1	46.8
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-971	-255	-248	-256	-262
Transferts des consommateurs aux producteurs	-848	-1	0	-1	-2
Autres transferts des consommateurs	0	-7	-6	-8	-7
Transferts des contribuables aux consommateurs	-123	-247	-242	-247	-252
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-13	-1	-1	-1	-1
CNP des consommateurs	1.13	1.00	1.00	1.00	1.00
CNS aux consommateurs	1.15	1.01	1.01	1.01	1.01
Estimation du soutien total (EST)	2 036	2 454	3 121	2 482	1 759
Transferts des consommateurs	848	8	6	9	10
Transferts des contribuables	1 188	2 453	3 121	2 481	1 757
Recettes budgétaires	0	-7	-6	-8	-7
EST en pourcentage du PIB (%)	0.67	0.21	0.29	0.21	0.15
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	198	189	202	202

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour l'Australie sont : le blé, les autres céréales, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le coton, le lait, la viande bovine, la viande ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

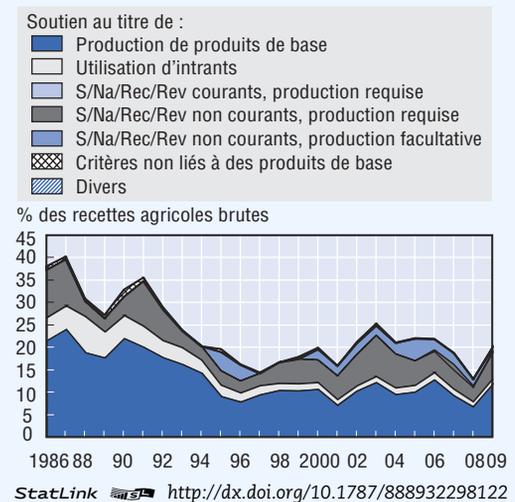
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298673>

Canada

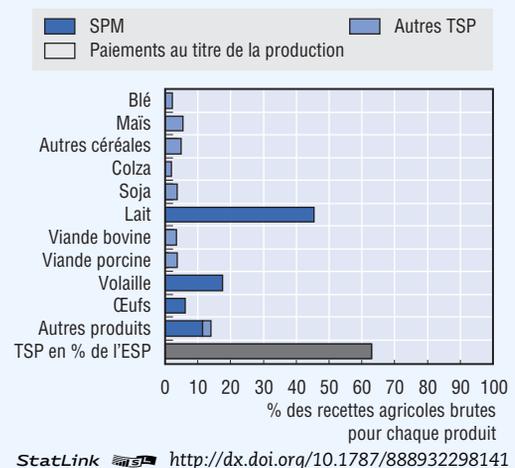
Les paiements aux producteurs, octroyés par le programme *Agri-stabilité*, ont augmenté en réponse à plusieurs facteurs différents comprenant la baisse des prix mondiaux, un accroissement des dépenses et une diminution des rendements dans certaines régions. Plusieurs nouveaux paiements en cas de catastrophe naturelle ont été mis en place dans le cadre du programme *Agri-relance*, aidant ainsi les éleveurs de l'Ouest canadien et les producteurs de pommes de terre du Québec. Le nouveau programme de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles (Canadian Agricultural Loans Act – CALA)* remplace la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC)* et améliore l'accès des producteurs et des coopératives agricoles aux garanties de prêts. Le *Programme de transition pour les producteurs de tabac* fournit une aide financière de 1.05 CAD par livre de quota aux producteurs souhaitant quitter ce secteur.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) est passé de 13 % en 2008 à 20 % en 2009, principalement en raison de la hausse du SPM. Il a été ramené de 36 % en 1986-88 à 17 % en 2007-09, soit une valeur légèrement inférieure à la moyenne de 22 % des pays de l'OCDE.
- La part des transferts les plus créateurs de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) est passée de 69 % en 1986-88 à 60 % en 2007-09. La part du soutien le moins créateur de distorsions (paiements non assortis d'exigences de production) était négligeable en 1986-88 mais s'élevait à 11 % de l'ESP en 2007-09.
- En 1986-88, les prix à la production et à la consommation étaient supérieurs aux prix mondiaux (CNP), respectivement de 41 % et 39 %. Ces chiffres ont chuté respectivement à 11 % et à 19 % en 2007-09. Les recettes totales du secteur agricole étaient supérieures de 58 % à ce qu'elles auraient été aux prix mondiaux en 1986-88, et excédentaires de 21 % par rapport aux prix mondiaux en 2007-09 (CNS).
- Les transferts au titre d'un seul produit (TSP), qui représentaient 72 % de l'ESP totale en 1986-88, ont diminué pour s'établir à 65 % en 2007-09. La part des TSP dans l'ESP totale a augmenté, passant de 58 % en 2007 à 71 % en 2009, tandis que les prix mondiaux ont baissé. Le lait continue d'être le produit de base le plus fortement soutenu comme l'indiquent les TSP aux producteurs en pourcentage.
- Le soutien aux services d'intérêt général est passé de 19 % de l'EST en 1986-88 à 27 % en 2007-09. Le soutien total à l'agriculture représentait 0.66 % du PIB en 2007-09, contre 1.79 % en 1986-88.

Graphique 2.3. Canada : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009



Graphique 2.4. Canada : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



La hausse de l'ESP, observée pour le Canada en 2009, résultait de la nature contracyclique des politiques budgétaires et de l'augmentation du SPM pour le lait, suite à une correction significative des prix mondiaux des produits agricoles. Le fait que le niveau des paiements en cas de catastrophe naturelle, prévus dans le cadre du programme *Agri-relance* conçu pour faciliter l'octroi de paiements ponctuels en cas de catastrophe naturelle, n'a pas été supérieur aux paiements ponctuels passés constitue une amélioration et tend à prouver que le programme *Agri-stabilité* agit pour réduire la demande pour ce type de paiements. La politique laitière représente la plus grande partie du soutien mesuré par les TSP, et n'a pas connu le même degré de réforme que les autres produits de base.

Tableau 2.2. Canada : Estimation du soutien à l'agriculture

Millions CAD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	18 458	39 803	37 021	42 109	40 279
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	82	76	76	77	76
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	15 362	27 804	27 910	28 231	27 270
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	8 117	7 477	7 696	5 839	8 896
Soutien au titre de la production des produits de base	4 758	3 965	3 759	2 999	5 137
<i>Soutien des prix du marché</i>	4 283	3 964	3 759	2 996	5 137
<i>Paiements au titre de la production</i>	476	1	0	2	0
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	1 406	596	650	574	564
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	795	391	384	384	405
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	3	10	0	0
<i>Formation de capital fixe</i>	585	149	232	113	100
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	47	104	31	5
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	26	56	34	77	58
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	1 787	1 886	1 680	1 392	2 587
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	632	954	937	539	1 387
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	1 155	932	742	852	1 201
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	224	518	136	17
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	664	1 066	708	217
<i>Taux variables</i>	0	168	488	16	0
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
<i>Taux fixes</i>	0	496	578	692	217
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	1	0	0	4
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	10	95	0	0	285
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	10	95	0	0	285
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	0	0	0	0
Paiements divers	155	48	23	31	89
ESP en pourcentage	36	17	19	13	20
CNP des producteurs	1.41	1.11	1.11	1.08	1.15
CNS aux producteurs	1.58	1.21	1.23	1.15	1.25
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	1 920	2 791	2 924	2 846	2 604
Recherche et développement	332	459	517	388	471
Établissements d'enseignement agricole	274	279	320	270	247
Services d'inspection	327	895	963	875	848
Infrastructures	438	464	484	514	393
Commercialisation et promotion	549	695	639	799	645
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	19.0	27.2	27.5	32.8	22.6
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3 926	-4 467	-4 265	-3 334	-5 803
Transferts des consommateurs aux producteurs	-4 228	-3 950	-3 748	-2 982	-5 120
Autres transferts des consommateurs	-50	-517	-517	-352	-683
Transferts des contribuables aux consommateurs	42	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	310	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-26	-16	-15	-12	-21
CNP des consommateurs	1.39	1.19	1.18	1.13	1.27
CNS aux consommateurs	1.35	1.19	1.18	1.13	1.27
Estimation du soutien total (EST)	10 079	10 268	10 619	8 685	11 500
Transferts des consommateurs	4 278	4 467	4 265	3 334	5 803
Transferts des contribuables	5 851	6 318	6 871	5 703	6 380
Recettes budgétaires	-50	-517	-517	-352	-683
EST en pourcentage du PIB (%)	1.79	0.66	0.69	0.54	0.75
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	162	159	166	162

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

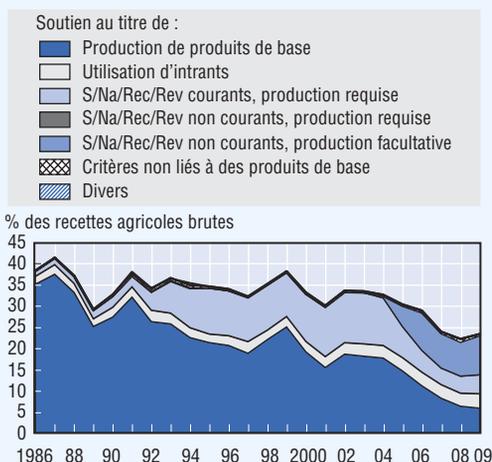
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298692>

Union européenne

Les principales évolutions des politiques en 2009 ont été liées à la gestion des crises, notamment dans le secteur laitier, et à la mise en œuvre de réformes récentes, dont le bilan de santé de la Politique agricole commune (PAC) décidé fin 2008. Les États membres ont modifié leurs Plans de développement rural (PDR) afin d'utiliser les fonds supplémentaires disponibles pour les domaines prioritaires suivants : le changement climatique, la gestion de l'eau, les énergies renouvelables, la biodiversité et les innovations qui s'y rapportent, ainsi que la restructuration du secteur laitier. Un compromis a été trouvé sur les régimes d'importation de bananes et de viande bovine, mettant ainsi fin à deux différends commerciaux internationaux de longue date.

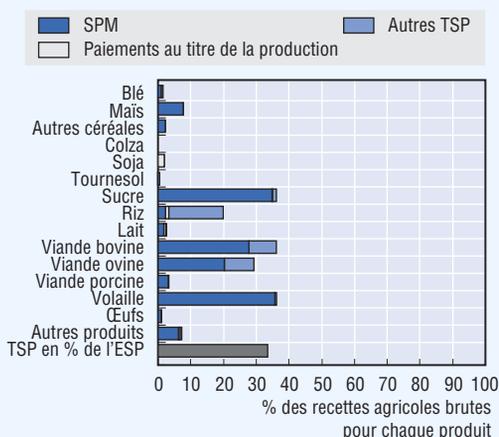
- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a reculé, passant de 39 % en 1986-88 à 23 % en 2007-09¹, contre 22 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. L'augmentation du soutien à hauteur de 24 % des recettes brutes en 2009 a été entièrement due à une réduction de la valeur de la production, tandis qu'en valeur absolue, le soutien a baissé, principalement à cause de la baisse des prix intérieurs.
- La part dans l'ESP des transferts les plus créateurs de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) est passée de 92 % en 1986-88 à 34 % en 2007-09. Au cours de la même période, la part du soutien le moins créateur de distorsions (paiements non assortis d'exigences de production) a atteint 39 %.
- Les prix perçus par les agriculteurs étaient supérieurs de 9 % à ceux du marché mondial en 2007-09, contre 71 % en 1986-88 (CNP). Les recettes agricoles étaient supérieures de 30 % à ce qu'elles auraient été sur le marché mondial en 2007-09, contre 65 % en 1986-88 (CNS).
- Les transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) ont été proches de zéro ou inférieurs à 5 % des recettes brutes liées aux produits de base pour le blé, l'orge, l'avoine, le riz, les graines oléagineuses, le lait, la viande porcine et les œufs en 2007-09. Ils étaient de 10 % pour le maïs, de 30 % pour la viande ovine, et autour de 35 % pour le sucre, la viande bovine et la viande de volaille. La part du total des TSP dans l'ESP est passée de 93 % en 1986-88 à 34 % en 2007-09.
- Le coût imposé aux consommateurs, mesuré par l'ESC en pourcentage, a chuté, passant de 36 % en 1986-88 à 8 % en 2007-09.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture est passé de 8 % du soutien total en 1986-88 à 12 % en 2007-09. Le soutien total à l'agriculture, exprimé en pourcentage du PIB, a reculé, passant de 2.63 % en 1986-88 à 0.86 % en 2007-09.

Graphique 2.5. Union européenne : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009¹



1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 de 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932298160>

Graphique 2.6. Union européenne : TSP aux producteurs par produit, 2007-09¹



1. Moyenne Union européenne 27.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932298179>

La mise en œuvre de réformes récentes a accentué l'orientation par le marché du secteur agricole, en réduisant davantage l'intervention sur les marchés et la protection des marchés, ainsi qu'en augmentant la part des paiements octroyés sans exigences de production, permettant ainsi aux producteurs de mieux répondre aux signaux du marché. Des fonds supplémentaires issus de la modulation pourraient augmenter le ciblage des politiques, étant donné qu'ils doivent être utilisés pour viser des objectifs spécifiques, tels que l'amélioration des performances environnementales de l'agriculture et/ou de la compétitivité, mais certaines de ces mesures spécifiques au secteur ont le potentiel de maintenir le niveau de la production.

Tableau 2.3. Union européenne : Estimation du soutien à l'agriculture (UE27)¹

Millions EUR

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	211 380	326 201	327 024	347 911	303 667
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	75	73	74	74	73
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	188 226	297 215	300 561	314 083	277 002
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	88 005	91 155	93 689	92 795	86 980
Soutien au titre de la production des produits de base	79 853	27 003	32 391	26 632	21 986
<i>Soutien des prix du marché</i>	74 791	26 011	31 463	25 645	20 925
<i>Paiements au titre de la production</i>	5 063	992	927	987	1 061
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	4 565	12 512	12 380	12 657	12 498
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	872	4 190	4 409	4 274	3 888
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	91	96	91	87
<i>Formation de capital fixe</i>	2 685	6 438	6 163	6 433	6 718
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	530	435	712	444
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	1 008	1 883	1 808	1 949	1 892
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	82	32	38	32	25
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants, production requise	3 195	15 989	15 026	16 489	16 453
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	132	485	490	471	492
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	3 063	15 505	14 536	16 018	15 961
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	849	12 614	11 582	13 128	13 134
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	192	218	191	167
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	33 342	31 970	33 633	34 424
<i>Taux variables</i>	0	0	0	0	0
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
<i>Taux fixes</i>	0	33 342	31 970	33 633	34 424
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	15 919	20 633	13 815	13 308
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	428	2 158	1 781	3 189	1 505
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	426	1 567	1 207	2 593	902
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	1	504	484	504	524
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	87	90	92	80
Paiements divers	-35	-42	-76	3	-52
ESP en pourcentage	39	23	24	22	24
CNP des producteurs	1.71	1.09	1.12	1.08	1.08
CNS aux producteurs	1.65	1.30	1.32	1.29	1.31
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	8 273	12 378	11 788	13 636	11 711
Recherche et développement	1 059	2 049	2 001	2 088	2 060
Établissements d'enseignement agricole	169	1 027	1 101	1 010	970
Services d'inspection	171	652	614	680	661
Infrastructures	1 166	4 822	4 801	5 715	3 949
Commercialisation et promotion	1 557	3 547	2 975	3 897	3 770
Stockage public	4 114	236	253	195	260
Divers	38	46	44	52	41
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	8.2	11.8	11.0	12.6	11.7
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-65 589	-24 639	-30 049	-23 916	-19 952
Transferts des consommateurs aux producteurs	-75 427	-25 789	-31 697	-24 745	-20 926
Autres transferts des consommateurs	-1 501	-890	-1 417	-594	-658
Transferts des contribuables aux consommateurs	4 442	1 518	1 789	1 424	1 340
Surcoût de l'alimentation animale	6 897	523	1 276	0	292
ESC en pourcentage	-36	-8	-10	-8	-7
CNP des consommateurs	1.70	1.10	1.12	1.09	1.08
CNS aux consommateurs	1.56	1.09	1.11	1.08	1.08
Estimation du soutien total (EST)	100 720	105 051	107 266	107 854	100 031
Transferts des consommateurs	76 928	26 679	33 114	25 339	21 584
Transferts des contribuables	25 293	79 261	75 570	83 109	79 105
Recettes budgétaires	-1 501	-890	-1 417	-594	-658
EST en pourcentage du PIB (%)	2.63	0.86	0.87	0.86	0.84
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	180	178	179	182

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 de 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

2. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Les produits SPM pour l'UE sont : le blé, le maïs, les autres céréales, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande ovine, la viande porcine, la volaille, les œufs, les pommes de terre, les tomates, les plantes et fleurs, et le vin.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

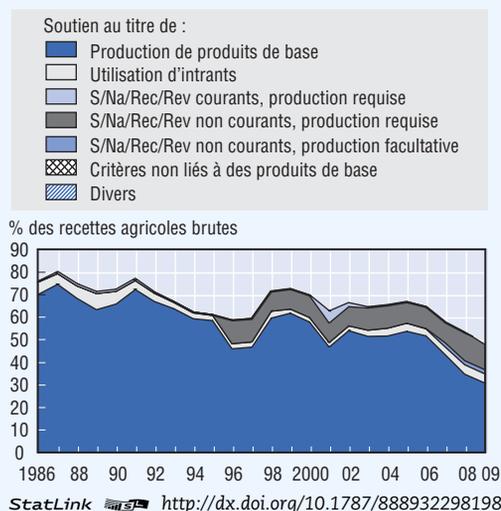
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298711>

Islande

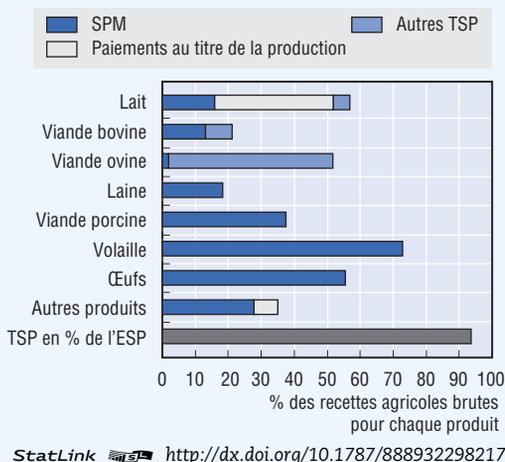
Grâce à un accord de six ans, renouvelé en 2008, entre le gouvernement et l'Association des agriculteurs, le soutien aux producteurs de viande ovine a été simplifié. De nouvelles mesures ont été mises en œuvre pour les jeunes agriculteurs, ainsi que pour ceux qui souhaitent prendre leur retraite à 64 ans et ceux qui participent aux programmes de qualité. Les versements découplés pour les producteurs laitiers, prévus dans le cadre de l'accord de 2005, ont été reconduits, tout comme les paiements aux agriculteurs qui prennent part aux programmes de préservation des sols et de sylviculture portant sur l'érosion des sols, la promotion d'une utilisation durable des sols et la réhabilitation des sols dégradés.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) est passé de 77 % en 1986-88 à 53 % en 2007-09. En 2007, il s'élevait à 58 % et a continué à baisser jusqu'à 48 % en 2009. Néanmoins, le niveau de soutien reste bien plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE (22 %).
- La part du soutien le plus créateur de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) a reculé, passant de 94 % en 1986-88 à 69 % en 2007-09. La part des formes de soutien les moins créatrices de distorsions (sans obligation de production) a varié au cours des années, elle est très faible et représente actuellement moins de 0.5 % du soutien accordé aux producteurs.
- Les prix perçus par les agriculteurs, qui étaient quatre fois supérieurs à ceux observés sur les marchés mondiaux en 1986-88, ne l'étaient plus que d'environ deux fois en 2007-09 (CNP). Les recettes agricoles étaient 2.1 fois plus élevées qu'elles ne l'auraient été aux prix mondiaux en 2007-09, contre 4.3 fois en 1986-88 (CNS).
- Le coût imposé aux consommateurs (mesuré par l'ESC en pourcentage) a chuté, passant de 70 % en 1986-88 à 32 % en 2007-09. En 2007-09, les prix à la consommation étaient supérieurs de 53 % aux prix mondiaux, contre des prix plus de quatre fois supérieurs en 1986-88 (CNP des consommateurs).
- Les transferts au titre d'un seul produit (TSP), qui représentaient 94 % de l'ESP totale en 1986-88, ont augmenté pour s'établir à 95 % en 2007-09. La part des TSP dans les recettes brutes liées aux produits de base (TSP en pourcentage) a diminué pour tous les produits, sauf pour la laine. Elle reste toutefois élevée pour la plupart des produits de base, en particulier pour la viande de volaille (73 %).
- La part du soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture dans le soutien total a baissé, passant de 7 % en 1986-88 à 6 % en 2007-09. L'estimation du soutien total à l'agriculture (EST), exprimée en pourcentage du PIB, a reculé, passant de 5 % en 1986-88 à 1 % en 2007-09.

Graphique 2.7. **Islande : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009**



Graphique 2.8. **Islande : TSP aux producteurs par produit, 2007-09**



L'affaiblissement de la króna islandaise en 2007-08 et son effondrement au quatrième trimestre 2008, à la suite de la crise financière, ont engendré une hausse significative des prix à la frontière, qui a persisté tout au long de l'année 2009. En conséquence, le soutien des prix du marché a continué à chuter et a contribué à une nouvelle baisse du soutien global aux producteurs, exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes. Tandis que la panoplie des instruments actuellement en vigueur reste dominée par des mesures qui faussent la production et les échanges, les politiques récemment mises en œuvre s'orientent vers des formes de soutien davantage découplées.

Tableau 2.4. **Islande : Estimation du soutien à l'agriculture**

Millions ISK

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	9 644	19 443	18 464	19 932	19 932
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>80</i>	<i>85</i>	<i>80</i>	<i>87</i>	<i>87</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	8 388	17 703	17 036	18 037	18 037
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 896	15 225	15 331	16 124	14 221
Soutien au titre de la production des produits de base	7 312	10 416	11 535	10 495	9 217
<i>Soutien des prix du marché</i>	<i>7 246</i>	<i>5 827</i>	<i>7 194</i>	<i>5 882</i>	<i>4 405</i>
<i>Paielements au titre de la production</i>	<i>66</i>	<i>4 589</i>	<i>4 341</i>	<i>4 612</i>	<i>4 812</i>
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	536	1 118	902	1 249	1 204
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	<i>129</i>	<i>163</i>	<i>150</i>	<i>179</i>	<i>161</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Formation de capital fixe</i>	<i>233</i>	<i>381</i>	<i>236</i>	<i>419</i>	<i>488</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	<i>174</i>	<i>574</i>	<i>516</i>	<i>652</i>	<i>555</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	0	524	493	538	542
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	<i>0</i>	<i>524</i>	<i>493</i>	<i>538</i>	<i>542</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	3 110	2 382	3 728	3 220
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	48	0	0	0	0
<i>Taux variables</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Taux fixes</i>	<i>48</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>48</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	57	19	115	38
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	<i>0</i>	<i>35</i>	<i>19</i>	<i>47</i>	<i>38</i>
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>23</i>	<i>0</i>	<i>68</i>	<i>0</i>
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	77	53	58	53	48
CNP des producteurs	4.22	1.84	2.09	1.79	1.63
CNS aux producteurs	4.34	2.14	2.36	2.15	1.92
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	731	1 002	991	983	1 033
Recherche et développement	140	121	99	127	136
Établissements d'enseignement agricole	47	0	0	0	0
Services d'inspection	40	333	216	346	437
Infrastructures	91	55	54	56	55
Commercialisation et promotion	54	169	349	92	65
Stockage public	359	325	273	362	340
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	6.9	6.1	6.0	5.6	6.6
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-4 566	-5 611	-6 990	-5 623	-4 221
Transferts des consommateurs aux producteurs	-6 421	-5 876	-7 165	-5 923	-4 540
Autres transferts des consommateurs	-51	-67	-119	-48	-35
Transferts des contribuables aux consommateurs	1 906	332	293	348	354
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-70	-32	-42	-32	-24
CNP des consommateurs	4.44	1.53	1.75	1.49	1.34
CNS aux consommateurs	3.50	1.50	1.72	1.47	1.31
Estimation du soutien total (EST)	10 533	16 559	16 616	17 454	15 608
Transferts des consommateurs	6 472	5 943	7 284	5 970	4 575
Transferts des contribuables	4 112	10 684	9 451	11 531	11 068
Recettes budgétaires	-51	-67	-119	-48	-35
EST en pourcentage du PIB (%)	5.01	1.16	1.28	1.18	1.05
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	380	342	382	415

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour l'Islande sont : le lait, la viande bovine, la viande ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

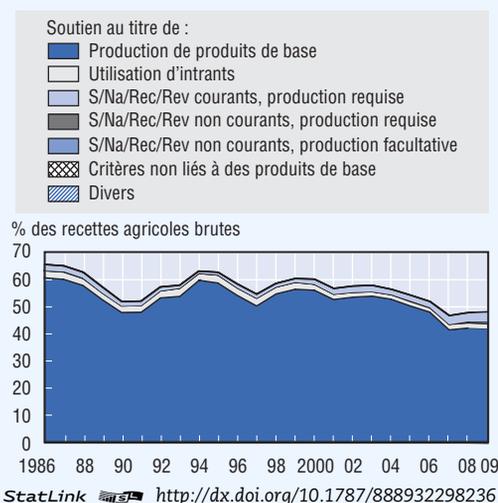
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298730>

Japon

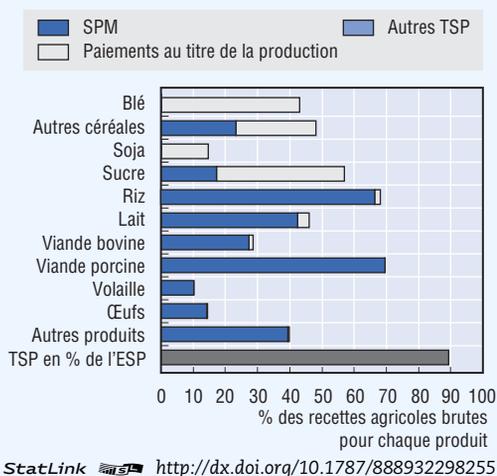
En 2009, le plan de reconversion de la production de riz en d'autres cultures (telles que le blé ou le soja) a été renforcé grâce à l'augmentation des paiements pour reconversion. Le gouvernement a aussi instauré une nouvelle mesure visant à promouvoir la production de riz pour une demande alternative (comme la transformation des produits alimentaires et l'utilisation pour l'alimentation du bétail), à travers des paiements pour reconversion et une assistance financière. De plus, le cadre juridique d'utilisation des terres agricoles a fait l'objet d'une importante révision, afin de promouvoir l'utilisation efficace des terres par le biais d'opérations de location. La restriction pour acquérir les droits d'usage des terres est révisée pour faciliter l'accès des nouveaux entrants au secteur agricole. Les règles de conversion des terres ont été durcies afin de limiter les pertes de terres agricoles.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a baissé, passant de 64 % en 1986-88 à 47 % en 2007-09, mais reste plus de deux fois supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. En 2008 et 2009, l'ESP en pourcentage est resté stable à 48 %.
- La part dans l'ESP des transferts les plus créateurs de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) a reculé, passant de presque 95 % en 1986-88 à 90 % en 2007-09. La part des formes de soutien les moins créatrices de distorsions (sans obligation de production) est inférieure à 1 %.
- Les prix perçus par les agriculteurs étaient environ 2.7 fois supérieurs à ceux sur les marchés mondiaux en 1986-88, contre 1.8 fois en 2007-09 (CNP). Les recettes agricoles étaient 1.9 fois plus élevées qu'elles ne l'auraient été aux prix mondiaux en 2007-09, contre 2.8 fois en 1986-88 (CNS).
- Mesuré par les TSP aux producteurs, le riz est resté le produit de base le plus soutenu, puisqu'il a représenté 32 % du total des TSP en 2007-09. La part de l'ensemble des TSP dans l'ESP totale a baissé, passant de 93 % en 1986-88 à 89 % en 2007-09.
- Le coût imposé aux consommateurs, mesuré par l'ESC en pourcentage, a diminué, passant de 62 % en 1986-88 à 41 % en 2007-09.
- Le soutien aux services d'intérêt général a augmenté entre 1986-88 et 2007-09, passant de 15 % à 20 % du soutien total. Cependant, la restriction budgétaire en matière d'infrastructures a entraîné la réduction de 15 % de l'ESSG en 2009.
- Le soutien total à l'agriculture représentait 1.1 % du PIB en 2007-09, soit une valeur bien inférieure aux 2.4 % enregistrés en 1986-88.

Graphique 2.9. Japon : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009



Graphique 2.10. Japon : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



Globalement, seules de modestes mesures ont été prises pour réduire les dispositifs qui faussent le plus la production et les échanges, et laisser davantage de place aux signaux du marché. L'introduction de paiements directs pour les agriculteurs à titre principal, au titre du revenu et de la superficie antérieurement plantée, a aidé à réduire légèrement la part des transferts au titre d'un seul produit. Le niveau de soutien reste toutefois parmi les plus élevés des pays de l'OCDE.

Tableau 2.5. Japon : Estimation du soutien à l'agriculture

Milliards JPY

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	10 610	8 452	8 504	8 434	8 416
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>68</i>	<i>66</i>	<i>66</i>	<i>67</i>	<i>66</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	14 298	11 997	12 156	11 632	12 204
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 267	4 303	4 239	4 321	4 350
Soutien au titre de la production des produits de base	6 740	3 806	3 781	3 827	3 810
<i>Soutien des prix du marché</i>	<i>6 519</i>	<i>3 650</i>	<i>3 617</i>	<i>3 668</i>	<i>3 666</i>
<i>Paievements au titre de la production</i>	<i>221</i>	<i>156</i>	<i>164</i>	<i>160</i>	<i>144</i>
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	299	160	173	157	149
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	<i>149</i>	<i>57</i>	<i>65</i>	<i>51</i>	<i>55</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Formation de capital fixe</i>	<i>129</i>	<i>57</i>	<i>60</i>	<i>60</i>	<i>50</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	<i>21</i>	<i>46</i>	<i>48</i>	<i>46</i>	<i>44</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	0	54	13	64	84
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	<i>0</i>	<i>44</i>	<i>1</i>	<i>56</i>	<i>76</i>
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	<i>0</i>	<i>10</i>	<i>12</i>	<i>8</i>	<i>8</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	228	284	271	272	308
<i>Taux variables</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Taux fixes</i>	<i>228</i>	<i>284</i>	<i>271</i>	<i>272</i>	<i>308</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>228</i>	<i>159</i>	<i>148</i>	<i>148</i>	<i>182</i>
Paievements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paievements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	64	47	46	48	48
CNP des producteurs	2.65	1.79	1.77	1.80	1.80
CNS aux producteurs	2.78	1.90	1.87	1.91	1.92
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	1 267	1 093	1 177	1 133	968
Recherche et développement	46	88	90	87	86
Établissements d'enseignement agricole	29	40	42	41	38
Services d'inspection	8	11	10	11	11
Infrastructures	1 090	901	988	932	784
Commercialisation et promotion	22	9	2	17	7
Stockage public	43	19	19	20	19
Divers	29	25	26	26	23
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	14.9	20.2	21.7	20.8	18.2
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-8 910	-4 920	-4 852	-4 840	-5 068
Transferts des consommateurs aux producteurs	-6 422	-3 651	-3 616	-3 669	-3 667
Autres transferts des consommateurs	-2 483	-1 275	-1 241	-1 177	-1 407
Transferts des contribuables aux consommateurs	-16	2	2	2	2
Surcoût de l'alimentation animale	11	3	3	3	3
ESC en pourcentage	-62	-41	-40	-42	-42
CNP des consommateurs	2.66	1.70	1.67	1.71	1.71
CNS aux consommateurs	2.65	1.70	1.66	1.71	1.71
Estimation du soutien total (EST)	8 519	5 398	5 417	5 456	5 321
Transferts des consommateurs	8 906	4 926	4 857	4 846	5 074
Transferts des contribuables	2 096	1 747	1 801	1 787	1 654
Recettes budgétaires	-2 483	-1 275	-1 241	-1 177	-1 407
EST en pourcentage du PIB (%)	2.39	1.08	1.05	1.07	1.11
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	96	97	96	96

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour le Japon sont : le blé, les autres céréales, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille, les œufs, les pommes, les choux, les concombres, les raisins, les mandarines, les poires, les épinards, les fraises et la ciboule.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

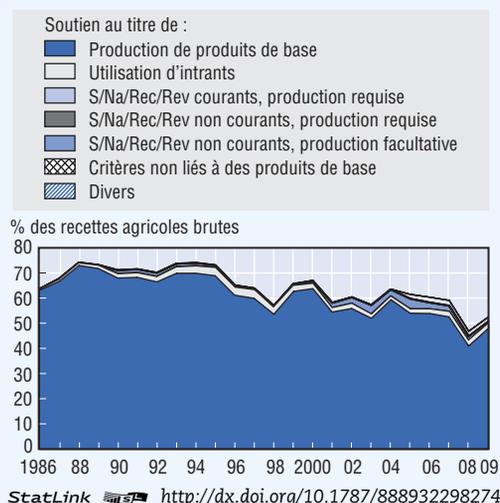
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298749>

Corée

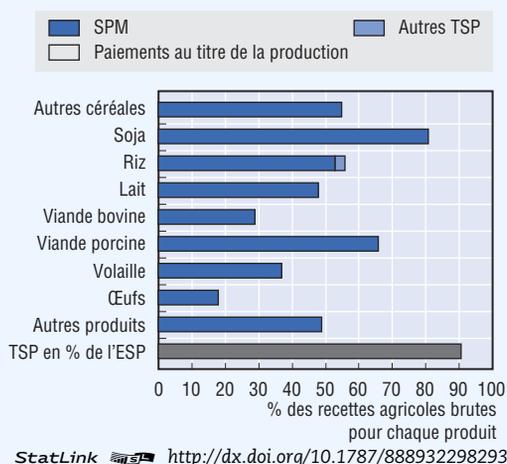
Aucune modification majeure n'a été apportée aux politiques en 2009, néanmoins un cadre de réforme de la politique agricole a été présenté par un conseil pour la modernisation de l'agriculture coréenne, dans lequel les décideurs politiques et l'ensemble des parties intéressées se sont mis d'accord pour augmenter l'orientation par le marché ainsi que pour encourager les pratiques plus respectueuses de l'environnement. Les initiatives portent principalement sur les liens entre le secteur agricole primaire et le développement de l'industrie agroalimentaire, ainsi que sur le soutien des pratiques d'agriculture de précision, qui consomment moins d'engrais. Un programme d'étiquetage faisant mention du pays d'origine a été appliqué dans chaque restaurant servant de la viande bovine, porcine et de volaille, ainsi que du riz et du *Kimchi*. Le programme de location de machines agricoles a été étendu pour réduire les coûts d'investissement des agriculteurs.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a augmenté, passant de 46 % en 2008 à 52 % en 2009, principalement en raison du renforcement du SPM alors que les prix mondiaux chutaient. L'ESP en pourcentage a baissé, passant de 68 % en 1986-88 à 52 % en 2007-09. Elle reste toutefois 2.4 fois supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE.
- La part dans l'ESP des transferts les plus créateurs de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) a légèrement reculé, passant de 99 % en 1986-88 à 91 % en 2007-09. La part du soutien le moins créateur de distorsions (paiements non assortis d'exigences de production) a représenté 3 % en 2007-09. Cette évolution s'explique par l'introduction en 2005 de paiements fixes pour les rizières (de tels paiements n'existaient pas en 1986-88).
- Les prix perçus par les agriculteurs en 1986-88 étaient trois fois supérieurs à ceux observés sur le marché mondial. En 2007-09, cet écart s'est réduit à deux fois (CNP). L'écart entre les recettes agricoles intérieures et ce qu'elles auraient été aux prix des marchés mondiaux a reculé, passant de 3.1 fois en 1986-88 à 2.1 fois en 2007-09 (CNS).
- Les coûts imposés aux consommateurs, mesurés par l'ESC en pourcentage, sont tombés de 64 % en 1986-88 à 46 % en 2007-09. En moyenne, les consommateurs acquittaient toujours près du double du prix à la frontière pour les produits agricoles en 2007-09 (CNP).
- Les transferts au titre d'un seul produit (TSP), qui représentaient 99 % de l'ESP totale en 1986-88, ont légèrement diminué pour s'établir à 92 % en 2007-09. Les TSP en pourcentage s'échelonnaient entre 18 % pour les œufs et 81 % pour le soja. Ils étaient de 66 % pour la viande porcine, autour de 50 % pour le riz, l'orge et le lait, et inférieurs à 40 % pour la viande bovine et la viande de volaille.
- La part du soutien aux services d'intérêt général dans le soutien total a légèrement augmenté, passant de 8 % en 1986-88 à 14 % en 2007-09. Le soutien total à l'agriculture représentait 2.4 % du PIB en 2007-09. Cette valeur équivalait environ à un tiers de celle observée en 1986-88 (8.8 %).

Graphique 2.11. Corée : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009



Graphique 2.12. Corée : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



Globalement, le niveau de soutien aux producteurs a baissé, mais il reste relativement élevé. Les transferts au titre d'un seul produit restent de loin l'élément le plus significatif du soutien, et proviennent principalement du soutien des prix. Au cours des années récentes, des paiements directs ont été introduits pour soutenir le revenu des agriculteurs.

Tableau 2.6. Corée : Estimation du soutien à l'agriculture

Milliards KRW

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	13 624	38 176	34 685	38 470	41 374
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>72</i>	<i>56</i>	<i>56</i>	<i>56</i>	<i>56</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	14 367	49 615	47 489	48 134	53 222
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	9 321	20 909	21 562	18 832	22 334
Soutien au titre de la production des produits de base	9 226	18 769	19 242	16 539	20 527
<i>Soutien des prix du marché</i>	<i>9 226</i>	<i>18 769</i>	<i>19 242</i>	<i>16 539</i>	<i>20 527</i>
<i>Paielements au titre de la production</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	70	770	716	861	733
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	<i>23</i>	<i>400</i>	<i>396</i>	<i>479</i>	<i>325</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Formation de capital fixe</i>	<i>44</i>	<i>306</i>	<i>269</i>	<i>319</i>	<i>331</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>35</i>	<i>23</i>	<i>31</i>	<i>49</i>
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	<i>3</i>	<i>63</i>	<i>51</i>	<i>63</i>	<i>76</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	24	653	861	689	410
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	<i>24</i>	<i>380</i>	<i>399</i>	<i>381</i>	<i>358</i>
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	<i>0</i>	<i>274</i>	<i>461</i>	<i>308</i>	<i>52</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>29</i>	<i>18</i>	<i>26</i>	<i>42</i>
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	717	743	743	664
<i>Taux variables</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Taux fixes</i>	<i>0</i>	<i>717</i>	<i>743</i>	<i>743</i>	<i>664</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	68	52	58	46	52
CNP des producteurs	3.10	1.99	2.25	1.75	1.98
CNS aux producteurs	3.14	2.11	2.40	1.86	2.07
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	845	3 315	3 404	3 197	3 344
Recherche et développement	52	776	724	798	804
Établissements d'enseignement agricole	5	117	99	116	137
Services d'inspection	21	126	145	118	116
Infrastructures	374	1 818	1 892	1 733	1 828
Commercialisation et promotion	0	54	43	57	62
Stockage public	394	424	501	374	396
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	8.3	13.7	13.6	14.5	13.0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-9 105	-22 752	-24 127	-19 436	-24 692
Transferts des consommateurs aux producteurs	-8 984	-18 680	-19 242	-16 270	-20 527
Autres transferts des consommateurs	-181	-4 125	-4 931	-3 222	-4 222
Transferts des contribuables aux consommateurs	59	53	46	56	57
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-64	-46	-51	-40	-46
CNP des consommateurs	2.76	1.86	2.04	1.68	1.87
CNS aux consommateurs	2.75	1.86	2.03	1.68	1.87
Estimation du soutien total (EST)	10 225	24 277	25 012	22 085	25 735
Transferts des consommateurs	9 164	22 805	24 173	19 492	24 749
Transferts des contribuables	1 241	5 598	5 770	5 814	5 208
Recettes budgétaires	-181	-4 125	-4 931	-3 222	-4 222
EST en pourcentage du PIB (%)	8.75	2.39	2.57	2.16	2.44
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	250	243	250	257

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Corée sont : les autres céréales, l'ail, le chou chinois, le piment, le riz, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

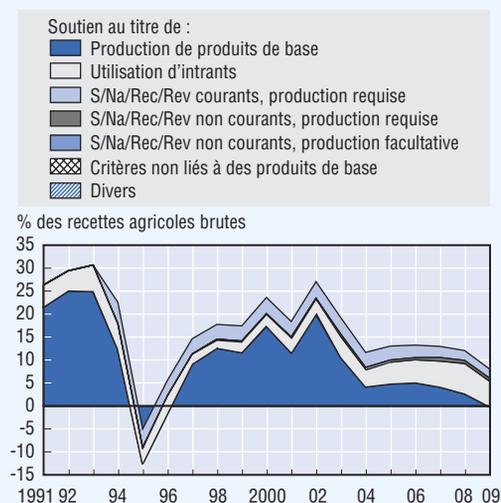
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298768>

Mexique

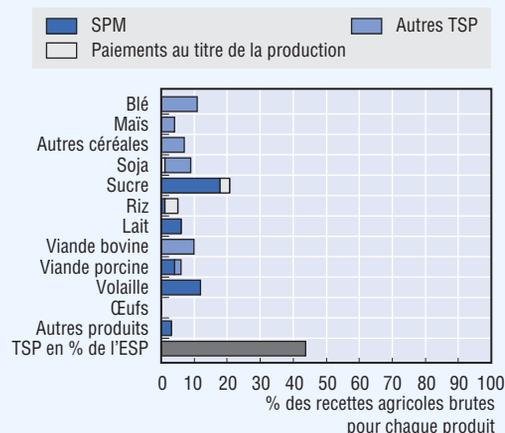
Une nouvelle loi, adoptée en 2009, précise les nouvelles modalités du programme PROCAMPO qui, d'après le programme sectoriel pour 2007-12, se poursuivra jusqu'en 2012. Les paiements au titre de la superficie antérieurement plantée présenteront un taux plus élevé pour les petits producteurs. Le registre foncier de PROCAMPO fera aussi l'objet d'une révision, afin d'améliorer la qualité des informations.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a augmenté, passant de 12 % en 2008 à 13 % en 2009, en raison du renforcement du SPM. Dans une perspective à plus long terme, l'ESP en pourcentage a baissé, passant de 28 % en 1991-93 à 12 % en 2007-09. Elle reste bien inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (22 %).
- La part dans l'ESP des transferts les plus créateurs de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) a chuté, passant de 92 % en 1991-93 à 50 % en 2007-09.
- La part du soutien le moins créateur de distorsions (paiements non assortis d'exigences de production) a atteint 17 % en 2007-09 en raison des programmes PROCAMPO et PROGAN. De tels programmes n'existaient pas en 1991-93.
- Les prix perçus par les agriculteurs en 2007-09 étaient supérieurs de 4 % à ceux sur le marché mondial, contre 34 % en 1991-93 (CNP). L'écart entre les recettes agricoles intérieures et ce qu'elles auraient été aux prix des marchés mondiaux a reculé, passant de 40 % en 1991-93 à 14 % en 2007-09 (CNS).
- Le coût imposé aux consommateurs, mesuré par l'ESC en pourcentage, s'est élevé à 3 % en 2007-09, contre 24 % en 1991-93.
- Les transferts au titre d'un seul produit (TSP), qui représentaient 84 % de l'ESP totale en 1991-93, ont chuté à 44 % en 2007-09. Les TSP en pourcentage les plus élevés ont été pour le sucre (21 %), la viande de volaille (12 %) et le blé (11 %).
- Le soutien aux services d'intérêt général a augmenté légèrement, passant de 11 % en 1991-93 à 12 % en 2007-09. Le soutien total à l'agriculture a reculé, passant de 2.6 % du PIB en 1991-93 à 0.8 % en 2007-09.

Graphique 2.13. Mexique : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1991-2009



Graphique 2.14. Mexique : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



Au cours de ces vingt dernières années, le Mexique a réorienté ses politiques agricoles en abandonnant progressivement les restrictions commerciales et les interventions sur le marché au profit de paiements plus découplés. Parallèlement, les niveaux de soutien ont nettement reculé. Toutefois, le soutien aux intrants variables a rapidement augmenté ces dix dernières années, et les dépenses pour un programme de couverture des prix ont aussi crû rapidement ces trois dernières années.

Tableau 2.7. Mexique : Estimation du soutien à l'agriculture

Millions MXN

	1991-93	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	86 539	525 322	470 260	528 995	576 710
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	69	66	66	67	67
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	82 475	587 452	523 819	628 270	610 268
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	25 995	71 988	66 870	70 487	78 606
Soutien au titre de la production des produits de base	21 540	21 986	21 910	16 290	27 759
<i>Soutien des prix du marché</i>	21 380	20 232	20 034	13 786	26 875
<i>Paiements au titre de la production</i>	160	1 754	1 876	2 504	883
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	4 445	32 998	28 161	37 083	33 751
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	2 296	14 085	11 325	16 343	14 586
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Formation de capital fixe</i>	1 680	13 584	10 884	15 419	14 450
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	469	5 329	5 952	5 321	4 714
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	10	820	432	1 143	886
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	0	0	0	0	0
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	10	820	432	1 143	886
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	3 873	4 059	3 661	3 900
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	12 310	12 309	12 310	12 311
<i>Taux variables</i>	0	0	0	0	0
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
<i>Taux fixes</i>	0	12 310	12 309	12 310	12 311
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	0	0	0	0	0
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	28	12	13	12	13
CNP des producteurs	1.34	1.04	1.05	1.03	1.05
CNS aux producteurs	1.40	1.14	1.15	1.14	1.14
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	3 407	10 483	10 727	10 418	10 305
Recherche et développement	339	1 597	1 890	1 346	1 554
Établissements d'enseignement agricole	550	3 068	2 868	3 098	3 239
Services d'inspection	0	2 103	2 758	2 298	1 252
Infrastructures	809	2 367	1 363	2 380	3 357
Commercialisation et promotion	322	1 300	1 800	1 247	852
Stockage public	1 210	1	0	1	2
Divers	177	49	49	48	50
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	10.6	11.9	12.8	11.9	11.0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-19 400	-18 142	-20 384	-10 268	-23 773
Transferts des consommateurs aux producteurs	-21 871	-19 657	-18 988	-13 109	-26 874
Autres transferts des consommateurs	-770	-4 330	-7 300	-3 771	-1 919
Transferts des contribuables aux consommateurs	2 629	5 844	5 902	6 611	5 019
Surcoût de l'alimentation animale	612	1	2	0	1
ESC en pourcentage	-24	-3	-4	-2	-4
CNP des consommateurs	1.38	1.04	1.05	1.03	1.05
CNS aux consommateurs	1.32	1.03	1.04	1.02	1.04
Estimation du soutien total (EST)	32 032	88 315	83 499	87 516	93 930
Transferts des consommateurs	22 642	23 987	26 288	16 880	28 793
Transferts des contribuables	10 160	68 658	64 510	74 407	67 056
Recettes budgétaires	-770	-4 330	-7 300	-3 771	-1 919
EST en pourcentage du PIB (%)	2.64	0.75	0.75	0.72	0.79
Déflateur du PIB 1991-93 = 100	100	638	602	642	670

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour le Mexique sont : le blé, le maïs, les autres céréales, le café, les haricots, les tomates, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

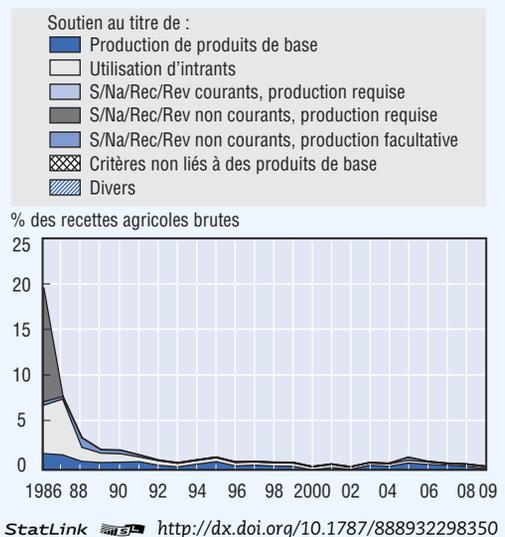
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298787>

Nouvelle-Zélande

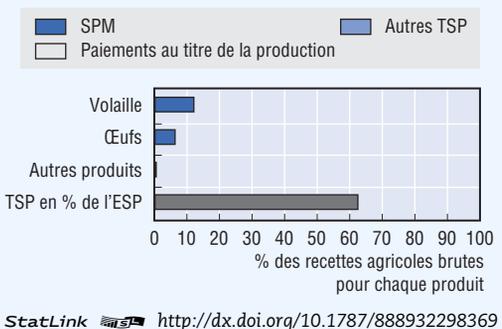
En Nouvelle-Zélande, les initiatives récentes des pouvoirs publics concernent le développement durable et la gestion des ressources naturelles, notamment la gestion de l'eau, le changement climatique et le contrôle de la biosécurité. À travers un partenariat pour la croissance du secteur primaire (*Primary Growth Partnership*) lancé en 2009, les pouvoirs publics et l'industrie cofinancent certains programmes de recherche et d'innovation pour stimuler la croissance économique et la durabilité des secteurs primaire et alimentaire. En 2009, le Fonds pour l'agriculture durable (*Sustainable Farming Fund*) a apporté des aides financières à 70 projets, proposés par des producteurs, pour une utilisation efficace de l'eau et des sols.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) est passé de 10 % en 1986-88 à 1 % en 2007-09 ; depuis les réformes agricoles du milieu des années 80, il est le plus faible des pays de l'OCDE. L'ESP en pourcentage a reculé, passant de 0.6 % en 2008 à 0.4 % en 2009, principalement du fait de la diminution du soutien des prix du marché pour la viande de volaille, résultant de la hausse des prix mondiaux de ce produit.
- La part dans l'ESP des formes de soutien les plus créatrices de distorsions (soutien au titre de la production et de l'utilisation d'intrants non assortie de contraintes) est passée de 19 % en 1986-88 à 63 % en 2007-09. Toutefois, cette évolution s'est produite dans le contexte d'un niveau de soutien très faible.
- Les TSP aux producteurs ont été de 12 % pour la viande de volaille, de 6 % pour les œufs et nuls pour tous les autres produits de base en 2007-09.
- Le coût imposé aux consommateurs, mesuré par l'ESC en pourcentage, s'est élevé à 2 % en 2007-09 (contre 6 % en 1986-88).
- La part du soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture dans le soutien total a augmenté entre 1986-88 et 2007-09, passant de 21 % à 76 %. Ce soutien finance principalement des activités de recherche fondamentale, de lutte contre les ravageurs et les maladies, et de protection contre les inondations.
- Le soutien total à l'agriculture, exprimé en pourcentage du PIB, est le plus faible parmi les pays de l'OCDE puisqu'il représente 0.2 %, ce qui est inférieur à un septième de la valeur enregistrée en 1986-88.

Graphique 2.15. Nouvelle-Zélande : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009



Graphique 2.16. Nouvelle-Zélande : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



Le secteur agricole néo-zélandais obéit aux règles du marché, est tourné vers l'exportation, et les prix intérieurs des produits agricoles sont alignés sur les prix mondiaux. Le niveau de soutien est le plus faible parmi les pays de l'OCDE et la plupart des mesures consistent à fournir des services d'intérêt général à l'agriculture destinés à l'ensemble du secteur et concernant la gestion des ressources et la biosécurité.

Tableau 2.8. Nouvelle-Zélande : Estimation du soutien à l'agriculture

Millions NZD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	6 860	17 365	19 747	16 733	15 614
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	72	75	78	74	72
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	1 683	3 547	3 767	3 662	3 212
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	781	95	132	98	55
Soutien au titre de la production des produits de base	110	64	102	67	23
<i>Soutien des prix du marché</i>	107	64	102	67	23
<i>Paievements au titre de la production</i>	3	0	0	0	0
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	314	30	29	31	30
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	3	0	0	0	0
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Formation de capital fixe</i>	271	0	0	0	0
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	40	30	29	31	30
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	42	1	1	1	1
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	42	1	1	1	1
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	0	0	0	0	0
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	315	0	0	0	1
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0	0	0
<i>Taux variables</i>	0	0	0	0	0
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
<i>Taux fixes</i>	0	0	0	0	0
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
Paievements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	0	0	0	0	0
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	0	0	0	0
Paievements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	10	1	1	1	0
CNP des producteurs	1.02	1.00	1.01	1.00	1.00
CNS aux producteurs	1.12	1.01	1.01	1.01	1.00
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	203	306	296	316	305
Recherche et développement	102	84	92	90	70
Établissements d'enseignement agricole	0	25	23	26	26
Services d'inspection	54	112	103	113	120
Infrastructures	47	85	78	87	89
Commercialisation et promotion	0	0	0	0	0
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	20.6	76.3	69.2	76.3	84.8
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-105	-63	-97	-69	-24
Transferts des consommateurs aux producteurs	-102	-62	-97	-66	-23
Autres transferts des consommateurs	-3	-1	0	-3	-1
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-6	-2	-3	-2	-1
CNP des consommateurs	1.07	1.02	1.03	1.02	1.01
CNS aux consommateurs	1.07	1.02	1.03	1.02	1.01
Estimation du soutien total (EST)	984	401	427	414	360
Transferts des consommateurs	105	63	97	69	24
Transferts des contribuables	882	338	330	348	337
Recettes budgétaires	-3	-1	0	-3	-1
EST en pourcentage du PIB (%)	1.63	0.22	0.24	0.23	0.20
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	172	167	173	176

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Nouvelle-Zélande sont : le blé, le maïs, les autres céréales, le lait, la viande bovine, la viande ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

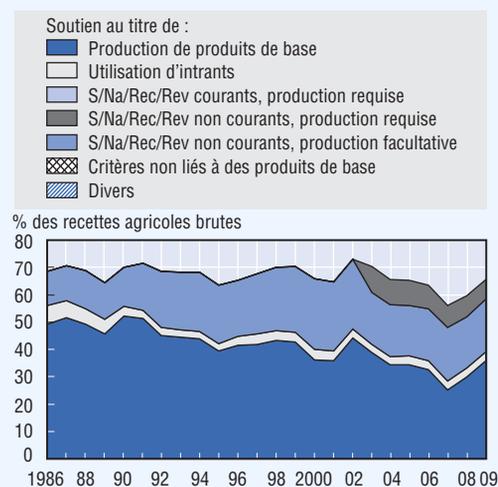
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298806>

Norvège

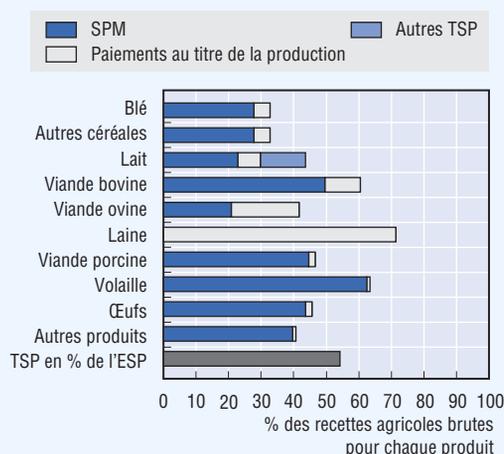
Dans un environnement d'action stable, la baisse des prix mondiaux a entraîné une augmentation du soutien des prix du marché en 2009 par rapport à 2008. Les principales évolutions qui ont marqué l'année 2009 sont les suivantes : le renforcement du soutien aux mesures liées au changement climatique, telles que la réduction du travail du sol, l'amélioration de l'utilisation des engrais naturels, la diminution des émissions de méthane et l'augmentation du stockage du carbone ; la suppression des prix indicatifs pour la viande bovine ; et l'introduction d'un système de location des quotas pour le lait.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a augmenté, passant de 60 % en 2008 à 66 % en 2009, principalement en raison du renforcement du SPM. L'ESP en pourcentage a reculé, passant de 70 % en 1986-88 à 61 % en 2007-09. Elle est donc nettement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE (22 %) en 2007-09.
- La part des transferts les plus créateurs de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) est passée de 78 % en 1986-88 à 53 % en 2007-09. La part du soutien le moins créateur de distorsions (paiements non assortis d'exigences de production) est très faible puisqu'elle varie entre 0 % et 0.2 % la plupart des années.
- Les prix intérieurs à la production et à la consommation étaient trois à quatre fois plus élevés que les prix mondiaux en 1986-88, contre plus de deux fois seulement en 2007-09 (CNP). Les recettes totales du secteur agricole (paiements budgétaires compris) étaient 3.3 fois supérieures à ce qu'elles auraient été aux prix mondiaux en 1986-88 et 2.6 fois supérieures en 2007-09 (CNS).
- Le coût imposé aux consommateurs, mesuré par l'ESC en pourcentage, a reculé, passant de 55 % en 1986-88 à 42 % en 2007-09.
- Les transferts au titre d'un seul produit (TSP), qui représentaient 72 % de l'ESP totale en 1986-88, ont diminué pour s'établir à 55 % en 2007-09. Le lait et la viande bovine sont à l'origine de presque la moitié de ces transferts.
- Le soutien aux services d'intérêt général est passé de 4 % du soutien total en 1986-88 à 9 % en 2007-09. Le soutien total à l'agriculture a représenté 1 % du PIB en 2007-09, contre 3.5 % en 1986-88.

Graphique 2.17. Norvège : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009



Graphique 2.18. Norvège : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



Le niveau de soutien à l'agriculture est en recul depuis 1986-88, mais il reste parmi les plus élevés des pays de l'OCDE. Alors que de légers progrès ont été accomplis pour réduire les mesures qui faussent le plus la production et les échanges, ces dernières continuent de représenter plus de la moitié du soutien au secteur. L'ouverture en 2009 du marché de location des quotas laitiers augmentera la souplesse de la production, puisque les agriculteurs pourront louer les excédents de quotas à ceux qui souhaiteront augmenter leur production.

Tableau 2.9. **Norvège : Estimation du soutien à l'agriculture**

Millions NOK

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	17 354	21 896	20 463	22 286	22 938
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	73	78	78	78	79
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	17 899	22 796	21 623	22 696	24 068
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	19 078	20 683	18 088	20 617	23 345
Soutien au titre de la production des produits de base	13 780	10 402	8 124	10 334	12 747
<i>Soutien des prix du marché</i>	9 177	8 835	6 736	8 693	11 076
<i>Paiements au titre de la production</i>	4 603	1 567	1 388	1 641	1 671
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	1 721	1 139	1 021	1 173	1 222
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	1 020	641	571	653	701
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Formation de capital fixe</i>	628	416	375	438	435
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	73	81	76	82	86
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	2	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	3 577	6 482	6 284	6 389	6 774
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	0	848	833	860	852
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	3 577	5 634	5 451	5 529	5 922
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	514	492	513	537
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	2 614	2 613	2 674	2 553
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0	0	0
<i>Taux variables</i>	0	0	0	0	0
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
<i>Taux fixes</i>	0	0	0	0	0
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	47	45	46	49
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	0	0	0	0	0
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	0	42	40	42	44
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	5	5	5	5
Paiements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	70	61	57	60	66
CNP des producteurs	4.03	1.89	1.68	1.83	2.18
CNS aux producteurs	3.33	2.60	2.32	2.52	2.97
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	848	2 063	1 925	2 001	2 262
Recherche et développement	472	902	844	887	976
Établissements d'enseignement agricole	0	0	0	0	0
Services d'inspection	33	288	317	249	297
Infrastructures	133	286	263	286	308
Commercialisation et promotion	210	75	63	86	75
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	512	437	493	605
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	4.0	8.9	9.4	8.7	8.7
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-9 050	-9 389	-7 578	-8 950	-11 640
Transferts des consommateurs aux producteurs	-11 289	-9 355	-7 398	-9 066	-11 602
Autres transferts des consommateurs	-960	-559	-580	-381	-715
Transferts des contribuables aux consommateurs	1 522	456	451	456	463
Surcoût de l'alimentation animale	1 677	69	-50	41	214
ESC en pourcentage	-55	-42	-36	-40	-49
CNP des consommateurs	3.18	1.78	1.58	1.71	2.05
CNS aux consommateurs	2.24	1.73	1.56	1.67	1.97
Estimation du soutien total (EST)	21 448	23 202	20 463	23 074	26 069
Transferts des consommateurs	12 249	9 914	7 979	9 447	12 317
Transferts des contribuables	10 159	13 847	13 065	14 007	14 468
Recettes budgétaires	-960	-559	-580	-381	-715
EST en pourcentage du PIB (%)	3.49	0.96	0.90	0.91	1.07
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	223	212	233	224

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Norvège sont : le blé, les autres céréales, le lait, la viande bovine, la viande ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

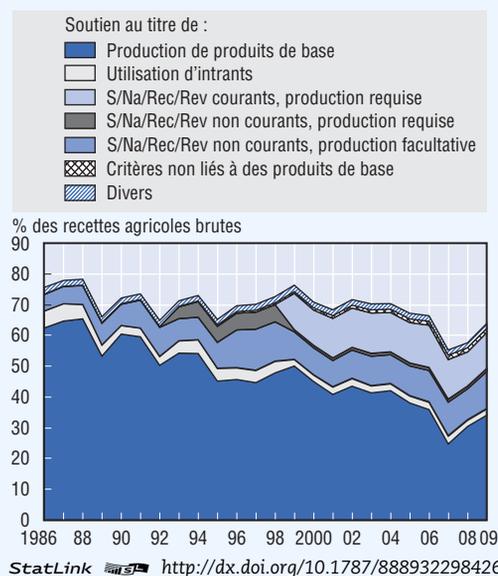
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298825>

Suisse

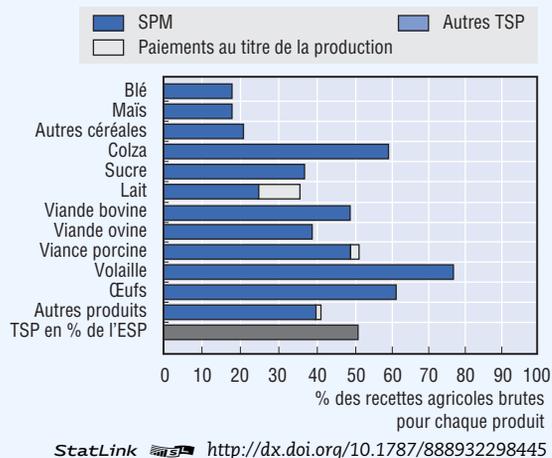
En 2009, des mesures clés ont été appliquées dans le cadre de la réforme de la politique agricole qui détermine la politique agricole pour la période 2008-11 (PA 2011), telles que la poursuite de la réduction des dépenses allouées au soutien des prix du marché, et leur réaffectation sous forme de paiements directs. Les paiements pour le secteur laitier ont été réduits, tandis que les paiements directs pour les animaux consommant des fourrages grossiers ont été augmentés, tout comme les paiements pour l'élevage en montagne et les contributions d'estivage. En avril 2009, le système de quotas laitiers a été totalement aboli après une période de transition de trois ans. Les droits à l'importation sur les céréales et les aliments pour animaux ont de nouveau été abaissés depuis juillet 2009.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a augmenté, passant de 57 % en 2008 à 63 % en 2009. À plus long terme, l'ESP en pourcentage a baissé, passant de 76 % en 1986-88 à 58 % en 2007-09. Elle reste toutefois 2.5 fois supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE (22 %).
- La part dans l'ESP des transferts les plus créateurs de distorsions (transferts au titre de la production et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants) a chuté, passant de près de 90 % en 1986-88 à 52 % en 2007-09. La part du soutien le moins créateur de distorsions (paiements non assortis d'exigences de production) a atteint 22 % en 2007-09 (ces paiements étaient inexistantes en 1986-88).
- En 1986-88, les prix moyens à la production et à la consommation à la sortie de l'exploitation étaient 4.5 fois plus élevés que les prix mondiaux, alors qu'ils étaient seulement supérieurs de 70 % en 2007-09 (CNP). Par conséquent, la taxe implicite supportée par les consommateurs a diminué de 72 % à 40 % (ESC en pourcentage). Globalement, les recettes totales du secteur agricole (paiements budgétaires compris) étaient plus de 4 fois supérieures à ce qu'elles auraient été aux prix mondiaux en 1986-88 et 2.4 fois supérieures en 2007-09 (CNS).
- Les transferts au titre d'un seul produit (TSP), qui représentaient 86 % de l'ESP totale en 1986-88, ont chuté pour s'établir à 50 % en 2007-09. En 2007-09, les TSP ont varié entre 18 % des recettes brutes pour le blé et le maïs et 76 % pour la viande de volaille. Les produits de base qui ont bénéficié des niveaux relatifs de soutien les plus élevés, sous forme de transferts au titre d'un seul produit, étaient la viande de volaille, les œufs et le colza (niveaux tous supérieurs à 60 %).
- Le soutien aux services d'intérêt général a légèrement augmenté, passant de 7 % du soutien total en 1986-88 à 8 % en 2007-09. Le soutien total à l'agriculture a représenté 1.3 % du PIB en 2007-09, valeur bien inférieure aux 3.8 % enregistrés en 1986-88.

Graphique 2.19. Suisse : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009



Graphique 2.20. Suisse : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



Le remplacement progressif des mesures de soutien des prix du marché par des paiements directs s'est poursuivi dans le cadre de la mise en œuvre de la PA 2011. L'élimination du système de quotas laitiers contribuera à augmenter l'orientation par le marché du secteur. Le niveau de soutien a augmenté en 2009, principalement en raison de l'accroissement de l'écart entre les prix intérieurs et les prix à la frontière (bien que ce phénomène soit en grande partie lié à la chute des prix mondiaux des produits agricoles) mais aussi en raison des dépenses budgétaires plus importantes. Globalement, les politiques qui faussent le plus la production et les échanges représentent toujours la moitié de l'ESP environ, et le niveau global du soutien reste élevé (2.5 fois la moyenne des pays de l'OCDE).

Tableau 2.10. Suisse : Estimation du soutien à l'agriculture

Millions CHF

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	9 482	7 348	6 880	7 851	7 311
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>84</i>	<i>76</i>	<i>80</i>	<i>76</i>	<i>71</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	11 661	8 863	8 487	9 544	8 556
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	8 335	6 193	5 551	6 285	6 743
Soutien au titre de la production des produits de base	6 918	3 150	2 503	3 337	3 611
<i>Soutien des prix du marché</i>	<i>6 876</i>	<i>2 862</i>	<i>2 214</i>	<i>3 042</i>	<i>3 332</i>
<i>Paiements au titre de la production</i>	<i>42</i>	<i>288</i>	<i>290</i>	<i>295</i>	<i>280</i>
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	561	223	249	213	207
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	<i>454</i>	<i>98</i>	<i>113</i>	<i>90</i>	<i>90</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>16</i>	<i>20</i>	<i>15</i>	<i>15</i>
<i>Formation de capital fixe</i>	<i>70</i>	<i>111</i>	<i>109</i>	<i>111</i>	<i>113</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	<i>36</i>	<i>14</i>	<i>27</i>	<i>11</i>	<i>4</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	612	1 171	1 114	1 117	1 283
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	<i>15</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	<i>597</i>	<i>1 171</i>	<i>1 114</i>	<i>1 117</i>	<i>1 283</i>
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	<i>340</i>	<i>1 160</i>	<i>1 103</i>	<i>1 106</i>	<i>1 271</i>
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	28	95	91	92	101
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	1 236	1 283	1 201	1 225
<i>Taux variables</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Taux fixes</i>	<i>0</i>	<i>1 236</i>	<i>1 283</i>	<i>1 201</i>	<i>1 225</i>
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	143	139	150	140
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>143</i>	<i>139</i>	<i>150</i>	<i>140</i>
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Paiements divers	216	175	173	176	176
ESP en pourcentage	76	58	54	57	63
CNP des producteurs	4.57	1.71	1.56	1.70	1.86
CNS aux producteurs	4.20	2.40	2.19	2.31	2.69
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	688	533	476	566	558
Recherche et développement	135	94	86	97	98
Établissements d'enseignement agricole	38	71	18	97	98
Services d'inspection	14	11	11	11	11
Infrastructures	137	88	92	89	83
Commercialisation et promotion	45	54	54	54	55
Stockage public	103	41	42	43	39
Divers	216	174	173	175	175
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	6.8	7.9	7.8	8.2	7.6
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-7 609	-3 515	-3 003	-3 799	-3 742
Transferts des consommateurs aux producteurs	-7 097	-2 827	-2 274	-3 017	-3 189
Autres transferts des consommateurs	-1 975	-790	-873	-877	-621
Transferts des contribuables aux consommateurs	1 089	61	90	74	20
Surcoût de l'alimentation animale	374	41	55	20	47
ESC en pourcentage	-72	-40	-36	-40	-44
CNP des consommateurs	4.52	1.69	1.59	1.69	1.80
CNS aux consommateurs	3.57	1.67	1.56	1.67	1.78
Estimation du soutien total (EST)	10 113	6 788	6 117	6 925	7 321
Transferts des consommateurs	9 072	3 617	3 147	3 894	3 810
Transferts des contribuables	3 016	3 961	3 843	3 908	4 132
Recettes budgétaires	-1 975	-790	-873	-877	-621
EST en pourcentage du PIB (%)	3.77	1.28	1.17	1.28	1.37
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	139	137	140	141

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Suisse sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande ovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

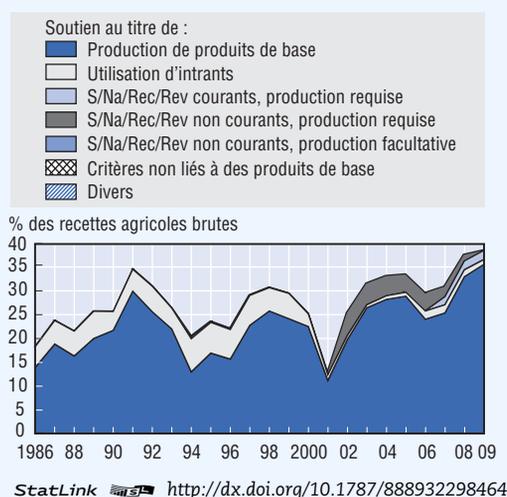
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298844>

Turquie

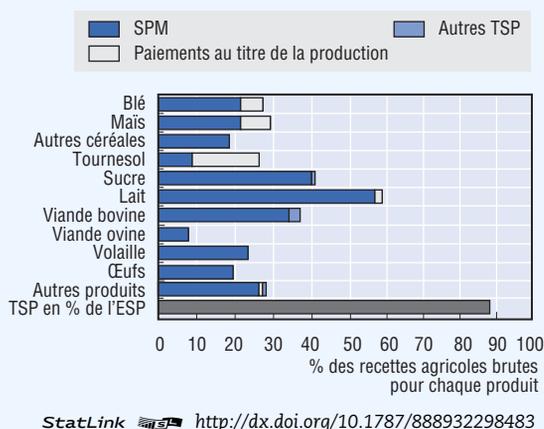
L'application de la loi sur l'agriculture, destinée à mettre en conformité les politiques agricoles turques avec celles de l'Union européenne, se poursuit et il est envisagé de créer une nouvelle loi pour renforcer les capacités institutionnelles du secteur public, comme le prévoit la législation de l'UE. Le Programme de développement rural et un ensemble plus large d'opérations de soutien à l'investissement se poursuivent.

- En 2009, le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a enregistré une hausse d'un point de pourcentage par rapport à 2008, atteignant 37 %, résultant d'une augmentation du SPM conjuguée à une réduction des paiements budgétaires. Dans une perspective à plus long terme, il est passé de 20 % en 1986-88 à 34 % en 2007-09, et reste supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE.
- Les mesures les plus créatrices de distorsions (soutien au titre de la production des produits de base et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes sur les intrants), qui constituaient la quasi-totalité du soutien aux producteurs en 1986-88, ont représenté 89 % en 2007-09. La part du soutien le moins créateur de distorsions (paiements non assortis d'exigences de production) était de 3 % en 2007-09. La réduction des formes de soutien les plus créatrices de distorsions a été compensée par une augmentation des paiements au titre du soutien direct des revenus, bien que cette augmentation ait été supprimée progressivement en 2009. En 2009, les paiements au titre de la production ont également progressé, en particulier pour le lait, le maïs et le tournesol.
- Les prix perçus par les agriculteurs en 2007-09 ont été supérieurs de 38 % environ à ceux en vigueur sur le marché mondial. Ils les dépassaient de 21 % en 1986-88 (CNP).
- La part des transferts au titre d'un seul produit (TSP) a progressé, passant de 78 % du soutien aux producteurs en 1986-88 à 86 % en 2007-09. Les TSP se sont élevés à 72 % pour le lait et à 40 % pour l'orge et les autres céréales.
- Le coût imposé aux consommateurs, mesuré par l'ESC en pourcentage, a augmenté, passant de 25 % en 1986-88 à 38 % en 2007-09. Les consommateurs ont payé des prix supérieurs de 38 % aux prix mondiaux en 2007-09, contre 25 % en 1986-88 (CNP).
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture a diminué, passant de 10 % du soutien total en 1986-88 à 5 % en 2007-09. En 2007-09, la part du soutien total à l'agriculture dans le PIB est restée relativement stable, à environ 3.6 %, par rapport à la période 1986-88.

Graphique 2.21. **Turquie : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009**



Graphique 2.22. **Turquie : TSP aux producteurs par produit, 2007-09**



Globalement, la suppression progressive des paiements au titre de la superficie non courante, non assortis d'exigences de production, et l'augmentation du soutien des prix du marché et des paiements au titre de la superficie actuelle marquent un retour à des formes de soutien plus créatrices de distorsions, ce qui nuit aux réformes en cours.

Tableau 2.11. Turquie : Estimation du soutien à l'agriculture

Millions TRY

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	18	84 376	75 150	87 576	90 403
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	57	59	58	60	59
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	15	78 316	69 305	80 084	85 558
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	4	30 876	24 062	33 604	34 964
Soutien au titre de la production des produits de base	3	27 176	19 729	29 497	32 303
<i>Soutien des prix du marché</i>	3	25 459	17 895	27 848	30 632
<i>Paiements au titre de la production</i>	0	1 718	1 834	1 649	1 671
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	1	1 180	1 342	1 289	908
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	1	352	258	347	452
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Formation de capital fixe</i>	0	763	1 009	868	412
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	0	65	76	74	45
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	0	1 593	1 348	1 679	1 751
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	0	48	32	49	65
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	0	1 544	1 317	1 630	1 687
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	4	2	5	4
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	927	1 642	1 139	1
<i>Taux variables</i>	0	0	0	0	0
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
<i>Taux fixes</i>	0	927	1 642	1 139	1
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	0	0	0	0	0
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	20	34	30	36	37
CNP des producteurs	1.21	1.38	1.23	1.51	1.40
CNS aux producteurs	1.25	1.52	1.42	1.56	1.58
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	0	1 602	798	1 391	2 615
Recherche et développement	0	41	38	40	44
Établissements d'enseignement agricole	0	0	0	0	0
Services d'inspection	0	67	66	71	66
Infrastructures	0	3	8	0	0
Commercialisation et promotion	0	1 487	677	1 281	2 505
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	3	10	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	7.7	4.9	3.2	4.0	7.0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3	-20 974	-12 424	-27 637	-22 860
Transferts des consommateurs aux producteurs	-3	-21 163	-12 363	-27 933	-23 192
Autres transferts des consommateurs	0	-320	-572	-288	-101
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	509	511	584	432
ESC en pourcentage	-19	-26	-18	-35	-27
CNP des consommateurs	1.25	1.38	1.23	1.54	1.37
CNS aux consommateurs	1.23	1.37	1.22	1.53	1.36
Estimation du soutien total (EST)	4	32 478	24 860	34 996	37 578
Transferts des consommateurs	3	21 483	12 935	28 221	23 292
Transferts des contribuables	1	11 315	12 497	7 063	14 386
Recettes budgétaires	0	-320	-572	-288	-101
EST en pourcentage du PIB (%)	3.72	3.56	2.95	3.68	3.97
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	359 722	326 453	364 574	388 138

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Turquie sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, les pommes de terre, les tomates, les raisins, les pommes, le coton, le tabac, le lait, la viande bovine, la viande ovine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

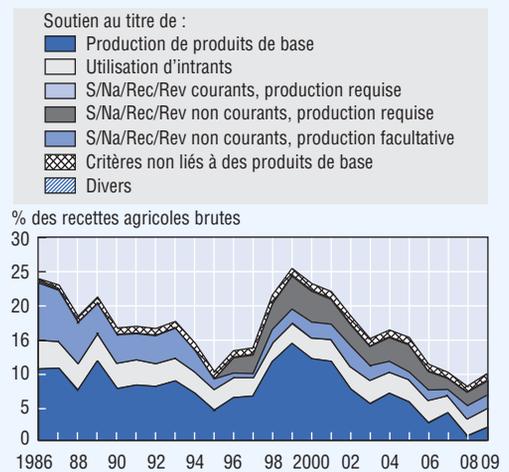
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298863>

États-Unis

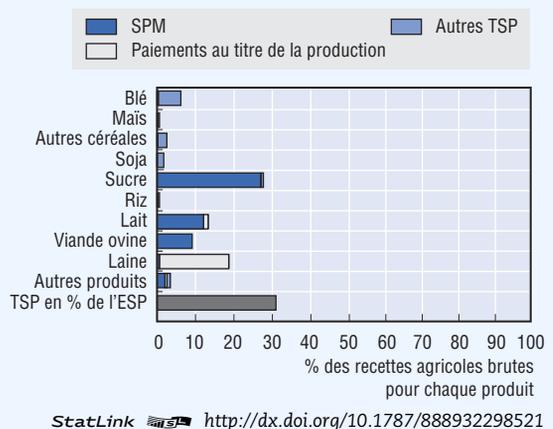
La loi de 2008 sur l'alimentation, la conservation et l'énergie (*Food, Conservation and Energy Act*) constitue le socle de la politique agricole pour la période 2008-12. Elle reprend la plupart des mesures traditionnelles de soutien à l'agriculture, mais introduit aussi des modalités différentes pour les principales grandes cultures et des changements pour le système d'indemnisation des calamités agricoles. La loi américaine sur la reprise et le réinvestissement (*American Recovery and Reinvestment Act*), adoptée en février 2009, prévoit entre autres un financement supplémentaire pour l'aide alimentaire intérieure, des prêts et des garanties de prêts, ainsi qu'une assistance technique pour faciliter la relance économique dans les zones rurales.

- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) est passé de 8 % en 2008 à 10 % en 2009, en réaction à la forte augmentation du SPM pour le lait. Dans une perspective à plus long terme, l'ESP en pourcentage a reculé, passant de 22 % en 1986-88 à 9 % en 2007-09, ce qui représente moins de la moitié de la moyenne des pays de l'OCDE.
- La part dans l'ESP des mesures les plus créatrices de distorsions (soutien au titre de la production des produits de base et de l'utilisation d'intrants variables non assortie de contraintes) a baissé, passant de 52 % en 1986-88 à 31 % en 2007-09, tandis que la part du soutien qui fausse le moins la production et les échanges (paiements non assortis d'exigences de production) a été multipliée par dix, atteignant 30 % en 2007-09.
- Les prix à la production dépassaient les prix mondiaux de 13 % en 1986-88 et seulement de 2 % en 2007-09 (CNP).
- La part des transferts aux producteurs au titre d'un seul produit est passée de 71 % de l'ESP en 1986-88 à 31 % en 2007-09. Environ 44 % de ce soutien est accordé au secteur laitier, 10 % à celui du coton et 6 % à celui du sucre.
- Même si les prix intérieurs étaient en moyenne égaux aux prix mondiaux en 2009, l'ESC en pourcentage constituait une subvention implicite de 10 % en 2007-09, en partie du fait de l'aide à la consommation alimentaire (comme les bons d'alimentation), alors qu'il équivalait à une taxe implicite de 3 % en 1986-88.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture est passé de 27 % du soutien total en 1986-88 à 45 % en 2007-09. Le soutien total à l'agriculture représente 0,8 % du PIB, alors qu'il atteignait 1 % en 1986-88.

Graphique 2.23. États-Unis : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2009



Graphique 2.24. États-Unis : TSP aux producteurs par produit, 2007-09



Globalement, la loi agricole de 2008 ne va guère dans le sens de l'orientation par le marché. Tout en conservant les programmes de soutien aux productions végétales inscrits dans la loi agricole de 2002, elle introduit des moyens supplémentaires de soutien lié aux produits de base – notamment des possibilités accrues d'aide aux secteurs laitier et du sucre. La forte augmentation du soutien des prix du marché pour le secteur laitier, notamment l'utilisation de subventions à l'exportation, exacerbe les distorsions du marché dans le secteur.

Tableau 2.12. États-Unis : Estimation du soutien à l'agriculture

Millions USD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	143 469	304 629	311 268	315 597	287 022
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	72	72	73	72	71
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	132 032	261 342	269 181	270 298	244 547
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	36 219	30 281	33 203	27 043	30 598
Soutien au titre de la production des produits de base	15 996	6 998	13 423	1 921	5 650
<i>Soutien des prix du marché</i>	13 077	6 159	13 046	780	4 650
<i>Paielements au titre de la production</i>	2 919	839	377	1 141	1 000
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	7 061	9 147	8 948	9 165	9 328
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	3 697	3 087	3 152	3 092	3 018
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	739	415	386	467	393
<i>Formation de capital fixe</i>	1 233	1 238	1 123	1 213	1 378
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	1 233	1 218	1 105	1 193	1 355
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	2 131	4 821	4 672	4 861	4 931
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	349	1 059	956	1 092	1 130
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	12 231	5 134	2 811	6 608	5 983
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	912	1 311	1 203	1 377	1 352
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	11 319	3 823	1 608	5 230	4 630
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	2 565	3 773	1 535	5 163	4 621
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	338	6 583	5 683	6 996	7 069
<i>Taux variables</i>	0	961	771	1 220	893
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	961	771	1 220	893
<i>Taux fixes</i>	338	5 621	4 913	5 776	6 176
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	4 667	3 957	4 821	5 222
Paielements selon des critères non liés à des produits de base	592	2 420	2 338	2 352	2 569
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	592	2 316	2 295	2 219	2 434
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	104	43	134	135
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	22	9	10	8	10
CNP des producteurs	1.13	1.02	1.05	1.01	1.02
CNS aux producteurs	1.28	1.10	1.11	1.09	1.11
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	17 197	49 229	41 659	46 045	59 984
Recherche et développement	1 131	2 311	2 331	2 356	2 245
Établissements d'enseignement agricole	0	1	1	1	1
Services d'inspection	384	941	866	953	1 004
Infrastructures	3 937	5 529	4 160	6 183	6 245
Commercialisation et promotion	10 645	38 257	32 064	34 389	48 318
Stockage public	0	38	85	9	20
Divers	1 100	2 153	2 152	2 154	2 151
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	27.1	45.1	41.2	45.2	48.2
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3 794	22 644	12 172	27 129	28 631
Transferts des consommateurs aux producteurs	-12 746	-6 078	-12 847	-780	-4 608
Autres transferts des consommateurs	-1 432	-956	-1 167	-970	-731
Transferts des contribuables aux consommateurs	10 089	29 679	26 186	28 880	33 971
Surcoût de l'alimentation animale	294	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-3	10	5	11	14
CNP des consommateurs	1.12	1.03	1.05	1.01	1.02
CNS aux consommateurs	1.03	0.91	0.95	0.90	0.88
Estimation du soutien total (EST)	63 505	109 190	101 047	101 968	124 554
Transferts des consommateurs	14 177	7 035	14 014	1 751	5 340
Transferts des contribuables	50 759	103 111	88 200	101 188	119 945
Recettes budgétaires	-1 432	-956	-1 167	-970	-731
EST en pourcentage du PIB (%)	1.33	0.77	0.72	0.71	0.87
Déflateur du PIB 1986-88 = 100	100	167	164	167	169

p : provisoire. CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour les États-Unis sont : le blé, le maïs, les autres céréales, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le coton, le lait, la viande bovine, la viande ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298882>

ANNEXE 2.A

L'essentiel pour certains pays candidats à l'adhésion

Cette annexe fournit l'information de base sur le soutien à l'agriculture au **Chili*** et en **Israël**, qui vont probablement devenir membres de l'OCDE en 2010. L'information se fonde sur des examens approfondis des politiques agricoles (Chili, 2008 et Israël 2010) et sur les *Politiques agricoles des économies émergentes 2009 : Suivi et évaluation* (Chili). L'**Estonie** et la **Slovénie**, les deux autres pays membres potentiels de l'OCDE, sont déjà pris en compte (avec les autres pays de l'Union européenne non membres de l'OCDE) dans l'estimation du soutien accordé à l'Union européenne. La **Russie** n'est pas représentée, car il est improbable que ce pays devienne membre de l'OCDE en 2010.

* Le Chili est membre de l'OCDE depuis le 7 mai 2010.

Chili

Contexte

Au cours des dix dernières années, la contribution du secteur agricole au PIB est demeurée constante à environ 4 %. Sa contribution à l'emploi a diminué, passant de 19 % en 1990 à 12 % en 2007, mais elle reste néanmoins élevée par rapport à sa part dans la valeur ajoutée, ce qui donne à penser que la productivité du travail dans l'ensemble du secteur agricole est relativement basse. L'agriculture chilienne présente une dualité caractérisée par un secteur commercial développé coexistant avec un grand nombre d'exploitations pratiquant l'agriculture de subsistance. Pour ce qui est de la production agricole, le secteur de l'élevage a connu une croissance plus rapide que celui de la production végétale, à mesure que de nouvelles activités exportatrices se sont développées dans les secteurs de la viande porcine et de la volaille. La croissance des exportations agroalimentaires a été bien plus rapide que celle des importations, d'où un excédent net de plus de 7.8 milliards USD en 2007.

Tableau 2.A.1. Chili : Principaux indicateurs économiques et agricoles, 2005-07

	2005	2006	2007
Principaux indicateurs économiques			
PIB (milliards USD)	116	146	164
Croissance du PIB (%)	6.3	4.3	5.1
PIB par habitant, PPA (USD)	12 173	12 997	13 885
Inflation (moyenne annuelle, %)	3.1	3.4	4.4
Taux de change (moyenne annuelle, monnaie locale pour 1 USD)	559.8	530.3	522.5
Population (millions)	16	16	17
Population des zones rurales (%)	13.2	13.2	13.1
Part dans le PIB (%)			
Agriculture	3.8	3.9	3.8
Industrie	39.6	44.5	44.5
Services	56.6	51.6	51.7
Part dans l'emploi (%)			
Agriculture	13.3	12.6	12.0
Industrie	23.3	23.7	23.8
Services	63.4	63.7	64.2
Part moyenne du revenu consacrée à l'alimentation (%)	n.d.	n.d.	22.1
Principaux indicateurs agricoles			
Exportations agroalimentaires (% des exportations totales)	20.0	15.9	12.0
Importations agroalimentaires (% des importations totales)	6.7	7.2	7.0
Balance commerciale agroalimentaire (millions USD)	5 728	6 359	7 840
PAB (% de variation par rapport à l'année précédente)	5.5	-1.4	-0.1
Production totale de céréales (millions de tonnes)	3.9	3.5	3.0
Production totale de viande (millions de tonnes)	1.2	1.3	1.4
Ressources naturelles et structure des exploitations			
Taille moyenne des exploitations ¹ (ha)	n.d.	n.d.	121.0
Terres agricoles ¹ (millions ha)	n.d.	n.d.	36.4
Terres arables par habitant (ha)	n.d.	n.d.	0.2
Terres ensemencées (millions ha)	n.d.	n.d.	2.7

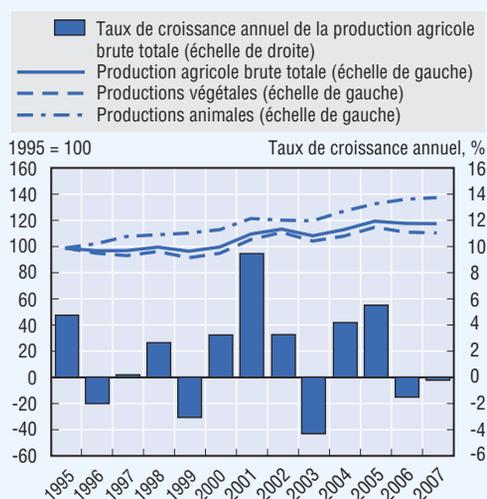
n.d. : non disponible.

1. Inclut les terres agricoles, les terres sylvicoles, les forêts naturelles et les fourrés, les terres en jachère, ainsi que les sols stériles et non exploitables.

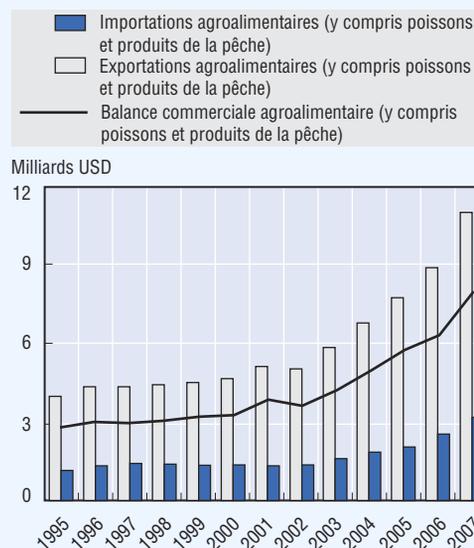
Sources : Banque centrale du Chili, 2008 ; FAO, Base de données FAOSTAT, 2008 ; FMI, Statistiques financières internationales, 2008 ; INE, 2008 ; ODEPA, 2008 ; Nations Unies, Base de données Comtrade, 2008 ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2008.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932298901>

Graphique 2.A.1. Chili : Évolution et variations annuelles de la production agricole, 1995-2007



Graphique 2.A.2. Chili : Échanges agroalimentaires, 1995-2007



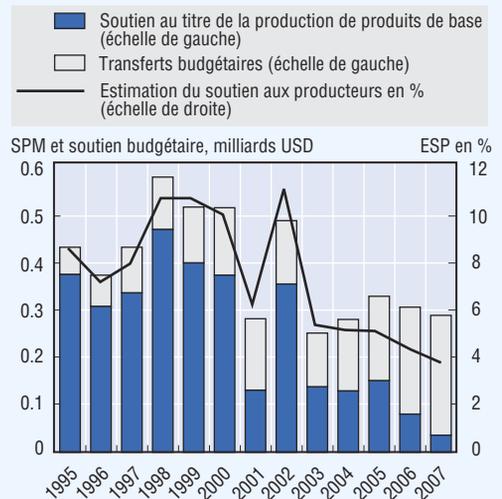
Évolutions des politiques

Les évolutions de la politique agricole du Chili témoignent de la volonté du gouvernement d'ouvrir les marchés, et sont caractérisées par de faibles niveaux de soutien des prix du marché. Les politiques visent de plus en plus à aider les agriculteurs les plus pauvres et les moins compétitifs, ainsi qu'à protéger l'environnement et les ressources naturelles du pays, grâce à l'offre de services d'intérêt général et à la mise en œuvre de politiques extrêmement ciblées.

- Le soutien aux producteurs, mesuré par l'ESP en pourcentage, a reculé, passant de 8 % en 1995-97 à 4 % en 2005-07. Depuis 1995, le niveau de soutien est nettement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE, qui s'élevait à 26 % en 2005-07.
- Le soutien au titre de la production des produits de base prend exclusivement la forme d'un soutien des prix du marché (SPM), puisque les paiements au titre de la production sont inexistant. La part du SPM dans l'ESP a diminué, passant de 86 % en 1995-97 à 30 % en 2005-07. Toutefois, au cours de la même période, le soutien au titre de l'utilisation d'intrants variables est passé de 4 % de l'ESP à 14 %.
- Les prix perçus par les agriculteurs étaient seulement supérieurs de 1 % en moyenne à ceux observés sur le marché mondial en 2005-07, comme le montre le coefficient nominal de protection (CNP) des producteurs. En revanche, les prix perçus par les agriculteurs chiliens étaient supérieurs de 7 % en moyenne en 1995-97.
- La part dans l'ESP des transferts au titre d'un seul produit (TSP) a représenté 29 % en 2005-07. Les TSP les plus élevés ont été pour le sucre et le blé, dont les parts se sont respectivement élevées à 15 % et 6 %.
- Le coût imposé aux consommateurs (ESC en pourcentage) a diminué de moitié, puisque la taxe implicite est passée de 8 % en 1995-97 à 3 % en 2005-07.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture (mesuré par l'ESSG) représente une part croissante de l'estimation du soutien total (EST), passant de 16.5 % en 1995-97 à 37 % en 2005-07.
- La part du soutien total à l'agriculture dans le PIB (EST en pourcentage) a reculé avec le temps, passant de 0.64 % en 1995-97 à 0.31 % en 2005-07, ce qui représente environ un quart de la moyenne des pays de l'OCDE (0.97 %).

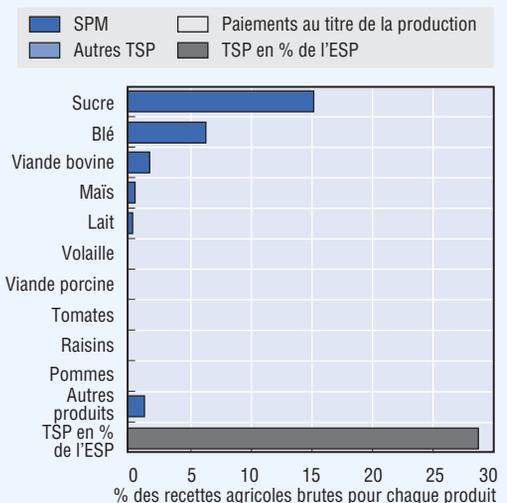
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2008.

Graphique 2.A.3. Chili : Évolution du niveau et de la composition de l'ESP



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932297704>

Graphique 2.A.4. Chili : TSP aux producteurs par produit, 2005-07



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932297723>
Note : Il n'y a pas de paiements au titre de la production.

Tableau 2.A.2. Chili : Estimations du soutien à l'agriculture

Millions CLP

	1995-97	2005-07	2005	2006	2007
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	2 098 835	3 597 365	3 527 278	3 549 379	3 715 438
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	65	66	62	65	70
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	2 081 205	3 800 322	3 710 845	3 719 737	3 970 384
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	165 799	161 788	179 243	157 112	149 008
Soutien au titre de la production des produits de base	135 731	48 158	82 003	43 170	19 300
<i>Soutien des prix du marché</i>	135 731	48 158	82 003	43 170	19 300
<i>Paievements au titre de la production</i>	0	0	0	0	0
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	25 910	111 257	95 804	110 123	127 844
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	6 697	22 416	17 935	22 060	27 252
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Formation de capital fixe</i>	9 825	58 499	54 615	58 078	62 804
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	9 389	30 343	23 254	29 985	37 788
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	4 158	2 373	1 436	3 819	1 863
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	0	0	0	0	0
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	0	2 314	1 436	3 643	1 863
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	2 314	1 436	3 643	1 863
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0	0	0
<i>Taux variables</i>	0	0	0	0	0
<i>Taux fixes</i>	0	0	0	0	0
Paievements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	0	0	0	0	0
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	0	0	0	0
Paievements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	8	4	5	4	4
CNP des producteurs	1.07	1.01	1.02	1.01	1.01
CNS aux producteurs	1.08	1.05	1.05	1.04	1.04
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	32 672	77 806	68 643	75 938	88 836
Recherche et développement	8 723	17 733	15 164	17 396	20 638
Établissements d'enseignement agricole	362	749	771	654	822
Services d'inspection	400	9 003	7 126	8 588	11 294
Infrastructures	20 888	42 644	38 105	41 523	48 306
Commercialisation et promotion	2 078	7 240	7 015	7 226	7 478
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	220	437	461	552	298
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	16.5	32.5	27.7	32.6	37.4
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-165 715	-97 175	-176 895	-69 457	-45 172
Transferts des consommateurs aux producteurs	-136 817	-48 019	-82 003	-43 170	-18 885
Autres transferts des consommateurs	-30 565	-50 129	-94 892	-28 866	-26 629
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	1 667	974	0	2 579	342
ESC en pourcentage	-8	-3	-5	-2	-1
CNP des consommateurs	1.09	1.03	1.05	1.02	1.01
CNS aux consommateurs	1.09	1.03	1.05	1.02	1.01
Estimation du soutien total (EST)	198 471	239 593	247 886	233 050	237 844
Transferts des consommateurs	167 382	98 148	176 895	72 036	45 514
Transferts des contribuables	61 654	191 574	165 883	189 881	218 958
Recettes budgétaires	-30 565	-50 129	-94 892	-28 866	-26 629
EST en pourcentage du PIB (%)	0.63	0.31	0.37	0.30	0.28
Déflateur du PIB (1995-97=100)	100	166	150	169	177

CNP : Coefficient Nominal de Protection. CNS : Coefficient Nominal de Soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour le Chili sont : le blé, le maïs, les pommes, les raisins, le sucre, les tomates, le lait, la viande bovine, la viande porcine et la volaille.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2008.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298920>

Israël

Contexte

L'importance relative de l'agriculture dans l'économie israélienne a diminué ces vingt dernières années, avec une part dans l'emploi total et dans le produit intérieur chutant à 2-3 % environ. Pourtant, elle représente plus de 50 % de la consommation d'eau annuelle, et l'utilisation des ressources en eau constitue la principale préoccupation environnementale pour le secteur. Israël se distingue des autres pays développés dans le sens où les ressources foncières et en eau appartiennent pratiquement toutes à l'État. Les communautés coopératives, principalement les *kibboutz* et les *mochav*, dominent la production agricole, puisqu'elles en représentent environ 80 %. L'augmentation de la productivité du travail a grandement contribué au quasi-doublement de la productivité totale des facteurs en agriculture en 1990-2008, soit une progression bien plus forte que dans tout autre secteur de l'économie israélienne. Le secteur agroalimentaire est fortement intégré aux marchés internationaux et se caractérise par des exportations de fruits et légumes essentiellement, et des importations de céréales et de graines oléagineuses, dont la culture exige de vastes superficies, ainsi que de certains autres produits de base comme la viande bovine et le sucre. Le déficit commercial pour les produits agroalimentaires a eu tendance à se creuser ces dernières années.

Tableau 2.A.3. Israël : Principaux indicateurs économiques et agricoles, 2006-08

	2006	2007	2008
Principaux indicateurs économiques			
PIB (millions USD)	143 785	163 957	199 047
Croissance du PIB (%)	5.2	5.3	4.1
PIB par habitant, PPA (USD)	24 756	26 315	27 548
Inflation (moyenne annuelle, %)	-0.1	3.4	5.0
Taux de change (moyenne annuelle, monnaie locale pour 1 USD)	4.5	4.1	3.6
Population (millions)	7.1	7.2	7.4
Population des zones rurales (%)	8.4	8.4	8.3
Part dans le Produit Intérieur Net ¹ (%)			
Agriculture	1.8	1.7	1.7
Industrie	21.0	21.6	24.4
Services	77.1	76.6	73.9
Part dans l'emploi ² (%)			
Agriculture	1.8	1.6	1.7
Industrie	21.7	22.1	21.9
Services	76.4	76.2	76.3
Part moyenne du revenu consacrée à l'alimentation (%)	16.6	16.9	n.a
Principaux indicateurs agricoles			
Exportations agroalimentaires (% des exportations totales)	3.8	3.4	3.5
Importations agroalimentaires (% des importations totales)	6.0	6.2	6.9
Balance commerciale agroalimentaire (millions USD)	-1 077	-1 640	-2 384
PAB (% de variation par rapport à l'année précédente)	1.1	2.9	-7.4
Production totale de céréales (milliers de tonnes)	245.1	283.5	203.9
Production totale de viande (milliers de tonnes)	648.9	662.4	686.4
Ressources naturelles et structure des exploitations			
Taille moyenne des exploitations (ha)	n.a	n.a	n.a
Terres agricoles ¹ (milliers ha)	285.1	293.2	290.0
Terres arables par habitant (ha)	0.04	0.04	0.04
Terres ensemencées (milliers ha)	213.2	215.8	210.7

Note : Les données statistiques sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

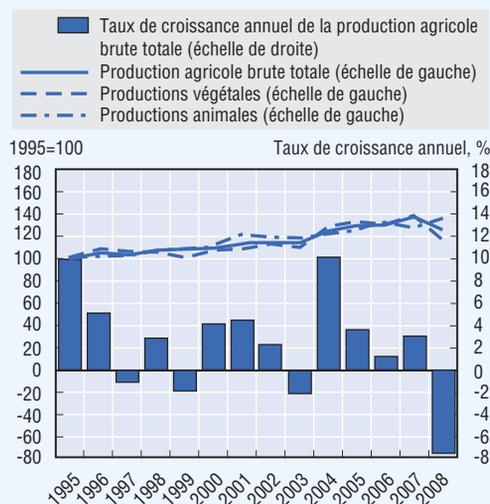
1. Le Produit intérieur net aux prix de base est égal au PIB aux prix du marché après déduction de la consommation de capital fixe et des taxes nettes sur les produits.

2. Les données ne comprennent pas la main-d'œuvre étrangère.

Source : CBS, Statistical Abstract of Israel, 2009 ; FAO, Base de données FAOSTAT, 2010 ; Nations Unies, Base de données Comtrade, 2009 ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2010.

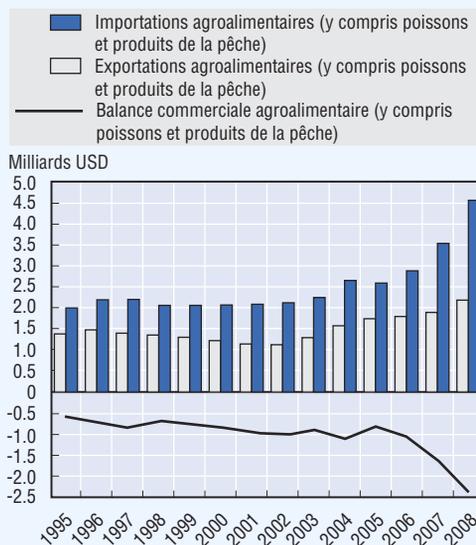
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298939>

Graphique 2.A.5. Israël : Évolution et variations annuelles de la production agricole, 1995-2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298540>

Graphique 2.A.6. Israël : Échanges agroalimentaires, 1995-2008



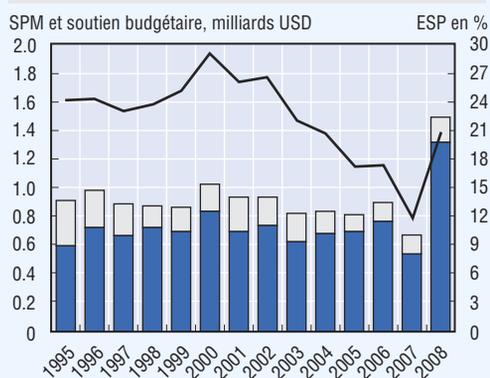
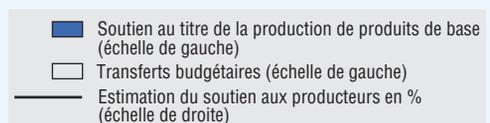
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298559>

Évolution des politiques

Depuis la fin des années 80, Israël supprime progressivement les politiques fondées sur l'octroi de subventions, la planification centralisée des filières agricoles, l'attribution de quotas de production, le contrôle des prix et la protection à l'importation. Mais les pouvoirs publics continuent d'intervenir dans la répartition des facteurs de production essentiels : la terre, l'eau et la main-d'œuvre étrangère. Les producteurs agricoles sont protégés (mais les consommateurs taxés) par les droits de douane élevés qui frappent la majorité des produits agroalimentaires importés. L'eau et les investissements continuent d'être subventionnés. Bien que certains secteurs, comme ceux du lait et des œufs, fassent l'objet de réformes spécifiques, ils continuent de bénéficier de prix minimums garantis et de quotas.

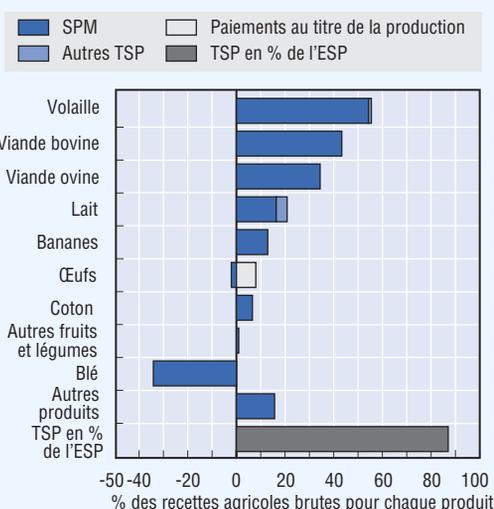
- Le soutien aux producteurs (mesuré par l'ESP en pourcentage) a reculé, passant de 24 % en 1995-97 à 17 % en 2006-08, ce qui témoigne de la baisse du soutien budgétaire et du SPM, en partie due à l'augmentation des prix mondiaux en 2006-08, qui a réduit l'écart entre les prix intérieurs et mondiaux. Le niveau de soutien est légèrement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE, qui s'élevait à 23 % en 2006-08.
- La hausse du soutien en 2008 était due à une forte augmentation du SMP, qui a doublé en raison de l'appréciation de la devise locale et d'une importante hausse de certains prix à la production réglementés par le gouvernement, en particulier celui du lait.
- Les formes de soutien les plus créatrices de distorsions (soutien au titre de la production des produits de base et de l'utilisation d'intrants variables) dominent, avec une part dans l'ESP totale en légère augmentation, passant de 94 % en 1995-97 à 96 % en 2006-08.
- Les prix perçus par les agriculteurs étaient en moyenne supérieurs de 16 % à ceux observés sur les marchés mondiaux en 2006-08, contre 25 % en 1995-97 (CNP). Les recettes agricoles étaient 20 % plus élevées qu'elles ne l'auraient été aux prix mondiaux, contre 31 % en 1995-97 (CNS).
- La part des transferts au titre d'un seul produit (TSP) dans les recettes agricoles brutes par produit est la plus élevée pour les viandes de volaille, bovine et ovine, et le lait. La part des TSP dans l'ESP totale était élevée et atteignait 87 % en 2006-08.
- D'après l'ESC en pourcentage, la taxe implicite supportée par les consommateurs a reculé, passant de 29 % en 1995-97 à 18 % en 2006-08.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture (mesuré par l'ESSG) a augmenté en terme nominal, mais en part de l'estimation du soutien total (EST), il s'élevait seulement à 11 % en 2006-08, contre une moyenne de 21 % pour les pays de l'OCDE.
- L'EST, exprimée en pourcentage du PIB, est passée de 1.0 % en 1995-97 à 0.7 % en 2006-08, contre une moyenne de 0.9 % dans les pays de l'OCDE en 2006-08. Cela montre que le coût du soutien à l'agriculture pour l'ensemble de l'économie est relativement faible en Israël.

Graphique 2.A.7. Israël : Évolution du niveau et de la composition de l'ESP



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932298578>

Graphique 2.A.8. Israël : TSP aux producteurs par produit, 2006-08



Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2009.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932298597>

Tableau 2.A.4. Israël : Estimations du soutien à l'agriculture

Millions ILS

	1995-97	2006-08	2006	2007	2008p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	11 651	23 859	22 419	24 049	25 109
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	72	77	76	77	80
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	9 263	16 766	15 904	16 010	18 384
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	2 997	4 123	4 043	2 928	5 398
Soutien au titre de la production des produits de base	2 177	3 514	3 485	2 278	4 779
<i>Soutien des prix du marché</i>	2 112	3 459	3 437	2 229	4 713
<i>Paiements au titre de la production</i>	65	55	48	49	67
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	660	431	425	526	341
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	457	211	179	301	153
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Formation de capital fixe</i>	154	155	169	172	125
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	48	65	77	54	62
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	102	142	93	93	240
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	97	121	74	75	213
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	2	14	12	12	18
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	56	32	28	30	37
<i>Taux variables</i>	0	32	28	30	37
<i>Avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
<i>Taux fixes</i>	56	0	0	0	0
<i>Avec exceptions concernant les produits</i>	0	0	0	0	0
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	0	0	0	0	0
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	0	0	0	0
Paiements divers	2	4	11	0	0
ESP en pourcentage	24	17	18	12	21
CNP des producteurs	1.25	1.16	1.19	1.10	1.19
CNS aux producteurs	1.31	1.20	1.21	1.13	1.26
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	418	607	547	633	641
Recherche et développement	152	210	198	211	221
Établissements d'enseignement agricole	3	2	2	1	2
Services d'inspection	56	87	87	87	88
Infrastructures	40	265	215	295	285
Commercialisation et promotion	59	3	2	4	4
Stockage public	108	40	43	35	42
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	12.3	12.8	11.9	17.8	10.6
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-2 708	-3 075	-3 897	-2 068	-3 260
Transferts des consommateurs aux producteurs	-2 268	-3 008	-3 367	-1 904	-3 753
Autres transferts des consommateurs	-460	-39	-540	-142	565
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	20	-28	10	-22	-72
ESC en pourcentage	-29	-18	-25	-13	-18
CNP des consommateurs	1.41	1.23	1.33	1.15	1.21
CNS aux consommateurs	1.41	1.23	1.32	1.15	1.22
Estimation du soutien total (EST)	3 416	4 730	4 590	3 561	6 039
Transferts des consommateurs	2 727	3 047	3 907	2 046	3 187
Transferts des contribuables	1 148	1 722	1 223	1 657	2 287
Recettes budgétaires	-460	-39	-540	-142	565
EST en pourcentage du PIB (%)	1.03	0.70	0.72	0.53	0.85
Déflateur du PIB (1995-97=100)	100	136	136	136	136

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. S (superficie cultivée) / Na (nombre d'animaux) / Rec (recettes) / Rev (revenus).

Le soutien du prix du marché s'entend net des prélèvements à la production et du surcoût de l'alimentation animale. Les produits SPM pour l'Israël sont : le blé, le coton, les arachides, les tomates, les poivrons, les pommes de terre, les avocats, les bananes, les oranges, les pamplemousses, les raisins, les pommes, le lait, la viande bovine, la viande ovine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP/ESC, 2009.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298958>

Chapitre 3

Tableaux récapitulatifs des estimations du soutien aux pays de l'OCDE

Tableau 3.1. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par pays

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Australie	Millions USD	1 447	1 426	1 802	1 550	927
	Millions EUR	1 321	1 015	1 316	1 060	667
	ESP en pourcentage	10	4	5	4	3
	CNP des producteurs	1.08	1.00	1.00	1.00	1.00
	CNS aux producteurs	1.11	1.04	1.05	1.04	1.03
Canada	Millions USD	6 158	6 809	7 163	5 469	7 794
	Millions EUR	5 612	4 861	5 233	3 741	5 610
	ESP en pourcentage	36	17	19	13	20
	CNP des producteurs	1.41	1.11	1.11	1.08	1.15
	CNS aux producteurs	1.58	1.21	1.23	1.15	1.25
Union européenne¹	Millions USD	97 318	128 255	128 256	135 668	120 840
	Millions EUR	88 005	91 155	93 689	92 795	86 980
	ESP en pourcentage	39	23	24	22	24
	CNP des producteurs	1.71	1.09	1.12	1.08	1.08
	CNS aux producteurs	1.65	1.30	1.32	1.29	1.31
Islande	Millions USD	193	179	239	183	115
	Millions EUR	174	128	175	125	83
	ESP en pourcentage	77	53	58	53	48
	CNP des producteurs	4.22	1.84	2.09	1.79	1.63
	CNS aux producteurs	4.34	2.14	2.36	2.15	1.92
Japon	Millions USD	49 754	41 426	35 995	41 790	46 492
	Millions EUR	45 110	29 447	26 294	28 584	33 465
	ESP en pourcentage	64	47	46	48	48
	CNP des producteurs	2.65	1.79	1.77	1.80	1.80
	CNS aux producteurs	2.78	1.90	1.87	1.91	1.92
Corée	Millions USD	11 679	19 274	23 199	17 106	17 518
	Millions EUR	10 482	13 752	16 946	11 700	12 609
	ESP en pourcentage	68	52	58	46	52
	CNP des producteurs	3.10	1.99	2.25	1.75	1.98
	CNS aux producteurs	3.14	2.11	2.40	1.86	2.07
Mexique²	Millions USD	8 437	6 086	6 119	6 320	5 821
	Millions EUR	6 867	4 327	4 470	4 323	4 190
	ESP en pourcentage	28	12	13	12	13
	CNP des producteurs	1.34	1.04	1.05	1.03	1.05
	CNS aux producteurs	1.40	1.14	1.15	1.14	1.14
Nouvelle-Zélande	Millions USD	432	67	97	69	34
	Millions EUR	413	48	71	47	25
	ESP en pourcentage	10	1	1	1	0
	CNP des producteurs	1.02	1.00	1.01	1.00	1.00
	CNS aux producteurs	1.12	1.01	1.01	1.01	1.00
Norvège	Millions USD	2 787	3 483	3 087	3 650	3 711
	Millions EUR	2 518	2 475	2 255	2 497	2 671
	ESP en pourcentage	70	61	57	60	66
	CNP des producteurs	4.03	1.89	1.68	1.83	2.18
	CNS aux producteurs	3.33	2.60	2.32	2.52	2.97
Suisse	Millions USD	5 325	5 545	4 627	5 800	6 209
	Millions EUR	4 800	3 938	3 380	3 967	4 469
	ESP en pourcentage	76	58	54	57	63
	CNP des producteurs	4.57	1.71	1.56	1.70	1.86
	CNS aux producteurs	4.20	2.40	2.19	2.31	2.69

Tableau 3.1. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par pays (suite)

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Turquie	Millions USD	3 909	22 329	18 511	25 874	22 603
	Millions EUR	3 523	15 829	13 522	17 697	16 269
	ESP en pourcentage	20	34	30	36	37
	CNP des producteurs	1.21	1.38	1.23	1.51	1.40
	CNS aux producteurs	1.25	1.52	1.42	1.56	1.58
États-Unis	Millions USD	36 219	30 281	33 203	27 043	30 598
	Millions EUR	33 118	21 592	24 254	18 497	22 025
	ESP en pourcentage	22	9	10	8	10
	CNP des producteurs	1.13	1.02	1.05	1.01	1.02
	CNS aux producteurs	1.28	1.10	1.11	1.09	1.11
OCDE³	Millions USD	238 665	256 764	255 720	262 049	252 522
	Millions EUR	216 540	182 601	186 800	179 237	181 765
	Percentage PSE	37	22	22	21	22
	Producer NPC	1.49	1.13	1.14	1.12	1.13
	Producer NAC	1.59	1.28	1.28	1.26	1.29

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; EU27 à partir de 2007.
2. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.
3. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298977>

Tableau 3.2. OCDE : Estimation du soutien aux consommateurs par pays

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Australie	Millions USD	- 699	- 208	- 207	- 214	- 204
	Millions EUR	- 631	- 148	- 152	- 146	- 147
	ESC en pourcentage	- 13	- 1	- 1	- 1	- 1
	CNP des consommateurs	1.13	1.00	1.00	1.00	1.00
	CNS aux consommateurs	1.15	1.01	1.01	1.01	1.01
Canada	Millions USD	- 2 988	- 4 059	- 3 970	- 3 123	- 5 084
	Millions EUR	- 2 701	- 2 899	- 2 900	- 2 136	- 3 659
	ESC en pourcentage	- 26	- 16	- 15	- 12	- 21
	CNP des consommateurs	1.39	1.19	1.18	1.13	1.27
	CNS aux consommateurs	1.35	1.19	1.18	1.13	1.27
Union européenne¹	Millions USD	- 72 556	- 34 606	- 41 135	- 34 965	- 27 719
	Millions EUR	- 65 589	- 24 639	- 30 049	- 23 916	- 19 952
	ESC en pourcentage	-36	-8	-10	-8	-7
	CNP des consommateurs	1.70	1.10	1.12	1.09	1.08
	CNS aux consommateurs	1.56	1.09	1.11	1.08	1.08
Islande	Millions USD	-112	-69	-109	-64	-34
	Millions EUR	-102	-49	-80	-44	-25
	ESC en pourcentage	-70	-32	-42	-32	-24
	CNP des consommateurs	4.44	1.53	1.75	1.49	1.34
	CNS aux consommateurs	3.50	1.50	1.72	1.47	1.31
Japon	Millions USD	- 61 282	- 47 395	- 41 206	- 46 817	- 54 164
	Millions EUR	- 55 381	- 33 703	- 30 100	- 32 022	- 38 987
	ESC en pourcentage	-62	-41	-40	-42	-42
	CNP des consommateurs	2.66	1.70	1.67	1.71	1.71
	CNS aux consommateurs	2.65	1.70	1.66	1.71	1.71
Corée	Millions USD	- 11 385	- 20 994	- 25 958	- 17 655	- 19 367
	Millions EUR	- 10 232	- 14 993	- 18 962	- 12 076	- 13 940
	ESC en pourcentage	-64	-46	-51	-40	-46
	CNP des consommateurs	2.76	1.86	2.04	1.68	1.87
	CNS aux consommateurs	2.75	1.86	2.03	1.68	1.87
Mexique²	Millions USD	- 6 298	- 1 515	- 1 865	- 921	- 1 760
	Millions EUR	- 5 126	- 1 086	- 1 363	- 630	- 1 267
	ESC en pourcentage	-24	-3	-4	-2	-4
	CNP des consommateurs	1.38	1.04	1.05	1.03	1.05
	CNS aux consommateurs	1.32	1.03	1.04	1.02	1.04
Nouvelle-Zélande	Millions USD	- 60	- 45	- 72	- 48	- 15
	Millions EUR	- 56	- 32	- 52	- 33	- 11
	ESC en pourcentage	-6	-2	-3	-2	-1
	CNP des consommateurs	1.07	1.02	1.03	1.02	1.01
	CNS aux consommateurs	1.07	1.02	1.03	1.02	1.01
Norvège	Millions USD	- 1 320	- 1 576	- 1 293	- 1 585	- 1 851
	Millions EUR	- 1 195	- 1 120	- 945	- 1 084	- 1 332
	ESC en pourcentage	-55	-42	-36	-40	-49
	CNP des consommateurs	3.18	1.78	1.58	1.71	2.05
	CNS aux consommateurs	2.24	1.73	1.56	1.67	1.97
Suisse	Millions USD	- 4 868	- 3 151	- 2 503	- 3 506	- 3 445
	Millions EUR	- 4 382	- 2 235	- 1 828	- 2 398	- 2 480
	ESC en pourcentage	-72	-40	-36	-40	-44
	CNP des consommateurs	4.52	1.69	1.59	1.69	1.80
	CNS aux consommateurs	3.57	1.67	1.56	1.67	1.78

Tableau 3.2. OCDE : Estimation du soutien aux consommateurs par pays (suite)

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Turquie	Millions USD	- 2 872	- 15 205	- 9 558	- 21 279	- 14 778
	Millions EUR	- 2 589	- 10 725	- 6 982	- 14 555	- 10 638
	ESC en pourcentage	-19	-26	-18	-35	-27
	CNP des consommateurs	1.25	1.38	1.23	1.54	1.37
	CNS aux consommateurs	1.23	1.37	1.22	1.53	1.36
États-Unis	Millions USD	- 3 794	22 644	12 172	27 129	28 631
	Millions EUR	- 3 494	16 019	8 891	18 556	20 609
	ESC en pourcentage	-3	10	5	11	14
	CNP des consommateurs	1.12	1.03	1.05	1.01	1.02
	CNS aux consommateurs	1.03	0.91	0.95	0.90	0.88
OCDE³	Millions USD	- 159 578	- 104 654	- 115 263	- 101 344	- 97 354
	Millions EUR	- 144 420	- 74 530	- 84 198	- 69 318	- 70 075
	ESC en pourcentage	-30	-11	-12	-10	-11
	CNP des consommateurs	1.52	1.16	1.17	1.15	1.16
	CNS aux consommateurs	1.42	1.12	1.14	1.11	1.12

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; EU27 à partir de 2007.

2. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.

3. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932298996>

Tableau 3.3. OCDE : Estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Australie	Millions USD	95	794	1 012	728	642
	Millions EUR	86	566	739	498	462
	En pourcentage de l'EST	7	39	39	35	47
Canada	Millions USD	1 464	2 556	2 721	2 666	2 282
	Millions EUR	1 328	1 818	1 988	1 824	1 642
	En pourcentage de l'EST	19	27	28	33	23
Union européenne¹	Millions USD	9 187	17 448	16 138	19 936	16 269
	Millions EUR	8 273	12 378	11 788	13 636	11 711
	En pourcentage de l'EST	8	12	11	13	12
Islande	Millions USD	18	12	15	11	8
	Millions EUR	16	8	11	8	6
	En pourcentage de l'EST	7	6	6	6	7
Japon	Millions USD	8 775	10 433	9 992	10 956	10 350
	Millions EUR	7 889	7 414	7 299	7 494	7 450
	En pourcentage de l'EST	15	20	22	21	18
Corée	Millions USD	1 069	3 063	3 663	2 904	2 622
	Millions EUR	954	2 183	2 676	1 986	1 888
	En pourcentage de l'EST	8	14	14	14	13
Mexique²	Millions USD	1 105	1 105	982	934	763
	Millions EUR	900	900	717	639	549
	En pourcentage de l'EST	11	11	13	12	11
Nouvelle-Zélande	Millions USD	119	210	217	222	191
	Millions EUR	108	149	159	152	137
	En pourcentage de l'EST	21	76	69	76	85
Norvège	Millions USD	124	347	329	354	360
	Millions EUR	112	247	240	242	259
	En pourcentage de l'EST	4	9	9	9	9
Suisse	Millions USD	438	478	397	522	514
	Millions EUR	396	339	290	357	370
	En pourcentage de l'EST	7	8	8	8	8
Turquie	Millions USD	309	1 125	614	1 071	1 690
	Millions EUR	277	799	449	733	1 217
	En pourcentage de l'EST	8	5	3	4	7
États-Unis	Millions USD	17 197	49 229	41 659	46 045	59 984
	Millions EUR	15 712	35 034	30 431	31 494	43 177
	En pourcentage de l'EST	27	45	41	45	48
OCDE³	Millions USD	40 023	86 138	77 337	85 807	95 270
	Millions EUR	36 285	61 253	56 494	58 691	68 576
	En pourcentage de l'EST	13	23	21	23	25

p : provisoire. EST : Estimation du soutien total.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; EU27 à partir de 2007.
2. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.
3. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299015>

Tableau 3.4. **OCDE : Estimation du soutien total par pays**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Australie	Millions USD	1 451	2 019	2 611	2 072	1 372
	Millions EUR	1 329	1 437	1 907	1 417	988
	Part dans le PIB	0.7	0.2	0.3	0.2	0.1
Canada	Millions USD	7 652	9 365	9 885	8 135	10 075
	Millions EUR	6 970	6 679	7 221	5 564	7 252
	Part dans le PIB	1.8	0.7	0.7	0.5	0.8
Union européenne¹	Millions USD	111 417	147 833	146 842	157 686	138 971
	Millions EUR	100 720	105 051	107 266	107 854	100 031
	Part dans le PIB	2.6	0.9	0.9	0.9	0.8
Islande	Millions USD	257	195	259	198	126
	Millions EUR	230	139	189	136	91
	Part dans le PIB	5.0	1.2	1.3	1.2	1.0
Japon	Millions USD	58 422	51 880	46 006	52 769	56 866
	Millions EUR	52 901	36 877	33 607	36 093	40 932
	Part dans le PIB	2.4	1.1	1.1	1.1	1.1
Corée	Millions USD	12 822	22 386	26 910	20 061	20 185
	Millions EUR	11 502	15 970	19 658	13 722	14 529
	Part dans le PIB	8.8	2.4	2.6	2.2	2.4
Mexique²	Millions USD	10 395	7 481	7 640	7 847	6 956
	Millions EUR	8 458	5 318	5 581	5 367	5 007
	Part dans le PIB	2.6	0.8	0.7	0.7	0.8
Nouvelle-Zélande	Millions USD	551	277	314	291	225
	Millions EUR	521	197	229	199	162
	Part dans le PIB	1.6	0.2	0.2	0.2	0.2
Norvège	Millions USD	3 131	3 908	3 493	4 085	4 145
	Millions EUR	2 831	2 776	2 552	2 794	2 983
	Part dans le PIB	3.5	1.0	0.9	0.9	1.1
Suisse	Millions USD	6 458	6 076	5 098	6 390	6 741
	Millions EUR	5 823	4 316	3 724	4 371	4 852
	Part dans le PIB	3.8	1.3	1.2	1.3	1.4
Turquie	Millions USD	4 217	23 454	19 125	26 945	24 293
	Millions EUR	3 799	16 629	13 970	18 430	17 486
	Part dans le PIB	3.7	3.6	2.9	3.7	4.0
États-Unis	Millions USD	63 505	109 190	101 047	101 968	124 554
	Millions EUR	57 998	77 737	73 813	69 744	89 654
	Part dans le PIB	1.3	0.8	0.7	0.7	0.9
OCDE³	Millions USD	298 362	375 101	362 197	379 363	383 742
	Millions EUR	270 676	266 758	264 580	259 478	276 218
	Part dans le PIB	2.25	0.89	0.87	0.86	0.93

p : provisoire.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; EU27 à partir de 2007.
2. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.
3. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299034>

Tableau 3.5. **OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays**
En pourcentage de l'ESP

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Australie					
<i>ESP en pourcentage</i>	10	4	5	4	3
Soutien au titre de la production des produits de base	71	0	0	0	0
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	16	50	52	46	51
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	0	6	2	6	9
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	13	43	45	46	37
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	1	1	1	2
Paiements divers	0	0	0	0	0
Canada					
<i>ESP en pourcentage</i>	36	17	19	13	20
Soutien au titre de la production des produits de base	59	53	49	51	58
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	18	8	8	10	6
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	21	25	22	24	29
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	3	7	2	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	9	14	12	2
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	1	0	0	3
Paiements divers	2	1	0	1	1
Union européenne²					
<i>ESP en pourcentage</i>	39	23	24	22	24
Soutien au titre de la production des produits de base	91	30	35	29	25
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	5	14	13	14	14
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	4	18	16	18	19
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	37	34	36	40
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	2	2	3	2
Paiements divers	0	0	0	0	0
Islande					
<i>ESP en pourcentage</i>	77	53	58	53	48
Soutien au titre de la production des produits de base	93	68	75	65	65
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	7	7	6	8	8
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0	3	3	3	4
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	20	16	23	23
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	1	0	0	0	0
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	0	0	1	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
Japon					
<i>ESP en pourcentage</i>	64	47	46	48	48
Soutien au titre de la production des produits de base	93	88	89	89	88
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	4	4	4	4	3
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0	1	0	1	2
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	3	7	6	6	7
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
Corée					
<i>ESP en pourcentage</i>	68	52	58	46	52
Soutien au titre de la production des produits de base	99	90	89	88	92
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	1	4	3	5	3
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0	3	4	4	2
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	3	3	4	3
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0

Tableau 3.5. **OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays (suite)**
En pourcentage de l'ESP

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Mexique³					
<i>ESP en pourcentage</i>	28	12	13	12	13
Soutien au titre de la production des produits de base	83	30	33	23	35
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	17	46	42	53	43
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0	1	1	2	1
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	5	6	5	5
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	17	18	17	16
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
Nouvelle-Zélande					
<i>ESP en pourcentage</i>	10	1	1	1	0
Soutien au titre de la production des produits de base	19	63	78	68	42
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	48	36	22	31	55
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	12	1	0	1	1
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	21	1	0	0	2
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0	0	0
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
Norvège					
<i>ESP en pourcentage</i>	70	61	57	60	66
Soutien au titre de la production des produits de base	72	50	45	50	55
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	9	6	6	6	5
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	19	32	35	31	29
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	13	14	13	11
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0	0	0
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
Suisse					
<i>ESP en pourcentage</i>	76	58	54	57	63
Soutien au titre de la production des produits de base	83	51	45	53	54
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	7	4	4	3	3
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	7	19	20	18	19
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	2	2	1	1
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	20	23	19	18
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	2	2	2	2
Paiements divers	3	3	3	3	3
Turquie					
<i>ESP en pourcentage</i>	20	34	30	36	37
Soutien au titre de la production des produits de base	77	87	82	88	92
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	23	4	6	4	3
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0	5	6	5	5
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	3	7	3	0
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
États-Unis					
<i>ESP en pourcentage</i>	22	9	10	8	10
Soutien au titre de la production des produits de base	44	22	40	7	18
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	20	30	27	34	30
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	34	17	8	24	20
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	1	22	17	26	23
Paiements selon critères non liés à des produits de base	2	8	7	9	8
Paiements divers	0	0	0	0	0

Tableau 3.5. **OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays (suite)**
En pourcentage de l'ESP

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
OCDE⁴					
<i>ESP en pourcentage</i>	37	22	22	21	22
Soutien au titre de la production des produits de base	82	49	52	46	48
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	8	13	13	13	13
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	8	13	11	13	13
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	1	1	1	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	1	23	22	24	23
Paiements selon critères non liés à des produits de base	0	2	2	3	2
Paiements divers	0	0	0	0	0

p : provisoire.

1. S (Superficie cultivée) / Na (Nombre d'animaux) / Rec (Recettes) / Rev (Revenu).
2. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; EU27 à partir de 2007.
3. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.
4. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299053>

Tableau 3.6. **OCDE : Caractéristiques des politiques de soutien par pays**
En pourcentage de l'ESP¹

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Australie					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	0.0	48.8	57.5	53.0	35.8
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.0	1.3	0.9	1.0	2.0
Part du soutien au titre d'un seul produit	71.4	0.2	0.2	0.3	0.2
Part du soutien sans production requise	12.6	44.4	46.4	47.3	39.5
Canada					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	35.1	60.3	63.3	56.5	61.0
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.1	1.9	1.5	0.9	3.3
Part du soutien au titre d'un seul produit	71.9	65.4	58.4	66.5	71.3
Part du soutien sans production requise	2.1	11.1	14.2	12.6	6.6
Union européenne²					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	31.7	49.6	48.1	49.3	51.3
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	1.6	54.0	49.3	55.1	57.5
Part du soutien au titre d'un seul produit	93.2	33.8	38.9	32.8	29.6
Part du soutien sans production requise	0.5	39.0	35.9	39.7	41.2
Islande					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	0.0	52.3	45.7	52.9	58.4
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.0	0.4	0.1	0.7	0.3
Part du soutien au titre d'un seul produit	94.1	94.7	95.3	94.6	94.2
Part du soutien sans production requise	0.6	0.4	0.1	0.7	0.3
Japon					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	2.1	2.8	2.0	3.0	3.3
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.0	5.3	4.3	5.5	6.0
Part du soutien au titre d'un seul produit	92.7	88.6	89.4	88.7	87.7
Part du soutien sans production requise	3.1	6.6	6.4	6.3	7.1
Corée					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	0.0	3.5	3.5	4.0	3.0
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.0	0.3	0.2	0.3	0.4
Part du soutien au titre d'un seul produit	99.0	90.8	91.3	89.3	91.9
Part du soutien sans production requise	0.0	3.5	3.4	3.9	3.0
Mexique³					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	0.5	27.6	29.5	29.5	23.9
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.0	5.4	6.1	5.2	5.0
Part du soutien au titre d'un seul produit	84.4	44.5	44.4	38.9	50.2
Part du soutien sans production requise	0.0	17.2	18.4	17.5	15.7
Nouvelle-Zélande					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Part du soutien au titre d'un seul produit	19.1	62.6	77.5	68.0	42.3
Part du soutien sans production requise	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Norvège					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	32.5	24.6	22.5	24.6	26.9
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.0	10.7	12.1	10.7	9.3
Part du soutien au titre d'un seul produit	72.2	54.7	50.2	55.1	58.8
Part du soutien sans production requise	0.0	0.2	0.2	0.2	0.2

Tableau 3.6. **OCDE : Caractéristiques des politiques de soutien par pays (suite)**
En pourcentage de l'ESP

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Suisse					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	34.2	14.8	8.8	16.3	19.4
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	4.9	43.6	48.1	41.3	41.3
Part du soutien au titre d'un seul produit	85.4	51.0	45.8	53.4	53.8
Part du soutien sans production requise	2.6	25.3	28.7	24.3	22.9
Turquie					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	77.0	91.1	89.2	91.5	92.6
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Part du soutien au titre d'un seul produit	77.3	88.9	84.6	88.6	93.4
Part du soutien sans production requise	0.0	3.4	6.8	3.4	0.0
États-Unis					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	72.5	51.7	64.6	39.4	51.0
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	23.6	51.4	34.3	64.1	55.7
Part du soutien au titre d'un seul produit	71.1	30.5	42.9	23.8	24.9
Part du soutien sans production requise	2.6	30.1	24.2	34.6	31.5
OCDE⁴					
Part du soutien avec limites sur la production et les paiements	27.8	41.5	41.9	41.0	41.8
Part du soutien avec contraintes sur les intrants	4.3	33.8	30.1	36.0	35.1
Part du soutien au titre d'un seul produit	87.7	52.6	55.1	50.8	51.8
Part du soutien sans production requise	1.4	25.2	23.9	26.3	25.3

p : provisoire.

1. La somme des parts peut excéder les 100 % car un même paiement peut avoir plusieurs caractéristiques.
2. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; EU27 à partir de 2007.
3. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.
4. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299072>

Tableau 3.7. **OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général**
En pourcentage de l'ESSG

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Australie	Recherche et développement	100	65	52	67	75
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0	1	1
	Services d'inspection	0	10	7	11	11
	Infrastructures	0	24	40	20	11
	Commercialisation et promotion	0	1	1	1	1
	Stockage public	0	0	0	0	0
	Divers	0	0	0	0	0
Canada	Recherche et développement	17	16	18	14	18
	Établissements d'enseignement agricole	14	10	11	9	9
	Services d'inspection	17	32	33	31	33
	Infrastructures	23	17	17	18	15
	Commercialisation et promotion	29	25	22	28	25
	Stockage public	0	0	0	0	0
Union européenne¹	Divers	0	0	0	0	0
	Recherche et développement	13	17	17	15	18
	Établissements d'enseignement agricole	2	8	9	7	8
	Services d'inspection	2	5	5	5	6
	Infrastructures	14	39	41	42	34
	Commercialisation et promotion	19	29	25	29	32
	Stockage public	50	2	2	1	2
Islande	Divers	0	0	0	0	0
	Recherche et développement	20	12	10	13	13
	Établissements d'enseignement agricole	7	0	0	0	0
	Services d'inspection	6	33	22	35	42
	Infrastructures	13	6	5	6	5
	Commercialisation et promotion	8	17	35	9	6
	Stockage public	47	32	28	37	33
Japon	Divers	0	0	0	0	0
	Recherche et développement	4	8	8	8	9
	Établissements d'enseignement agricole	2	4	4	4	4
	Services d'inspection	1	1	1	1	1
	Infrastructures	86	82	84	82	81
	Commercialisation et promotion	2	1	0	1	1
	Stockage public	3	2	2	2	2
Corée	Divers	2	2	2	2	2
	Recherche et développement	6	23	21	25	24
	Établissements d'enseignement agricole	1	4	3	4	4
	Services d'inspection	3	4	4	4	3
	Infrastructures	46	55	56	54	55
	Commercialisation et promotion	0	2	1	2	2
	Stockage public	44	13	15	12	12
Mexique²	Divers	0	0	0	0	0
	Recherche et développement	10	15	18	13	15
	Établissements d'enseignement agricole	16	29	27	30	31
	Services d'inspection	0	20	26	22	12
	Infrastructures	25	23	13	23	33
	Commercialisation et promotion	9	12	17	12	8
	Stockage public	35	0	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Divers	5	0	0	0	0
	Recherche et développement	51	27	31	28	23
	Établissements d'enseignement agricole	0	8	8	8	8
	Services d'inspection	26	37	35	36	39
	Infrastructures	23	28	26	28	29
	Commercialisation et promotion	0	0	0	0	0
	Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0	

Tableau 3.7. **OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (suite)**

En pourcentage de l'ESSG

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Norvège	Recherche et développement	56	44	44	44	43
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0	0	0
	Services d'inspection	4	14	16	12	13
	Infrastructures	16	14	14	14	14
	Commercialisation et promotion	25	4	3	4	3
	Stockage public	0	0	0	0	0
	Divers	0	25	23	25	27
Suisse	Recherche et développement	20	18	18	17	18
	Établissements d'enseignement agricole	6	13	4	17	18
	Services d'inspection	2	2	2	2	2
	Infrastructures	20	17	19	16	15
	Commercialisation et promotion	7	10	11	10	10
	Stockage public	15	8	9	8	7
	Divers	31	33	36	31	31
Turquie	Recherche et développement	18	3	5	3	2
	Établissements d'enseignement agricole	1	0	0	0	0
	Services d'inspection	16	5	8	5	3
	Infrastructures	3	0	1	0	0
	Commercialisation et promotion	28	91	85	92	96
	Stockage public	0	0	0	0	0
	Divers	35	0	1	0	0
États-Unis	Recherche et développement	7	5	6	5	4
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0	0	0
	Services d'inspection	2	2	2	2	2
	Infrastructures	22	11	10	13	10
	Commercialisation et promotion	63	77	77	75	81
	Stockage public	0	0	0	0	0
	Divers	6	4	5	5	4
OCDE³	Recherche et développement	9	9	10	10	8
	Établissements d'enseignement agricole	2	3	3	3	3
	Services d'inspection	3	4	4	4	3
	Infrastructures	35	27	29	30	23
	Commercialisation et promotion	33	52	48	49	59
	Stockage public	15	1	2	1	1
	Divers	4	3	3	3	3

p : provisoire.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.
2. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.
3. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299091>

Tableau 3.8. OCDE : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit

Millions USD

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (millions USD)		238 665	256 764	255 720	262 049	252 522
TSP Total aux producteurs (millions USD)		209 242	134 969	140 913	133 220	130 776
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)		88	53	55	51	52
Blé	TSP aux producteurs (mns USD)	16 020	3 556	3 344	3 198	4 127
	TSP en pourcentage	43	6	6	4	8
	CNP des producteurs	1.67	1.04	1.05	1.04	1.04
Maïs	TSP aux producteurs (mns USD)	11 012	1 915	3 249	2 015	480
	TSP en pourcentage	36	3	4	3	1
	CNP des producteurs	1.30	1.02	1.05	1.00	1.01
Autres céréales	TSP aux producteurs (mns USD)	9 765	1 084	395	826	2 029
	TSP en pourcentage	48	5	1	3	11
	CNP des producteurs	1.95	1.04	1.01	1.02	1.10
Riz	TSP aux producteurs (mns USD)	25 346	16 925	17 779	16 472	16 523
	TSP en pourcentage	80	56	62	52	53
	CNP des producteurs	4.90	2.24	2.57	2.05	2.09
Colza	TSP aux producteurs (mns USD)	1 833	114	79	76	188
	TSP en pourcentage	47	1	1	0	1
	CNP des producteurs	1.88	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol	TSP aux producteurs (mns USD)	1 154	182	192	119	235
	TSP en pourcentage	47	7	8	3	10
	CNP des producteurs	1.91	1.08	1.08	1.03	1.11
Soja	TSP aux producteurs (mns USD)	1 101	936	579	2 126	104
	TSP en pourcentage	9	3	2	6	0
	CNP des producteurs	1.09	1.01	1.01	1.01	1.01
Sucre	TSP aux producteurs (mns USD)	4 988	3 655	4 742	4 223	2 000
	TSP en pourcentage	51	32	41	37	18
	CNP des producteurs	2.31	1.49	1.70	1.57	1.20
Lait	TSP aux producteurs (mns USD)	45 217	16 917	19 645	12 959	18 147
	TSP en pourcentage	59	13	15	9	16
	CNP des producteurs	2.83	1.16	1.18	1.10	1.19
Viande bovine	TSP aux producteurs (mns USD)	18 017	16 698	18 866	15 817	15 411
	TSP en pourcentage	28	17	19	15	16
	CNP des producteurs	1.40	1.16	1.20	1.14	1.15
Viande ovine	TSP aux producteurs (mns USD)	4 284	1 854	2 146	1 618	1 798
	TSP en pourcentage	52	18	20	15	18
	CNP des producteurs	1.81	1.17	1.21	1.13	1.17
Laine	TSP aux producteurs (mns USD)	112	31	30	32	31
	TSP en pourcentage	3	2	1	2	2
	CNP des producteurs	1.01	1.02	1.01	1.02	1.02
Viande porcine	TSP aux producteurs (mns USD)	4 157	7 852	5 116	10 541	7 900
	TSP en pourcentage	9	11	8	13	11
	CNP des producteurs	1.20	1.12	1.08	1.15	1.13
Volaille	TSP aux producteurs (mns USD)	3 224	8 189	7 729	8 213	8 626
	TSP en pourcentage	13	15	14	14	15
	CNP des producteurs	1.26	1.18	1.19	1.16	1.19
Oeufs	TSP aux producteurs (mns USD)	3 379	1 173	767	1 403	1 348
	TSP en pourcentage	22	4	3	5	5
	CNP des producteurs	1.34	1.05	1.04	1.05	1.06
Autres produits	TSP aux producteurs ¹ (mns USD)	59 632	53 888	56 256	53 580	51 829
	TSP en pourcentage	26	13	14	12	13
	CNP des producteurs	1.50	1.14	1.14	1.14	1.13

p : provisoire. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. TSP pour l'ensemble des produits moins les TSP pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299110>

Tableau 3.9. OCDE : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit

Millions EUR

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (millions EUR)		216 540	182 601	186 800	179 237	181 765
TSP Total aux producteurs (millions EUR)		189 879	96 062	102 935	91 120	94 133
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)		88	53	55	51	52
Blé	TSP aux producteurs (mns EUR)	14 648	2 534	2 443	2 188	2 970
	TSP en pourcentage	43	6	6	4	8
	CNP des producteurs	1.67	1.04	1.05	1.04	1.04
Maïs	TSP aux producteurs (mns EUR)	10 121	1 366	2 373	1 379	345
	TSP en pourcentage	36	3	4	3	1
	CNP des producteurs	1.30	1.02	1.05	1.00	1.01
Autres céréales	TSP aux producteurs (mns EUR)	8 944	772	289	565	1 461
	TSP en pourcentage	48	5	1	3	11
	CNP des producteurs	1.95	1.04	1.01	1.02	1.10
Riz	TSP aux producteurs (mns EUR)	23 037	12 049	12 987	11 266	11 893
	TSP en pourcentage	80	56	62	52	53
	CNP des producteurs	4.90	2.24	2.57	2.05	2.09
Colza	TSP aux producteurs (mns EUR)	1 662	82	57	52	135
	TSP en pourcentage	47	1	1	0	1
	CNP des producteurs	1.88	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol	TSP aux producteurs (mns EUR)	1 048	130	140	81	169
	TSP en pourcentage	47	7	8	3	10
	CNP des producteurs	1.91	1.08	1.08	1.03	1.11
Soja	TSP aux producteurs (mns EUR)	1 001	651	423	1 454	75
	TSP en pourcentage	9	3	2	6	0
	CNP des producteurs	1.09	1.01	1.01	1.01	1.01
Sucre	TSP aux producteurs (mns EUR)	4 544	2 597	3 464	2 889	1 439
	TSP en pourcentage	51	32	41	37	18
	CNP des producteurs	2.31	1.49	1.70	1.57	1.20
Lait	TSP aux producteurs (mns EUR)	41 061	12 092	14 350	8 864	13 062
	TSP en pourcentage	59	13	15	9	16
	CNP des producteurs	2.83	1.16	1.18	1.10	1.19
Viande bovine	TSP aux producteurs (mns EUR)	16 385	11 897	13 781	10 818	11 093
	TSP en pourcentage	28	17	19	15	16
	CNP des producteurs	1.40	1.16	1.20	1.14	1.15
Viande ovine	TSP aux producteurs (mns EUR)	3 843	1 323	1 567	1 107	1 294
	TSP en pourcentage	52	18	20	15	18
	CNP des producteurs	1.81	1.17	1.21	1.13	1.17
Laine	TSP aux producteurs (mns EUR)	105	22	22	22	22
	TSP en pourcentage	3	2	1	2	2
	CNP des producteurs	1.01	1.02	1.01	1.02	1.02
Viande porcine	TSP aux producteurs (mns EUR)	3 585	5 544	3 737	7 210	5 686
	TSP en pourcentage	9	11	8	13	11
	CNP des producteurs	1.20	1.12	1.08	1.15	1.13
Volaille	TSP aux producteurs (mns EUR)	2 843	5 824	5 646	5 618	6 209
	TSP en pourcentage	13	15	14	14	15
	CNP des producteurs	1.26	1.18	1.19	1.16	1.19
Oeufs	TSP aux producteurs (mns EUR)	3 059	830	560	960	970
	TSP en pourcentage	22	4	3	5	5
	CNP des producteurs	1.34	1.05	1.04	1.05	1.06
Autres produits	TSP aux producteurs ¹ (mns EUR)	53 994	38 350	41 094	36 648	37 307
	TSP en pourcentage	26	13	14	12	13
	CNP des producteurs	1.50	1.14	1.14	1.14	1.13

p : provisoire. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. TSP pour l'ensemble des produits moins les TSP pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299129>

Tableau 3.10. **Australie : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns AUD)		2 026	1 733	2 153	1 856	1 188
TSP Total aux producteurs (mns AUD)		1 452	4	5	5	2
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)		71	0	0	0	0
Blé	TSP aux producteurs (mns AUD)	109	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	4.5	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.05	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs	TSP aux producteurs (mns AUD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux producteurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz	TSP aux producteurs (mns AUD)	13	1	0	1	2
	TSP en pourcentage	11.1	2.0	2.0	2.0	2.0
	CNP des producteurs	1.13	1.02	1.02	1.02	1.02
Colza	TSP aux producteurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol	TSP aux producteurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Soja	TSP aux producteurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre	TSP aux producteurs (mns AUD)	66	3	5	4	0
	TSP en pourcentage	10.4	0.3	0.6	0.4	0.0
	CNP des producteurs	1.12	1.00	1.00	1.00	1.00
Lait	TSP aux producteurs (mns AUD)	972	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	62.3	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	2.71	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande bovine	TSP aux producteurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine	TSP aux producteurs (mns AUD)	10	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	1.3	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.01	1.00	1.00	1.00	1.00
Laine	TSP aux producteurs (mns AUD)	26	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.01	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande porcine	TSP aux producteurs (mns AUD)	1	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Volaille	TSP aux producteurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Oeufs	TSP aux producteurs (mns AUD)	43	0	0	0	0
	TSP en pourcentage	14.5	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.18	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres produits	TSP aux producteurs ¹ (mns AUD)	211	0	0	0	1
	TSP en pourcentage	5.9	0.0	0.0	0.0	0.0
	CNP des producteurs	1.20	1.00	1.00	1.00	1.00

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299148>

Tableau 3.11. **Canada : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns CAD)	8 117	7 477	7 696	5 839	8 896
TSP Total aux producteurs (mns CAD)	5 849	4 904	4 491	3 881	6 340
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)	72	65	58	66	71
Blé					
TSP aux producteurs (mns CAD)	1 274	118	55	69	229
TSP en pourcentage	33.2	2.4	0.9	1.1	5.3
CNP des producteurs	1.32	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs					
TSP aux producteurs (mns CAD)	169	107	154	76	89
TSP en pourcentage	20.6	5.4	7.7	3.5	5.0
CNP des producteurs	1.13	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres céréales					
TSP aux producteurs (mns CAD)	536	62	60	36	91
TSP en pourcentage	47.4	5.0	2.5	2.5	10.0
CNP des producteurs	1.76	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz					
TSP aux producteurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza					
TSP aux producteurs (mns CAD)	170	76	39	24	164
TSP en pourcentage	17.0	1.5	1.1	0.4	3.0
CNP des producteurs	1.11	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol					
TSP aux producteurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja					
TSP aux producteurs (mns CAD)	8	40	41	48	32
TSP en pourcentage	3.1	3.5	4.7	3.3	2.4
CNP des producteurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre					
TSP aux producteurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait					
TSP aux producteurs (mns CAD)	2 591	2 578	2 550	1 817	3 367
TSP en pourcentage	73.6	46.9	47.4	32.9	60.4
CNP des producteurs	6.33	1.97	1.90	1.49	2.52
Viande bovine					
TSP aux producteurs (mns CAD)	-17	179	149	220	167
TSP en pourcentage	-0.5	3.3	2.7	3.8	3.2
CNP des producteurs	1.03	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine					
TSP aux producteurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Laine					
TSP aux producteurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine					
TSP aux producteurs (mns CAD)	-39	117	-23	147	227
TSP en pourcentage	-1.7	3.8	-0.7	4.5	7.5
CNP des producteurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Volaille					
TSP aux producteurs (mns CAD)	123	411	293	493	447
TSP en pourcentage	12.2	18.0	14.4	21.0	18.8
CNP des producteurs	1.19	1.22	1.17	1.27	1.23
Oeufs					
TSP aux producteurs (mns CAD)	78	37	7	-6	110
TSP en pourcentage	16.5	6.2	1.2	-1.1	18.6
CNP des producteurs	1.28	1.08	1.01	0.99	1.23
Autres produits					
TSP aux producteurs ¹ (mns CAD)	955	1 180	1 166	957	1 418
TSP en pourcentage	37.7	15.0	19.4	12.6	13.0
CNP des producteurs	2.82	1.14	1.19	1.11	1.13

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299167>

Tableau 3.12. **Union européenne¹ : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns EUR)	88 005	91 155	93 689	92 795	86 980
TSP Total aux producteurs (mns EUR)	82 020	30 864	36 448	30 431	25 713
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)	93	34	39	33	30
Blé					
TSP aux producteurs (mns EUR)	7 228	347	761	137	143
TSP en pourcentage	49.3	1.5	3.3	0.5	0.8
CNP des producteurs	2.14	1.01	1.03	1.00	1.00
Maïs					
TSP aux producteurs (mns EUR)	2 697	721	2 162	1	1
TSP en pourcentage	51.0	7.7	23.1	0.0	0.0
CNP des producteurs	2.20	1.10	1.30	1.00	1.00
Autres céréales					
TSP aux producteurs (mns EUR)	4 859	169	-1	0	507
TSP en pourcentage	55.1	2.2	0.0	0.0	6.5
CNP des producteurs	2.42	1.02	1.00	1.00	1.07
Riz					
TSP aux producteurs (mns EUR)	412	201	210	209	183
TSP en pourcentage	58.9	20.1	24.2	18.7	17.3
CNP des producteurs	2.62	1.04	1.06	1.05	1.01
Colza					
TSP aux producteurs (mns EUR)	1 267	2	2	3	2
TSP en pourcentage	58.2	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	2.40	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol					
TSP aux producteurs (mns EUR)	972	1	1	1	1
TSP en pourcentage	56.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	2.30	1.00	1.00	1.00	1.00
Soja					
TSP aux producteurs (mns EUR)	479	5	0	9	6
TSP en pourcentage	60.9	1.9	0.0	3.6	2.1
CNP des producteurs	2.63	1.02	1.00	1.04	1.02
Sucre					
TSP aux producteurs (mns EUR)	2 582	1 229	1 762	1 430	496
TSP en pourcentage	58.8	36.4	48.7	45.3	15.3
CNP des producteurs	3.35	1.63	1.93	1.81	1.16
Lait					
TSP aux producteurs (mns EUR)	21 363	1 225	2 207	1 057	410
TSP en pourcentage	69.6	2.6	4.7	2.1	1.0
CNP des producteurs	4.60	1.03	1.05	1.02	1.01
Viande bovine					
TSP aux producteurs (mns EUR)	10 505	9 012	10 765	8 121	8 149
TSP en pourcentage	50.6	36.4	44.4	31.2	33.6
CNP des producteurs	2.07	1.46	1.67	1.33	1.38
Viande ovine					
TSP aux producteurs (mns EUR)	3 568	1 286	1 452	1 116	1 290
TSP en pourcentage	69.1	29.5	31.0	27.1	30.5
CNP des producteurs	2.70	1.30	1.35	1.25	1.29
Laine					
TSP aux producteurs (mns EUR)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine					
TSP aux producteurs (mns EUR)	-270	1 131	-381	2 837	938
TSP en pourcentage	-1.4	3.3	-1.3	8.2	3.0
CNP des producteurs	1.13	1.04	1.00	1.09	1.03
Volaille					
TSP aux producteurs (mns EUR)	963	4 817	4 881	4 643	4 926
TSP en pourcentage	13.3	36.5	37.0	34.1	38.4
CNP des producteurs	1.46	1.59	1.63	1.51	1.62
Oeufs					
TSP aux producteurs (mns EUR)	1 682	76	-9	136	101
TSP en pourcentage	32.7	1.0	-0.1	1.8	1.3
CNP des producteurs	1.64	1.02	1.02	1.02	1.01
Autres produits					
TSP aux producteurs ³ (mns EUR)	23 713	10 642	12 637	10 732	8 558
TSP en pourcentage	25.2	7.3	8.5	7.3	6.1
CNP des producteurs	1.49	1.08	1.09	1.08	1.06

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 de 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.
2. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

Tableau 3.13. **Islande : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns ISK)		7 896	15 225	15 331	16 124	14 221
TSP Total aux producteurs (mns ISK)		7 434	14 424	14 616	15 254	13 402
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)		94	95	95	95	94
Blé	TSP aux producteurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Maïs	TSP aux producteurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux producteurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Riz	TSP aux producteurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux producteurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux producteurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux producteurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux producteurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait	TSP aux producteurs (mns ISK)	2 623	6 907	6 195	7 414	7 111
	TSP en pourcentage	87.8	57.5	58.3	58.8	55.4
	CNP des producteurs	9.45	2.31	2.37	2.37	2.18
Viande bovine	TSP aux producteurs (mns ISK)	323	319	605	248	105
	TSP en pourcentage	57.4	21.4	42.5	15.2	6.4
	CNP des producteurs	2.40	1.26	1.66	1.11	1.00
Viande ovine	TSP aux producteurs (mns ISK)	2 157	3 354	2 892	3 885	3 285
	TSP en pourcentage	71.3	52.3	54.7	53.2	49.0
	CNP des producteurs	3.57	1.07	1.22	1.00	1.00
Laine	TSP aux producteurs (mns ISK)	26	30	95	-2	-2
	TSP en pourcentage	15.0	18.5	60.5	-2.4	-2.5
	CNP des producteurs	1.20	1.57	2.72	1.00	1.00
Viande porcine	TSP aux producteurs (mns ISK)	346	716	1 028	740	380
	TSP en pourcentage	73.8	37.9	57.0	37.5	19.3
	CNP des producteurs	4.08	1.76	2.40	1.63	1.26
Volaille	TSP aux producteurs (mns ISK)	225	1 569	1 684	1 567	1 456
	TSP en pourcentage	83.5	73.7	82.1	72.0	66.9
	CNP des producteurs	6.38	4.17	5.79	3.65	3.08
Oeufs	TSP aux producteurs (mns ISK)	304	384	488	392	271
	TSP en pourcentage	81.4	56.1	71.3	57.3	39.7
	CNP des producteurs	5.63	2.59	3.65	2.42	1.70
Autres produits	TSP aux producteurs ¹ (mns ISK)	1 429	1 145	1 629	1 010	796
	TSP en pourcentage	73.1	35.4	42.2	35.6	28.3
	CNP des producteurs	-4.21	1.81	2.02	1.84	1.57

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299205>

Tableau 3.14. **Japon : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mds JPY)		7 267	4 303	4 239	4 321	4 350
TSP Total aux producteurs (mds JPY)		6 740	3 812	3 788	3 833	3 815
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)		93	89	89	89	88
Blé	TSP aux producteurs (mds JPY)	135	27	27	27	28
	TSP en pourcentage	84.7	42.6	43.3	42.6	42.0
	CNP des producteurs	6.56	1.74	1.76	1.74	1.73
Maïs	TSP aux producteurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux producteurs (mds JPY)	52	9	6	7	12
	TSP en pourcentage	84.1	47.2	36.4	38.6	66.6
	CNP des producteurs	6.30	2.06	1.57	1.63	2.99
Riz	TSP aux producteurs (mds JPY)	2 720	1 232	1 293	1 248	1 155
	TSP en pourcentage	82.6	68.0	71.2	68.8	64.0
	CNP des producteurs	5.81	3.14	3.46	3.19	2.77
Colza	TSP aux producteurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux producteurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux producteurs (mds JPY)	29	7	8	6	7
	TSP en pourcentage	64.7	14.5	14.8	13.3	15.3
	CNP des producteurs	2.96	1.17	1.17	1.15	1.18
Sucre	TSP aux producteurs (mds JPY)	81	47	49	48	43
	TSP en pourcentage	65	57	60	60	51
	CNP des producteurs	2.88	2.34	2.51	2.47	2.04
Lait	TSP aux producteurs (mds JPY)	621	302	286	273	347
	TSP en pourcentage	86.0	45.1	45.6	41.2	48.6
	CNP des producteurs	7.43	1.83	1.84	1.70	1.94
Viande bovine	TSP aux producteurs (mds JPY)	357	130	129	132	130
	TSP en pourcentage	71.5	28.7	28.1	29.4	28.6
	CNP des producteurs	3.65	1.40	1.39	1.42	1.40
Viande ovine	TSP aux producteurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Laine	TSP aux producteurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux producteurs (mds JPY)	285	360	315	388	378
	TSP en pourcentage	41.5	69.3	63.2	70.3	74.4
	CNP des producteurs	1.73	3.34	2.72	3.38	3.92
Volaille	TSP aux producteurs (mds JPY)	45	23	22	23	23
	TSP en pourcentage	11.3	10.4	10.4	10.3	10.4
	CNP des producteurs	1.13	1.12	1.12	1.12	1.12
Oeufs	TSP aux producteurs (mds JPY)	70	62	60	67	59
	TSP en pourcentage	17.0	14.6	14.7	14.6	14.6
	CNP des producteurs	1.21	1.17	1.17	1.17	1.17
Autres produits	TSP aux producteurs ¹ (mds JPY)	2 345	1 613	1 593	1 613	1 634
	TSP en pourcentage	52.9	37.5	35.9	38.2	38.5
	CNP des producteurs	2.17	1.60	1.56	1.62	1.63

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299224>

Tableau 3.15. **Corée : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mds KRW)	9 321	20 909	21 562	18 832	22 334
TSP Total aux producteurs (mds KRW)	9 226	19 008	19 679	16 818	20 527
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)	99	91	91	89	92
Blé					
TSP aux producteurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Maïs					
TSP aux producteurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales					
TSP aux producteurs (mds KRW)	220	103	135	82	91
TSP en pourcentage	72.8	54.7	66.7	41.6	55.9
CNP des producteurs	3.69	2.33	3.00	1.71	2.27
Riz					
TSP aux producteurs (mds KRW)	4 509	5 163	6 035	4 490	4 962
TSP en pourcentage	82.0	55.9	69.3	45.4	52.9
CNP des producteurs	5.59	2.33	3.10	1.78	2.12
Colza					
TSP aux producteurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol					
TSP aux producteurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja					
TSP aux producteurs (mds KRW)	156	303	291	294	324
TSP en pourcentage	78.7	80.9	88.7	77.0	77.1
CNP des producteurs	4.75	5.85	8.85	4.35	4.36
Sucre					
TSP aux producteurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait					
TSP aux producteurs (mds KRW)	306	790	889	461	1 021
TSP en pourcentage	67.8	48.2	57.3	28.7	58.7
CNP des producteurs	3.11	2.05	2.34	1.40	2.42
Viande bovine					
TSP aux producteurs (mds KRW)	496	898	780	796	1 116
TSP en pourcentage	53.8	28.6	26.1	29.0	30.6
CNP des producteurs	2.23	1.40	1.35	1.41	1.44
Viande ovine					
TSP aux producteurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Laine					
TSP aux producteurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine					
TSP aux producteurs (mds KRW)	307	2 018	1 695	1 949	2 409
TSP en pourcentage	32.2	65.6	63.0	64.5	69.3
CNP des producteurs	1.50	2.93	2.71	2.82	3.26
Volaille					
TSP aux producteurs (mds KRW)	132	367	213	324	564
TSP en pourcentage	49.4	36.7	31.7	34.8	43.6
CNP des producteurs	2.09	1.59	1.46	1.53	1.77
Oeufs					
TSP aux producteurs (mds KRW)	1	172	200	166	149
TSP en pourcentage	0.5	18.1	25.8	15.7	12.7
CNP des producteurs	0.92	1.23	1.35	1.19	1.15
Autres produits					
TSP aux producteurs ¹ (mds KRW)	3 100	9 196	9 440	8 255	9 892
TSP en pourcentage	64.3	49.2	54.8	43.6	49.2
CNP des producteurs	3.27	1.99	2.21	1.78	1.97

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299243>

Tableau 3.16. **Mexique : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

	1991-93	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns MXN)	25 995	71 988	66 870	70 487	78 606
TSP total aux producteurs (mns MXN)	21 975	32 186	29 674	27 430	39 453
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)	84	44	44	39	50
Blé					
TSP aux producteurs (mns MXN)	492	1 334	755	1 274	1 972
TSP en pourcentage	22.0	10.7	9.4	8.8	13.9
CNP des producteurs	1.29	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs					
TSP aux producteurs (mns MXN)	5 225	2 644	1 344	3 515	3 072
TSP en pourcentage	42.9	4.3	2.4	5.0	5.4
CNP des producteurs	1.75	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres céréales					
TSP aux producteurs (mns MXN)	601	1 314	751	1 694	1 497
TSP en pourcentage	28.0	7.1	5.5	7.3	8.5
CNP des producteurs	1.39	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz					
TSP aux producteurs (mns MXN)	17	42	109	0	16
TSP en pourcentage	6.9	5.1	13.2	0.0	2.0
CNP des producteurs	1.08	1.06	1.15	1.00	1.02
Colza					
TSP aux producteurs (mns MXN)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol					
TSP aux producteurs (mns MXN)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja					
TSP aux producteurs (mns MXN)	75	59	47	58	72
TSP en pourcentage	14.4	9.4	12.6	6.6	9.0
CNP des producteurs	1.17	1.02	1.05	1.00	1.00
Sucre					
TSP aux producteurs (mns MXN)	2 114	4 358	6 606	5 174	1 293
TSP en pourcentage	56.1	21.1	32.5	24.0	6.6
CNP des producteurs	2.07	1.29	1.48	1.32	1.07
Lait					
TSP aux producteurs (mns MXN)	2 236	2 921	-6	200	8 569
TSP en pourcentage	35.6	6.1	0.0	0.4	17.9
CNP des producteurs	1.62	1.07	1.00	1.00	1.22
Viande bovine					
TSP aux producteurs (mns MXN)	1 795	4 178	4 304	3 929	4 300
TSP en pourcentage	24.6	9.9	10.8	9.4	9.5
CNP des producteurs	1.33	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine					
TSP aux producteurs (mns MXN)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Laine					
TSP aux producteurs (mns MXN)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine					
TSP aux producteurs (mns MXN)	25	1 264	389	1 851	1 552
TSP en pourcentage	0.6	6.0	2.2	9.0	6.9
CNP des producteurs	1.06	1.04	1.00	1.07	1.05
Volaille					
TSP aux producteurs (mns MXN)	1 685	6 095	6 675	4 345	7 264
TSP en pourcentage	33.1	12.0	14.5	9.2	12.4
CNP des producteurs	1.62	1.14	1.17	1.10	1.14
Oeufs					
TSP aux producteurs (mns MXN)	88	-2	-6	0	0
TSP en pourcentage	2.5	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.05	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres produits					
TSP aux producteurs ¹ (mns MXN)	7 622	7 981	8 707	5 390	9 846
TSP en pourcentage	18.7	3.4	4.1	2.4	3.6
CNP des producteurs	1.22	1.04	1.04	1.03	1.04

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299262>

Tableau 3.17. **Nouvelle-Zélande : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns NZD)	781	95	132	98	55
TSP total aux producteurs (mns NZD)	110	64	102	67	23
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)	19	63	78	68	42
Blé					
TSP aux producteurs (mns NZD)	3	0	0	0	0
TSP en pourcentage	2.8	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.03	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs					
TSP aux producteurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres céréales					
TSP aux producteurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz					
TSP aux producteurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza					
TSP aux producteurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol					
TSP aux producteurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja					
TSP aux producteurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre					
TSP aux producteurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait					
TSP aux producteurs (mns NZD)	21	0	0	0	0
TSP en pourcentage	1.7	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande bovine					
TSP aux producteurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine					
TSP aux producteurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Laine					
TSP aux producteurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
TSP en pourcentage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande porcine					
TSP aux producteurs (mns NZD)	2	0	0	0	0
TSP en pourcentage	1.6	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Volaille					
TSP aux producteurs (mns NZD)	18	41	59	46	17
TSP en pourcentage	17.4	12.0	17.7	13.3	5.0
CNP des producteurs	1.25	1.14	1.21	1.15	1.05
Oeufs					
TSP aux producteurs (mns NZD)	36	8	20	3	0
TSP en pourcentage	44.2	6.2	15.9	2.6	0.0
CNP des producteurs	1.81	1.07	1.19	1.03	1.00
Autres produits					
TSP aux producteurs ¹ (mns NZD)	30	16	23	17	6
TSP en pourcentage	1.6	0.4	0.5	0.4	0.1
CNP des producteurs	1.02	1.00	1.01	1.00	1.00

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit.
CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299281>

Tableau 3.18. **Norvège : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns NOK)		19 078	20 683	18 088	20 617	23 345
TSP total aux producteurs (mns NOK)		13 780	11 385	9 076	11 359	13 719
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)		72	55	50	55	59
Blé	TSP aux producteurs (mns NOK)	330	323	217	235	516
	TSP en pourcentage	73.1	33.8	25.4	22.6	53.3
	CNP des producteurs	3.81	1.61	1.36	1.31	2.17
Maïs	TSP aux producteurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux producteurs (mns NOK)	1 838	540	245	454	920
	TSP en pourcentage	76.8	33.3	18.4	26.7	54.7
	CNP des producteurs	4.46	1.62	1.24	1.38	2.24
Riz	TSP aux producteurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux producteurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux producteurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux producteurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux producteurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait	TSP aux producteurs (mns NOK)	4 575	3 169	2 184	3 177	4 147
	TSP en pourcentage	71.2	43.8	31.7	44.8	54.9
	CNP des producteurs	6.20	1.65	1.30	1.63	2.03
Viande bovine	TSP aux producteurs (mns NOK)	2 211	2 230	1 979	2 252	2 460
	TSP en pourcentage	70.5	61.3	59.2	61.8	63.0
	CNP des producteurs	4.70	2.73	2.68	2.70	2.82
Viande ovine	TSP aux producteurs (mns NOK)	531	466	392	504	501
	TSP en pourcentage	54.1	41.8	40.1	43.3	41.9
	CNP des producteurs	3.64	1.80	1.75	1.83	1.81
Laine	TSP aux producteurs (mns NOK)	104	144	131	155	145
	TSP en pourcentage	48.7	72.4	67.3	71.9	78.1
	CNP des producteurs	2.01	3.73	3.06	3.56	4.56
Viande porcine	TSP aux producteurs (mns NOK)	1 031	1 358	1 245	1 407	1 422
	TSP en pourcentage	41.8	47.0	44.9	48.7	47.5
	CNP des producteurs	2.76	2.05	2.09	2.03	2.04
Volaille	TSP aux producteurs (mns NOK)	136	825	770	835	871
	TSP en pourcentage	43.2	63.9	70.4	58.8	62.6
	CNP des producteurs	3.96	2.94	3.44	2.50	2.89
Oeufs	TSP aux producteurs (mns NOK)	447	348	342	341	360
	TSP en pourcentage	52.6	45.9	49.3	46.0	42.5
	CNP des producteurs	4.79	2.02	2.14	2.02	1.90
Autres produits	TSP aux producteurs ¹ (mns NOK)	2 577	1 982	1 570	2 000	2 376
	TSP en pourcentage	54.1	40.8	33.8	39.6	48.9
	CNP des producteurs	4.07	1.81	1.60	1.76	2.09

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit.
CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299300>

Tableau 3.19. Suisse : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns CHF)		8 335	6 193	5 551	6 285	6 743
TSP total aux producteurs (mns CHF)		7 120	3 177	2 541	3 358	3 631
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)		85	51	46	53	54
Blé	TSP aux producteurs (mns CHF)	417	53	75	52	32
	TSP en pourcentage	76.0	18.4	26.1	16.4	12.7
	CNP des producteurs	4.02	1.23	1.35	1.20	1.14
Maïs	TSP aux producteurs (mns CHF)	102	12	13	7	16
	TSP en pourcentage	70.9	17.7	18.2	9.2	25.6
	CNP des producteurs	3.46	1.22	1.22	1.10	1.34
Autres céréales	TSP aux producteurs (mns CHF)	173	16	21	2	25
	TSP en pourcentage	77.7	20.7	25.1	2.1	34.9
	CNP des producteurs	4.53	1.30	1.33	1.02	1.54
Riz	TSP aux producteurs (mns CHF)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux producteurs (mns CHF)	80	49	48	53	45
	TSP en pourcentage	83.9	59.5	59.2	58.1	61.1
	CNP des producteurs	6.45	2.47	2.45	2.39	2.57
Tournesol	TSP aux producteurs (mns CHF)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux producteurs (mns CHF)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux producteurs (mns CHF)	95	63	103	73	13
	TSP en pourcentage	72.9	36.8	55.3	43.3	11.8
	CNP des producteurs	4.51	1.71	2.24	1.76	1.13
Lait	TSP aux producteurs (mns CHF)	2 771	940	486	1 026	1 309
	TSP en pourcentage	85.5	35.5	19.1	35.1	52.2
	CNP des producteurs	9.99	1.64	1.25	1.55	2.12
Viande bovine	TSP aux producteurs (mns CHF)	1 311	566	704	569	424
	TSP en pourcentage	75.0	48.0	57.7	48.9	37.3
	CNP des producteurs	4.21	1.98	2.38	1.96	1.60
Viande ovine	TSP aux producteurs (mns CHF)	36	17	15	18	18
	TSP en pourcentage	67.7	39.4	36.5	39.9	41.6
	CNP des producteurs	5.08	1.67	1.60	1.67	1.73
Laine	TSP aux producteurs (mns CHF)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux producteurs (mns CHF)	704	549	438	625	585
	TSP en pourcentage	43.9	50.3	43.0	54.5	53.4
	CNP des producteurs	2.45	2.07	1.78	2.21	2.22
Volaille	TSP aux producteurs (mns CHF)	112	103	91	108	109
	TSP en pourcentage	73.0	75.6	74.0	75.0	77.9
	CNP des producteurs	6.08	4.55	4.50	4.31	4.84
Oeufs	TSP aux producteurs (mns CHF)	184	88	83	93	89
	TSP en pourcentage	78.6	61.4	59.8	63.3	61.0
	CNP des producteurs	6.87	2.85	2.81	2.91	2.83
Autres produits	TSP aux producteurs ¹ (mns CHF)	1 135	720	462	733	966
	TSP en pourcentage	72.5	40.3	32.7	39.1	49.1
	CNP des producteurs	11.02	1.65	1.51	1.68	1.75

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit.
CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299319>

Tableau 3.20. **Turquie : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns TLR)		4	30 876	24 062	33 604	34 964
TSP total aux producteurs (mns TLR)		3	27 594	20 356	29 757	32 667
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)		77	89	85	89	93
Blé	TSP aux producteurs (mns TLR)	1	2 348	1 775	3 159	2 110
	TSP en pourcentage	23.9	28.1	27.4	35.5	21.3
	CNP des producteurs	1.36	1.40	1.38	1.55	1.27
Maïs	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	536	692	284	632
	TSP en pourcentage	13.6	30.0	42.6	15.7	31.8
	CNP des producteurs	1.16	1.46	1.74	1.19	1.47
Autres céréales	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	507	0	423	1 099
	TSP en pourcentage	23.1	19.5	0.0	18.2	40.3
	CNP des producteurs	1.36	1.30	1.00	1.22	1.68
Riz	TSP aux producteurs (mns TLR)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux producteurs (mns TLR)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	255	249	153	363
	TSP en pourcentage	10.4	27.7	31.0	15.3	36.9
	CNP des producteurs	1.14	1.41	1.45	1.18	1.58
Soja	TSP aux producteurs (mns TLR)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	621	626	783	454
	TSP en pourcentage	12.6	42.1	51.4	51.1	23.8
	CNP des producteurs	1.11	1.79	2.03	2.03	1.31
Lait	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	5 166	2 091	6 863	6 545
	TSP en pourcentage	52.9	59.8	37.3	70.1	71.9
	CNP des producteurs	2.49	3.15	1.62	3.63	4.18
Viande bovine	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	1 480	1 385	1 432	1 624
	TSP en pourcentage	5.7	37.5	43.0	35.3	34.3
	CNP des producteurs	1.16	1.66	1.79	1.64	1.57
Viande ovine	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	87	199	-44	106
	TSP en pourcentage	11.2	7.5	18.4	-6.3	10.5
	CNP des producteurs	1.17	1.21	1.25	1.05	1.31
Laine	TSP aux producteurs (mns TLR)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux producteurs (mns TLR)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Volaille	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	763	591	564	1 133
	TSP en pourcentage	-15.9	24.5	23.8	19.8	29.9
	CNP des producteurs	0.93	1.44	1.47	1.31	1.54
Oeufs	TSP aux producteurs (mns TLR)	0	420	85	589	586
	TSP en pourcentage	10.6	19.9	6.7	30.8	22.2
	CNP des producteurs	1.21	1.41	1.24	1.58	1.41
Autres produits	TSP aux producteurs ¹ (mns TLR)	2	15 409	12 664	15 550	18 014
	TSP en pourcentage	14.3	28.9	24.6	28.5	33.6
	CNP des producteurs	1.17	1.26	1.14	1.39	1.25

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299338>

Tableau 3.21. **États-Unis : Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit**

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESP Total (mns USD)	36 219	30 281	33 203	27 043	30 598
TSP total aux producteurs (mns USD)	25 997	9 432	14 233	6 431	7 632
Part du TSP aux producteurs dans l'ESP Total (%)	71	31	43	24	25
Blé					
TSP aux producteurs (mns USD)	4 337	780	493	37	1 810
TSP en pourcentage	46.5	6.1	3.6	0.2	14.4
CNP des producteurs	1.33	1.00	1.00	1.00	1.01
Maïs					
TSP aux producteurs (mns USD)	7 217	302	-246	1 402	-251
TSP en pourcentage	34.8	0.6	-0.5	2.8	-0.5
CNP des producteurs	1.13	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres céréales					
TSP aux producteurs (mns USD)	1 177	65	16	88	91
TSP en pourcentage	37.7	2.5	0.6	3.0	3.9
CNP des producteurs	1.35	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz					
TSP aux producteurs (mns USD)	816	19	8	12	36
TSP en pourcentage	50.2	0.6	0.3	0.4	1.1
CNP des producteurs	1.45	1.00	1.00	1.00	1.00
Colza					
TSP aux producteurs (mns USD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol					
TSP aux producteurs (mns USD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
TSP en pourcentage	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
CNP des producteurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja					
TSP aux producteurs (mns USD)	172	548	152	1 747	-253
TSP en pourcentage	1.7	1.8	0.6	5.6	-0.8
CNP des producteurs	1.01	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre					
TSP aux producteurs (mns USD)	1 036	602	775	559	470
TSP en pourcentage	55.9	27.3	34.8	26.3	20.8
CNP des producteurs	2.31	1.38	1.53	1.34	1.25
Lait					
TSP aux producteurs (mns USD)	6 340	4 145	8 863	8	3 565
TSP en pourcentage	34.9	13.0	24.8	0.0	14.3
CNP des producteurs	1.56	1.17	1.33	1.00	1.17
Viande bovine					
TSP aux producteurs (mns USD)	258	0	0	0	0
TSP en pourcentage	1.1	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine					
TSP aux producteurs (mns USD)	5	30	31	30	30
TSP en pourcentage	1.1	9.0	9.0	9.0	9.0
CNP des producteurs	1.01	1.10	1.10	1.10	1.10
Laine					
TSP aux producteurs (mns USD)	79	6	6	5	8
TSP en pourcentage	47.8	18.4	17.3	13.7	24.3
CNP des producteurs	1.01	1.23	1.21	1.16	1.32
Viande porcine					
TSP aux producteurs (mns USD)	-66	0	0	0	0
TSP en pourcentage	-0.7	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Volaille					
TSP aux producteurs (mns USD)	725	0	0	0	0
TSP en pourcentage	8.8	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.11	1.00	1.00	1.00	1.00
Oeufs					
TSP aux producteurs (mns USD)	136	0	0	0	0
TSP en pourcentage	4.4	0.0	0.0	0.0	0.0
CNP des producteurs	1.06	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres produits					
TSP aux producteurs ¹ (mns USD)	3 764	2 935	4 135	2 542	2 126
TSP en pourcentage	8.4	3.4	4.7	2.9	2.5
CNP des producteurs	1.11	1.03	1.05	1.02	1.02

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESP : Estimation du Soutien aux Producteurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit.
CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. Le TSP aux producteurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux producteurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux producteurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299357>

Tableau 3.22. **OCDE : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit (USD)**

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (millions USD)	-159 578	-104 654	-115 263	-101 344	-97 354
TSP total aux consommateurs¹ (millions USD)	-172 832	-136 102	-143 194	-132 188	-132 923
Blé					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-12 466	-1 626	-2 220	-1 740	-919
CNP des consommateurs	1.67	1.04	1.05	1.04	1.04
Mais					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-1 979	-542	-1 593	72	-105
CNP des consommateurs	1.30	1.02	1.05	1.00	1.01
Autres céréales					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-4 321	-721	-294	-414	-1 455
CNP des consommateurs	1.95	1.04	1.01	1.02	1.10
Riz					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-23 427	-16 862	-18 198	-15 530	-16 856
CNP des consommateurs	4.90	2.24	2.57	2.05	2.09
Colza					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-515	-239	-212	-288	-217
CNP des consommateurs	1.88	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-51	-88	-70	-38	-157
CNP des consommateurs	1.91	1.08	1.08	1.03	1.11
Soja					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-216	-306	-369	-283	-267
CNP des consommateurs	1.09	1.01	1.01	1.01	1.01
Sucre					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-7 285	-4 985	-6 403	-5 486	-3 066
CNP des consommateurs	2.31	1.49	1.70	1.57	1.20
Lait					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-38 612	-17 219	-19 649	-13 049	-18 960
CNP des consommateurs	2.83	1.16	1.18	1.10	1.19
Viande bovine					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-18 225	-16 833	-19 781	-15 247	-15 472
CNP des consommateurs	1.40	1.16	1.20	1.14	1.15
Viande ovine					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-3 561	-1 828	-2 111	-1 565	-1 807
CNP des consommateurs	1.81	1.17	1.21	1.13	1.17
Laine					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-8	3	2	4	3
CNP des consommateurs	1.01	1.02	1.01	1.02	1.02
Viande porcine					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-7 108	-11 199	-7 996	-14 101	-11 498
CNP des consommateurs	1.20	1.12	1.08	1.15	1.13
Volaille					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-4 509	-9 235	-9 253	-8 995	-9 459
CNP des consommateurs	1.26	1.18	1.19	1.16	1.19
Oeufs					
TSP aux consommateurs (mns USD)	-3 842	-1 424	-1 165	-1 605	-1 503
CNP des consommateurs	1.34	1.05	1.04	1.05	1.06
Autres produits					
TSP aux consommateurs ² (mns USD)	-46 706	-52 996	-53 882	-53 922	-51 185
CNP des consommateurs	1.50	1.14	1.14	1.14	1.13

p : provisoire. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. TSP pour l'ensemble des produits moins les TSP pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299376>

Tableau 3.23. OCDE : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit (EUR)

	1986-88	2007-09	2007	2008p	2009p
ESC Total (millions EUR)	-144 420	-74 530	-84 198	-69 318	-70 075
TSP total aux consommateurs¹ (millions EUR)	-156 444	-96 898	-104 601	-90 414	-95 678
Blé					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-11 284	-1 158	-1 622	-1 190	-661
CNP des consommateurs	1.67	1.04	1.05	1.04	1.04
Maïs					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-1 796	-397	-1 164	49	-76
CNP des consommateurs	1.30	1.02	1.05	1.00	1.01
Autres céréales					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-3 917	-515	-215	-283	-1 047
CNP des consommateurs	1.95	1.04	1.01	1.02	1.10
Riz					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-21 229	-12 016	-13 294	-10 622	-12 133
CNP des consommateurs	4.90	2.24	2.57	2.05	2.09
Colza					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-465	-170	-155	-197	-157
CNP des consommateurs	1.88	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-50	-63	-51	-26	-113
CNP des consommateurs	1.91	1.08	1.08	1.03	1.11
Soja					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-193	-219	-270	-194	-192
CNP des consommateurs	1.09	1.01	1.01	1.01	1.01
Sucre					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-6 632	-3 545	-4 677	-3 752	-2 207
CNP des consommateurs	2.31	1.49	1.70	1.57	1.20
Lait					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-35 047	-12 309	-14 353	-8 925	-13 647
CNP des consommateurs	2.83	1.16	1.18	1.10	1.19
Viande bovine					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-16 571	-12 005	-14 450	-10 428	-11 137
CNP des consommateurs	1.40	1.16	1.20	1.14	1.15
Viande ovine					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-3 205	-1 305	-1 542	-1 071	-1 301
CNP des consommateurs	1.81	1.17	1.21	1.13	1.17
Laine					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-7	2	1	3	2
CNP des consommateurs	1.01	1.02	1.01	1.02	1.02
Viande porcine					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-6 289	-7 921	-5 841	-9 645	-8 276
CNP des consommateurs	1.20	1.12	1.08	1.15	1.13
Volaille					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-4 018	-6 573	-6 759	-6 152	-6 808
CNP des consommateurs	1.26	1.18	1.19	1.16	1.19
Oeufs					
TSP aux consommateurs (mns EUR)	-3 481	-1 010	-851	-1 098	-1 082
CNP des consommateurs	1.34	1.05	1.04	1.05	1.06
Autres produits					
TSP aux consommateurs ² (mns EUR)	-42 259	-37 695	-39 360	-36 881	-36 843
CNP des consommateurs	1.50	1.14	1.14	1.14	1.13

p : provisoire. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. TSP pour l'ensemble des produits moins les TSP pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299395>

Tableau 3.24. **Australie : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns AUD)		-971	-255	-248	-256	-262
TSP total aux consommateurs¹ (mns AUD)		-971	-255	-248	-256	-262
Blé	TSP aux consommateurs (mns AUD)	-16	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.05	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs	TSP aux consommateurs (mns AUD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz	TSP aux consommateurs (mns AUD)	-4	-6	-4	-6	-7
	CNP des consommateurs	1.13	1.02	1.02	1.02	1.02
Colza	TSP aux consommateurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Soja	TSP aux consommateurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre	TSP aux consommateurs (mns AUD)	-66	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.12	1.00	1.00	1.00	1.00
Lait	TSP aux consommateurs (mns AUD)	-713	-247	-242	-247	-252
	CNP des consommateurs	2.71	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns AUD)	-5	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.01	1.00	1.00	1.00	1.00
Laine	TSP aux consommateurs (mns AUD)	-1	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.01	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns AUD)	-1	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Volaille	TSP aux consommateurs (mns AUD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns AUD)	-43	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.18	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns AUD)	-121	-2	-2	-3	-3
	CNP des consommateurs	1.20	1.00	1.00	1.00	1.00

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit.
CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299414>

Tableau 3.25. **Canada : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns CAD)		-3 926	-4 467	-4 265	-3 334	-5 803
TSP total aux consommateurs¹ (mns CAD)		-3 926	-4 467	-4 265	-3 334	-5 803
Blé	TSP aux consommateurs (mns CAD)	-259	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.54	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs	TSP aux consommateurs (mns CAD)	-2	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns CAD)	11	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.83	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz	TSP aux consommateurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux consommateurs (mns CAD)	-46	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.11	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mns CAD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre	TSP aux consommateurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait	TSP aux consommateurs (mns CAD)	-2 566	-2 958	-2 933	-2 073	-3 869
	CNP des consommateurs	5.81	1.97	1.90	1.49	2.52
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns CAD)	-62	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Laine	TSP aux consommateurs (mns CAD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns CAD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Volaille	TSP aux consommateurs (mns CAD)	-157	-415	-294	-495	-457
	CNP des consommateurs	1.19	1.22	1.17	1.26	1.23
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns CAD)	-90	-35	-6	6	-106
	CNP des consommateurs	1.28	1.08	1.01	0.99	1.23
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns CAD)	-755	-1 058	-1 032	-771	-1 371
	CNP des consommateurs	1.39	1.19	1.18	1.13	1.27

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299433>

Tableau 3.26. **Union européenne* : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns EUR)		-65 589	-24 639	-30 049	-23 916	-19 952
TSP total aux consommateurs¹ (mns EUR)		-66 496	-25 819	-31 165	-25 161	-21 129
Blé	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-4 244	-184	-552	0	0
	CNP des consommateurs	2.14	1.01	1.03	1.00	1.00
Maïs	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-1 371	-354	-1 061	0	0
	CNP des consommateurs	2.20	1.10	1.30	1.00	1.00
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-1 271	-41	0	0	-124
	CNP des consommateurs	2.34	1.02	1.00	1.00	1.06
Riz	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-398	-25	-37	-39	0
	CNP des consommateurs	2.50	1.03	1.05	1.04	1.00
Colza	TSP aux consommateurs (mns EUR)	15	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns EUR)	12	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Soja	TSP aux consommateurs (mns EUR)	4	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-2 779	-1 042	-1 516	-1 224	-385
	CNP des consommateurs	3.35	1.63	1.93	1.81	1.16
Lait	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-17 622	-486	-1 249	-328	120
	CNP des consommateurs	4.56	1.02	1.05	1.01	1.00
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-9 696	-7 328	-9 571	-6 035	-6 379
	CNP des consommateurs	2.07	1.46	1.67	1.33	1.38
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-2 993	-1 131	-1 330	-961	-1 100
	CNP des consommateurs	2.70	1.30	1.35	1.25	1.29
Laine	TSP aux consommateurs (mns EUR)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-1 675	-1 166	0	-2 576	-922
	CNP des consommateurs	1.13	1.04	1.00	1.09	1.03
Volaille	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-2 078	-4 840	-5 101	-4 562	-4 857
	CNP des consommateurs	1.46	1.59	1.63	1.51	1.62
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns EUR)	-1 958	-140	-179	-131	-108
	CNP des consommateurs	1.64	1.02	1.02	1.02	1.01
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns EUR)	-20 442	-9 082	-10 569	-9 304	-7 373
	CNP des consommateurs	1.42	1.07	1.09	1.07	1.06

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

* UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 de 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299452>

Tableau 3.27. **Islande : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns ISK)		-4 566	-5 611	-6 990	-5 623	-4 221
TSP total aux consommateurs¹ (mns ISK)		-4 566	-5 892	-7 132	-5 970	-4 575
Blé	TSP aux consommateurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Maïs	TSP aux consommateurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Riz	TSP aux consommateurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux consommateurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux consommateurs (mns ISK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait	TSP aux consommateurs (mns ISK)	-1 664	-1 873	-1 554	-2 272	-1 794
	CNP des consommateurs	9.45	1.42	1.40	1.50	1.36
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns ISK)	-208	-209	-490	-137	0
	CNP des consommateurs	2.40	1.26	1.66	1.11	1.00
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns ISK)	-747	-130	-389	0	0
	CNP des consommateurs	3.57	1.07	1.22	1.00	1.00
Laine	TSP aux consommateurs (mns ISK)	98	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns ISK)	-316	-740	-1 052	-762	-405
	CNP des consommateurs	3.81	1.76	2.40	1.63	1.26
Volaille	TSP aux consommateurs (mns ISK)	-192	-1 577	-1 666	-1 588	-1 477
	CNP des consommateurs	5.80	4.17	5.79	3.65	3.08
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns ISK)	-261	-426	-539	-435	-305
	CNP des consommateurs	5.37	2.59	3.65	2.42	1.70
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns ISK)	-1 277	-938	-1 443	-776	-595
	CNP des consommateurs	4.44	1.53	1.75	1.49	1.34

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299471>

Tableau 3.28. **Japon : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mds JPY)		-8 910	-4 920	-4 852	-4 840	-5 068
TSP total aux consommateurs¹ (mds JPY)		-8 910	-4 920	-4 852	-4 840	-5 068
Blé	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-897	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	6.56	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs	TSP aux consommateurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-304	-43	-13	-24	-91
	CNP des consommateurs	6.18	1.56	1.15	1.25	2.27
Riz	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-2 559	-1 250	-1 322	-1 217	-1 210
	CNP des consommateurs	5.61	3.08	3.38	3.14	2.73
Colza	TSP aux consommateurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux consommateurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mds JPY)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-267	-130	-135	-144	-111
	CNP des consommateurs	2.50	23.45	81.21	-14.55	3.69
Lait	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-776	-425	-410	-370	-496
	CNP des consommateurs	7.06	1.76	1.77	1.64	1.87
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-558	-287	-294	-272	-296
	CNP des consommateurs	3.65	1.39	1.39	1.39	1.39
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Laine	TSP aux consommateurs (mds JPY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-356	-670	-599	-730	-681
	CNP des consommateurs	1.73	3.34	2.72	3.38	3.92
Volaille	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-51	-29	-28	-30	-30
	CNP des consommateurs	1.13	1.12	1.12	1.12	1.12
Oeufs	TSP aux consommateurs (mds JPY)	-71	-64	-62	-70	-62
	CNP des consommateurs	1.20	1.17	1.17	1.17	1.17
Autres produits	TSP aux consommateurs ^c (mds JPY)	-3 072	-2 021	-1 989	-1 983	-2 091
	CNP des consommateurs	2.21	1.65	1.62	1.67	1.67

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299490>

Tableau 3.29. **Corée : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mds KRW)		-9 105	-22 752	-24 127	-19 436	-24 692
TSP total aux consommateurs¹ (mds KRW)		-9 161	-22 785	-24 155	-19 475	-24 727
Blé	TSP aux consommateurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Maïs	TSP aux consommateurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mds KRW)	-210	-105	-138	-85	-92
	CNP des consommateurs	3.42	1.90	2.50	1.45	1.73
Riz	TSP aux consommateurs (mds KRW)	-4 452	-5 160	-6 428	-4 061	-4 990
	CNP des consommateurs	5.59	2.33	3.10	1.78	2.12
Colza	TSP aux consommateurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux consommateurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mds KRW)	-175	-332	-343	-312	-340
	CNP des consommateurs	1.72	1.47	1.75	1.35	1.31
Sucre	TSP aux consommateurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait	TSP aux consommateurs (mds KRW)	-302	-1 120	-1 242	-636	-1 481
	CNP des consommateurs	3.11	2.05	2.34	1.40	2.42
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mds KRW)	-495	-1 904	-1 810	-1 676	-2 224
	CNP des consommateurs	2.23	1.40	1.35	1.41	1.44
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Laine	TSP aux consommateurs (mds KRW)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mds KRW)	-303	-2 557	-2 095	-2 547	-3 029
	CNP des consommateurs	1.50	2.93	2.71	2.82	3.26
Volaille	TSP aux consommateurs (mds KRW)	-132	-417	-244	-375	-633
	CNP des consommateurs	2.09	1.59	1.46	1.53	1.77
Oeufs	TSP aux consommateurs (mds KRW)	28	-172	-202	-166	-149
	CNP des consommateurs	0.92	1.23	1.35	1.19	1.15
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mds KRW)	-3 120	-11 019	-11 654	-9 615	-11 788
	CNP des consommateurs	2.35	1.87	2.03	1.70	1.87

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299509>

Tableau 3.30. **Mexique : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1991-93	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns MXN)		-19 400	-18 142	-20 384	-10 268	-23 773
TSP total aux consommateurs¹ (mns MXN)		-19 403	-20 656	-23 012	-12 685	-26 270
Blé	TSP aux consommateurs (mns MXN)	189	148	388	56	0
	CNP des consommateurs	1.24	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-4 659	722	829	1 337	0
	CNP des consommateurs	1.70	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-68	21	30	34	0
	CNP des consommateurs	1.21	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-30	-6	-2	0	-16
	CNP des consommateurs	1.06	1.00	1.00	1.00	1.01
Colza	TSP aux consommateurs (mns MXN)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns MXN)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-229	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.19	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-1 699	-6 195	-10 698	-5 594	-2 294
	CNP des consommateurs	1.98	1.46	1.87	1.39	1.13
Lait	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-1 013	-774	2 027	2 769	-7 117
	CNP des consommateurs	1.51	1.06	1.00	1.00	1.19
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-1 816	-9	0	0	-27
	CNP des consommateurs	1.32	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns MXN)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Laine	TSP aux consommateurs (mns MXN)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-275	-790	0	-1 328	-1 043
	CNP des consommateurs	1.07	1.03	1.00	1.05	1.04
Volaille	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-1 955	-6 121	-6 683	-4 345	-7 336
	CNP des consommateurs	1.58	1.12	1.15	1.09	1.13
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns MXN)	-152	-1	0	0	-2
	CNP des consommateurs	1.05	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns MXN)	-7 696	-7 651	-8 904	-5 613	-8 435
	CNP des consommateurs	1.34	1.04	1.05	1.03	1.04

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299528>

Tableau 3.31. **Nouvelle-Zélande : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns NZD)		-105	-63	-97	-69	-24
TSP total aux consommateurs¹ (mns NZD)		-105	-63	-97	-69	-24
Blé	TSP aux consommateurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs	TSP aux consommateurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz	TSP aux consommateurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux consommateurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux consommateurs (mns NZD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait	TSP aux consommateurs (mns NZD)	-21	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.09	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Laine	TSP aux consommateurs (mns NZD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns NZD)	-2	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Volaille	TSP aux consommateurs (mns NZD)	-16	-41	-59	-48	-17
	CNP des consommateurs	1.25	1.14	1.21	1.15	1.05
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns NZD)	-36	-7	-17	-3	0
	CNP des consommateurs	1.81	1.07	1.19	1.03	1.00
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns NZD)	-30	-15	-22	-18	-7
	CNP des consommateurs	1.07	1.02	1.03	1.02	1.01

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit.
CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299547>

Tableau 3.32. **Norvège : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns NOK)		-9 050	-9 389	-7 578	-8 950	-11 640
TSP total aux consommateurs¹ (mns NOK)		-9 050	-9 389	-7 578	-8 950	-11 640
Blé	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-121	-230	-114	-97	-480
	CNP des consommateurs	2.05	1.54	1.28	1.24	2.11
Maïs	TSP aux consommateurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-609	-291	-99	-189	-583
	CNP des consommateurs	4.07	1.53	1.17	1.31	2.10
Riz	TSP aux consommateurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux consommateurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux consommateurs (mns NOK)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Lait	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-700	-1 812	-872	-1 801	-2 761
	CNP des consommateurs	3.37	1.52	1.19	1.49	1.86
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-1 703	-2 145	-2 008	-2 079	-2 347
	CNP des consommateurs	3.60	2.42	2.41	2.36	2.50
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-356	-298	-256	-316	-321
	CNP des consommateurs	2.53	1.42	1.40	1.42	1.44
Laine	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-55	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	2.01	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-1 383	-1 457	-1 506	-1 405	-1 461
	CNP des consommateurs	2.66	2.01	2.05	1.98	2.00
Volaille	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-256	-841	-775	-802	-946
	CNP des consommateurs	3.96	2.93	3.43	2.48	2.87
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns NOK)	-590	-370	-366	-364	-381
	CNP des consommateurs	4.48	1.99	2.10	1.99	1.87
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns NOK)	-3 277	-1 946	-1 580	-1 897	-2 361
	CNP des consommateurs	3.18	1.78	1.58	1.71	2.05

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299566>

Tableau 3.33. **Suisse : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns CHF)		-7 609	-3 515	-3 003	-3 799	-3 742
TSP total aux consommateurs¹ (mns CHF)		-7 889	-3 523	-3 013	-3 809	-3 747
Blé	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-538	-72	-98	-71	-46
	CNP des consommateurs	4.02	1.23	1.35	1.20	1.14
Maïs	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-139	-13	-13	-7	-19
	CNP des consommateurs	3.46	1.22	1.22	1.10	1.34
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-265	-18	-24	-2	-29
	CNP des consommateurs	4.53	1.30	1.33	1.02	1.54
Riz	TSP aux consommateurs (mns CHF)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-313	-268	-255	-312	-236
	CNP des consommateurs	6.45	2.47	2.45	2.39	2.57
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns CHF)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mns CHF)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-143	-80	-183	-45	-12
	CNP des consommateurs	4.51	1.71	2.24	1.76	1.13
Lait	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-1 900	-605	-150	-668	-999
	CNP des consommateurs	9.85	1.46	1.11	1.39	1.88
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-1 382	-629	-782	-645	-459
	CNP des consommateurs	4.21	1.98	2.38	1.96	1.60
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-106	-36	-32	-38	-39
	CNP des consommateurs	5.08	1.67	1.60	1.67	1.73
Laine	TSP aux consommateurs (mns CHF)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-908	-586	-455	-675	-629
	CNP des consommateurs	2.45	2.07	1.78	2.21	2.22
Volaille	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-301	-217	-196	-230	-225
	CNP des consommateurs	6.08	4.55	4.50	4.31	4.84
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns CHF)	-399	-189	-184	-193	-189
	CNP des consommateurs	6.87	2.85	2.81	2.91	2.83
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns CHF)	-1 495	-810	-641	-923	-866
	CNP des consommateurs	4.52	1.65	1.59	1.69	1.67

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299585>

Tableau 3.34. **Turquie : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns TRY)		-3	-20 974	-12 424	-27 637	-22 860
TSP total aux consommateurs¹ (mns TRY)		-3	-20 974	-12 424	-27 637	-22 860
Blé	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-1 647	-1 543	-2 159	-1 238
	CNP des consommateurs	1.36	1.32	1.31	1.43	1.21
Maïs	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-118	-164	-54	-135
	CNP des consommateurs	1.16	1.34	1.52	1.14	1.35
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-89	0	-91	-175
	CNP des consommateurs	1.36	1.29	1.00	1.22	1.66
Riz	TSP aux consommateurs (mns TRY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Colza	TSP aux consommateurs (mns TRY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-128	-91	-50	-243
	CNP des consommateurs	1.14	1.14	1.08	1.05	1.30
Soja	TSP aux consommateurs (mns TRY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Sucre	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-553	-588	-712	-358
	CNP des consommateurs	1.11	1.79	2.03	2.03	1.31
Lait	TSP aux consommateurs (mns TRY)	-1	-5 311	-1 994	-7 225	-6 713
	CNP des consommateurs	2.46	3.10	1.57	3.63	4.10
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-1 522	-1 411	-1 555	-1 601
	CNP des consommateurs	1.16	1.66	1.79	1.64	1.57
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-165	-220	-36	-238
	CNP des consommateurs	1.17	1.21	1.25	1.05	1.31
Laine	TSP aux consommateurs (mns TRY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns TRY)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Volaille	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-865	-773	-652	-1 171
	CNP des consommateurs	0.93	1.44	1.47	1.31	1.54
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns TRY)	0	-515	-237	-699	-609
	CNP des consommateurs	1.21	1.41	1.24	1.58	1.41
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns TRY)	-2	-10 063	-5 404	-14 404	-10 379
	CNP des consommateurs	1.22	1.27	1.15	1.45	1.23

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299604>

Tableau 3.35. **États-Unis : Transferts aux consommateurs au titre d'un seul produit**

		1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
ESC Total (mns USD)		-3 794	22 644	12 172	27 129	28 631
TSP total aux consommateurs¹ (mns USD)		-13 872	-6 982	-14 000	-1 707	-5 240
Blé	TSP aux consommateurs (mns USD)	-353	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.20	1.00	1.00	1.00	1.00
Maïs	TSP aux consommateurs (mns USD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres céréales	TSP aux consommateurs (mns USD)	-100	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.22	1.00	1.00	1.00	1.00
Riz	TSP aux consommateurs (mns USD)	-5	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.01	1.00	1.00	1.00	1.00
Colza	TSP aux consommateurs (mns USD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Tournesol	TSP aux consommateurs (mns USD)	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
	CNP des consommateurs	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
Soja	TSP aux consommateurs (mns USD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Sucre	TSP aux consommateurs (mns USD)	-1 997	-1 234	-1 577	-1 197	-928
	CNP des consommateurs	3.18	1.63	1.89	1.57	1.42
Lait	TSP aux consommateurs (mns USD)	-6 181	-3 778	-8 555	0	-2 778
	CNP des consommateurs	1.56	1.15	1.32	1.00	1.13
Viande bovine	TSP aux consommateurs (mns USD)	-378	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00
Viande ovine	TSP aux consommateurs (mns USD)	-6	-58	-63	-57	-55
	CNP des consommateurs	1.01	1.10	1.10	1.10	1.10
Laine	TSP aux consommateurs (mns USD)	-2	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.01	1.01	1.01	1.01	1.01
Viande porcine	TSP aux consommateurs (mns USD)	0	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Volaille	TSP aux consommateurs (mns USD)	-727	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.11	1.00	1.00	1.00	1.00
Oeufs	TSP aux consommateurs (mns USD)	-140	0	0	0	0
	CNP des consommateurs	1.06	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres produits	TSP aux consommateurs ² (mns USD)	-3 983	-1 913	-3 805	-453	-1 480
	CNP des consommateurs	1.11	1.03	1.05	1.01	1.02

p : provisoire. n.c. : non calculé. ESC : Estimation du Soutien aux Consommateurs. TSP : Transferts au titre d'un Seul Produit. CNP : Coefficient Nominal de Protection.

1. La différence entre l'ESC total et le TSP aux consommateurs représente le montant des subventions aux consommateurs qui ne sont pas spécifiques à un produit.
2. Le TSP aux consommateurs pour les Autres Produits correspond au TSP aux consommateurs pour l'ensemble des produits moins les TSP aux consommateurs pour les produits présentés ci-dessus.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299623>

Tableau 3.36. **Australie : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Millions de AUD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	0	87	36	115	110
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	6	2	6	9
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	87	36	115	110
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	250	761	979	860	445
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	13	43	45	46	37
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	81	65	90	90
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	149	228	219	0
Paiements au titre du revenu	250	531	686	551	355

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299642>Tableau 3.37. **Canada : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Millions de CAD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	1 787	1 886	1 680	1 392	2 587
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	21	25	22	24	29
Paiements au titre de la superficie cultivée	1 113	754	593	636	1 034
Paiements au titre du nombre d'animaux	42	177	149	216	167
Paiements au titre des recettes	632	217	277	87	289
Paiements au titre du revenu	0	737	660	453	1 098
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	224	518	136	17
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	3	7	2	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	2	0	0	6
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	4	0	2	11
Paiements au titre des recettes	0	188	430	134	0
Paiements au titre du revenu	0	29	88	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	664	1 066	708	217
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	9	14	12	2
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	7	15	1	4
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	42	11	38	77
Paiements au titre des recettes	0	202	373	227	6
Paiements au titre du revenu	0	413	667	441	130

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299661>

Tableau 3.38. Union européenne* : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu

Millions de EUR

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants¹, production requise	3 195	15 989	15 026	16 489	16 453
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	4	18	16	18	19
Paiements au titre de la superficie cultivée	515	12 262	11 614	12 604	12 566
Paiements au titre du nombre d'animaux	2 548	3 243	2 921	3 414	3 395
Paiements au titre des recettes	91	452	465	451	440
Paiements au titre du revenu	41	32	25	20	52
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	192	218	191	167
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	192	218	191	167
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	33 342	31 970	33 633	34 424
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	37	34	36	40
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	12 140	11 131	12 299	12 989
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	21 202	20 839	21 334	21 435
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

* UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299680>

Tableau 3.39. Islande : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu

Millions de ISK

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants¹, production requise	0	524	493	538	542
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	3	3	3	4
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	524	493	538	542
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	3 110	2 382	3 728	3 220
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	20	16	23	23
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	3 093	2 382	3 678	3 220
Paiements au titre des recettes	0	16	0	49	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	48	0	0	0	0
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	1	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	48	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299699>

Tableau 3.40. **Japon : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Milliards de JPY

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	0	54	13	64	84
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	1	0	1	2
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	10	12	8	8
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	44	1	56	76
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	228	284	271	272	308
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	3	7	6	6	7
Paiements au titre de la superficie cultivée	228	284	271	272	308
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299718>Tableau 3.41. **Corée : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Milliards de KRW

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	24	653	861	689	410
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	3	4	4	2
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	272	456	308	52
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	2	6	0	0
Paiements au titre des recettes	11	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	13	380	399	381	358
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	717	743	743	664
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	3	3	4	3
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	717	743	743	664
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299718>

Tableau 3.42. **Mexique : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Millions de MXN

	1991-93	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	10	820	432	1 143	886
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	1	1	2	1
Paiements au titre de la superficie cultivée	10	737	432	894	886
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	83	0	250	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	3 873	4 059	3 661	3 900
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	5	6	5	5
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	3 873	4 059	3 661	3 900
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	12 310	12 309	12 310	12 311
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	17	18	17	16
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	12 310	12 309	12 310	12 311
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299756>Tableau 3.43. **Nouvelle-Zélande : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Millions de NZD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	42	1	1	1	1
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	12	1	0	1	1
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	42	1	1	1	1
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	315	0	0	0	1
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	21	1	0	0	2
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	315	0	0	0	1
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0	0	0
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299775>

Tableau 3.44. **Norvège : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Millions de NOK

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	3 577	6 482	6 284	6 389	6 774
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	19	32	35	31	29
Paiements au titre de la superficie cultivée	974	2 207	2 208	2 170	2 243
Paiements au titre du nombre d'animaux	2 603	3 427	3 244	3 359	3 679
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	848	833	860	852
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	2 614	2 613	2 674	2 553
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	13	14	13	11
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	1 631	1 662	1 649	1 581
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	983	951	1 025	972
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0	0	0
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299794>Tableau 3.45. **Suisse : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Millions de CHF

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	612	1 171	1 114	1 117	1 283
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	7	19	20	18	19
Paiements au titre de la superficie cultivée	259	214	223	219	200
Paiements au titre du nombre d'animaux	338	957	891	898	1 083
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	15	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	28	95	91	92	101
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	2	2	1	2
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	28	95	91	92	101
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	1 236	1 283	1 201	1 225
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	20	23	19	18
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	1 236	1 283	1 201	1 225
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299813>

Tableau 3.46. **Turquie : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Millions de TRY

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	0	1 593	1 348	1 679	1 751
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	5	6	5	5
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	1 408	1 296	1 567	1 361
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	137	21	63	326
Paiements au titre des recettes	0	48	32	49	65
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	927	1 642	1 139	1
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	3	7	3	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	927	1 642	1 139	1
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299822>Tableau 3.47. **États-Unis : Paiements au titre de la superficie, du nombre d'animaux, des recettes ou du revenu**

Millions de USD

	1986-88	2007-09	2007	2008	2009p
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants ¹, production requise	12 231	5 134	2 811	6 608	5 983
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	34	17	8	24	20
Paiements au titre de la superficie cultivée	11 053	3 819	1 603	5 225	4 630
Paiements au titre du nombre d'animaux	267	4	5	5	0
Paiements au titre des recettes	0	4	0	5	8
Paiements au titre du revenu	912	1 307	1 203	1 372	1 344
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0	0	0
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée	0	0	0	0	0
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	0	0	0	0
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	338	6 583	5 683	6 996	7 069
<i>Part dans l'ESP (%)</i>	1	22	17	26	23
Paiements au titre de la superficie cultivée	338	5 628	4 728	6 041	6 116
Paiements au titre du nombre d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des recettes	0	955	956	955	953
Paiements au titre du revenu	0	0	0	0	0

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932299851>

Tableau 3.48. **Contribution aux variations du Soutien du Prix du Marché par pays, entre 2008 et 2009**

Soutien des prix du marché (SPM)	Variation en % ¹	Contribution aux variations du SPM de :	
		La quantité	SPM unitaire
		Variation du SPM en %, toutes autres variables étant par ailleurs maintenues constantes	
Australie	187.7	181.7	5.9
Canada	71.4	0.8	70.6
Union européenne ²	-18.4	0.3	-18.7
Islande	-25.1	-1.1	-24.0
Japon	0.0	-1.2	
Corée	24.1	1.9	22.2
Mexique	94.9	-0.7	95.7
Nouvelle-Zélande	-65.3	-1.1	-64.1
Norvège	27.4	-7.0	34.4
Suisse	9.5	9.3	0.2
Turquie	10.0	6.4	3.6
États-Unis	495.9	32.2	463.7
OCDE ³	5.7	1.5	4.1

1. La variation du SPM national en monnaie nationale exprimée en pourcentage est la moyenne des variations des SPM par produit pondérées par la part du SPM de chaque produit dans le SPM total du pays de l'année antérieure.
2. Union européenne 27.
3. Variations en monnaie nationale exprimées en pourcentage pondérées par la valeur du SPM de l'OCDE de l'année antérieure, car ces variations ne sont pas équivalentes à la variation des SPM de l'OCDE exprimés dans une monnaie commune.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

Tableau 3.49. **Contribution aux variations de prix à la frontière par pays, entre 2008 et 2009**

Prix à la frontière	Variation en % ²	Contribution aux variations de prix à la frontière ¹ du :	
		Taux de change	Prix à la frontière (USD)
		Toutes les autres variables étant par ailleurs maintenues constantes	
Australie	5.9	7.0	-1.1
Canada	-30.5	5.7	-36.2
Union européenne ³	-1.7	5.0	-6.7
Islande	18.0	37.3	-19.3
Japon	5.2	-10.3	15.5
Corée	-8.2	14.2	-22.4
Mexique	18.5	20.9	-2.4
Nouvelle-Zélande	12.5	12.3	0.2
Norvège	-3.6	10.6	-14.2
Suisse	-12.3	0.2	-12.5
Turquie	0.8	17.6	-16.9
États-Unis	7.0	0.0	7.0
OCDE ⁴	-0.7	401	-4.8

1. Prix à la frontière à la sortie de l'exploitation, c'est-à-dire que le prix est net de marge commerciales existant entre la sortie d'exploitation et la frontière /marché de gros.
2. Moyenne des variations des prix à la frontière de chaque produit en monnaie nationale, pondérées par la part du SPM de chaque produit dans le SPM total du pays de l'année antérieure.
3. Union européenne 27.
4. Variations en monnaie nationale exprimées en pourcentage, pondérées par la valeur du SPM de l'OCDE de l'année antérieure, car ces variations ne sont pas équivalentes à la variation des SPM de l'OCDE exprimés dans une monnaie commune.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2010.

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(51 2010 09 2 P) ISBN 978-92-64-08381-3 - n° 57390 2010

Politiques agricoles des pays de l'OCDE

PANORAMA

En 2009, le soutien accordé aux producteurs des pays de l'OCDE représentait 22 % de l'ensemble des recettes agricoles brutes (ESP en %). Cela représente une légère hausse par rapport aux 21 % enregistrés en 2008, et un retour au niveau de 2007. C'est la première augmentation du niveau de soutien après une baisse régulière depuis 2004. La hausse des prix des produits de base intervenue en 2007 et 2008 était à l'origine de la chute du soutien mesuré au cours de ces années, mais en 2009 les prix ont baissé aux niveaux de 2007.

Malgré une réduction sur le long terme du niveau de soutien et de la part de ses formes qui peuvent entraîner le plus de distorsions de la production et des échanges, ce type de mesures domine encore dans la plupart des pays de l'OCDE. Certains pays ont clairement pris des mesures pour réduire le niveau de soutien et/ou mettre en place des formes plus découplées, tandis que d'autres se sont laissé distancer. Dans certains pays, le soutien dépend de plus en plus de l'application par les producteurs de pratiques de production spécifiques en vue d'atteindre des objectifs plus vastes.

Ce rapport constitue une source unique d'estimations les plus récentes du soutien à l'agriculture. Il fournit une vue d'ensemble du soutien à l'agriculture dans la zone de l'OCDE, complétée par des chapitres sur l'évolution des politiques agricoles dans chaque pays de l'OCDE. La base de données détaillée contenant les estimations du soutien à l'agriculture est disponible en ligne www.oecd.org/agriculture/pse.

Le rapport *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama* est publié une année sur deux, en alternance avec la version complète *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation*.

Le texte complet de cet ouvrage est disponible en ligne à l'adresse suivante :
www.sourceocde.org/agriculture/9789264083813

Les utilisateurs ayant accès à tous les ouvrages en ligne de l'OCDE peuvent également y accéder via :
www.sourceocde.org/9789264083813

SourceOCDE est une bibliothèque en ligne qui a reçu plusieurs récompenses. Elle contient les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'OCDE. Pour plus d'informations sur ce service ou pour obtenir un accès temporaire gratuit, veuillez contacter votre bibliothécaire ou SourceOECD@oecd.org.

2010